

ALGERIE :
QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE



Photo : Premier semoir pour semis direct produit en Algérie.

Djamel BELAID
Ingénieur Agronome

INTRODUCTION

Ce recueil reprend nos articles parus sur notre site « Agriculture Algérie* » et sur notre blog**. Comme l'auront remarqué les lecteurs qui nous font l'amitié de nous lire, la dominante de ces articles concernent :

- les productions végétales avec une préoccupation, celle du non-labour avec semis-direct,
- l'élevage avec la production fourragère.

Par ailleurs, notre expérience de terrain d'abord comme étudiant à l'ENSA d'El-Harrach à 12 campagnes (été et hiver) comme étudiant volontaire (application de la Révolution Agraire – Années 70), puis à Batna comme conseiller technique de domaine autogéré de 2 000 hectares ou maître-assistant (Département d'Agronomie Université de Batna) et enfin durant 4 ans comme chef de petite région agricole (Chambre d'agriculture de l'Oise) nous amène à réfléchir au type d'organisation les plus favorables à la production agricole.

Ces articles constituent donc autant de constats et de propositions. Elles visent à susciter le débat. A ce titre, nous sommes profondément intéressé par un retour (suggestions, critique, ...).

Les articles peuvent être reproduit ou utilisés. Il est simplement de faire mention de leur origine.

(*) adresse : Djamel-Belaid.fr

(**) Blogger « Agriculture-Algérie.

SOMMAIRE

ALGERIE, PRODUCTION DU BLE, UN PAS CONSIDERABLE DE FRANCHI PAR CMA SIDI BEL ABBES.

ALGERIE, UP-GRADING DES SUKHOI, T-62 MAIS EGALEMENT NOS SEMOIRS A BLE. ALGERIE, LOW-COST UPGRADING CONVENTIONAL SEEDERS.

ALGERIE – AGRICULTURE: BAISSSE DE LA RENTE PETROLIERE, QUELLES REFORMES A ZERO DINARS POUR LE BUDGET DE L'ETAT ?

ALGERIE, EXPORTER L'AGNEAU DE PRINTEMPS D'OULED-NAIL

ALGERIE, REDUIRE LES SUBVENTIONS AUX CEREALIERES SANS TOUCHER A LEUR REVENU

SEMIS DIRECT EN ALGERIE, FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVANT.

ALGERIE : APRES LES CHUTES DE NEIGE QUELLE RECOLTE DE CEREALES CETTE ANNEE ?

ALGERIE: POSSIBILITES LOCALES DE FABRICATION DE SEMOIRS POUR SEMIS-DIRECT

SURPRODUCTION LEGUMES, QUE FAIRE ?

LETTRE OUVERTE A UN RESPONSABLE DE L'AGRICULTURE

SETIF EN POINTE DANS LA PRODUCTION DE FOURRAGES

ELUS DE BASE DES CCLS , QUELLES ORIENTATIONS ECONOMIQUES ?

TUNISIE SURPRODUCTION DE LAIT

NICOLAS BAVEREZ : L'ALGERIE EN SURSIS DEUX ANS POUR SE REFORMER

SECHERESSE A L'OUEST : L'ALGERIE FACE AU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

ELEVAGE OVIN, SECHERESSE EN STEPPE, QUELLES MESURES PRENDRE ?

ALGERIE, LA GUERRE DU LAIT. LES ELEVEURS LAITIERS DEPOSEDES DE LEUR OR BLANC

ALGERIE: QUALITE DES BLES FRANCAIS, PEUT MIEUX FAIRE.

ALGERIE, LE RETOUR DES PAYSANS FRANCAIS

ALGERIE, SEMER DES LENTILLES ENTRE LES RANGS DE TOURNESOL ?

CEREALES, TRAVAUX DES CHAMPS EN JANVIER

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015. Les leçons du début de campagne

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS. Ne rangez pas vos semoirs !

ELEVAGE STEPPIQUE, NOS BERGERS MALIENS

INAUGURATION USINE ALIMENTS DE BETAIL SIM-SANDERS.

NEGOCIATION SUR LE LAIT : C'EST AUX LAITERIES DE FAIRE UN EFFORT.

ALGERIE, PRODUCTION DU BLE, UN PAS CONSIDERABLE DE FRANCHI PAR CMA SIDI-BEL-ABBES.

Djamel BELAID djamel.belaid@ac-amiens.fr 6.04.2016

Nous avons longtemps espéré la construction en Algérie de semoirs pour semis-direct (SD). Non pas ces mastodontes tels ceux de Semeato, Kuhn, Versdät, Sola, John Shearer ou Gaspardo, mais des semoirs à prix abordables pour les petits et moyens agriculteurs. C'est là le seul moyen de vulgariser l'intéressante technique du semis-direct. Or, depuis quelques jours des informations nous sont remontées par différents canaux. Elles font état de la construction locale par CMA-Sola d'un prototype de semoir SD nommé « Boudour » dont nous avons pu voir une photo. C'est là un grand pas pour l'agriculture en Algérie.

ITGC ET CMA DES MAITRES D'OEUVRE A FELICITER

Tout d'abord, les cadres Algériens qui sont à l'initiative de ce projet sont à féliciter ; de même que les techniciens et ouvriers qui ont contribué à produire le premier engin. Ce sont ceux, en première analyse, ceux de l'ITGC et de CMA Sidi-Bel-Abbès. Les premières informations font état d'essais en conditions réelles. Espérons que ceux-ci déboucheront sur une disponibilité de ce type d'engins.

Il semble que ce sont les ingénieurs de l'ITGC ainsi que des experts australiens agissant dans le cadre d'un projet international qui aient conseillé CMA-SOLA. On peut imaginer que le bureau d'études CAO de Sola a joué un grand rôle. Si on ne peut que se réjouir de ce type de coopération croisée, on peut s'étonner du manque de créativité au niveau de CMA. Cette entreprise semble fonctionner uniquement en utilisant des modèles proposés par ses partenaires étrangers tels sampo ou Sola. Cela est étonnant de la part d'une entreprise qui a vocation à fabriquer et à faire évoluer le matériel agricole local. Pourquoi cette entreprise ne fait-elle pas plus confiance à ces ingénieurs ?

LES SEMOIRS SD A DENTS, DES OUTILS REVOLUTIONNAIRES

Longtemps après l'indépendance, l'agriculteur algérien a labouré les terres avec la charrue en acier introduite d'Europe. Or, le labour est l'une des causes de l'érosion des sols et de leur perte de fertilité. Les USA en ont fait l'amer constat après avoir défriché les grandes plaines. Dès les années 1920 des tempêtes ont provoqué d'importants nuages de poussières les « dust bowl » qui ont causé la ruine de nombre d'exploitations. L'écrivain John Steinbeck en a d'ailleurs tiré un best-seller. En Algérie, les mêmes causes ont créé les mêmes problèmes qu'aux USA. A cela s'ajoute l'effet désastreux de l'élevage du mouton. Résultats: une agriculture minière dévastatrice pour les futures générations. Arrêter le labour nécessitait de proposer aux agriculteurs une alternative. Celle-ci a été développée aux USA, au Brésil et en Australie : le non-labour avec semis direct.

Les semoirs SD permettent donc de lever la menace de l'érosion. L'expérience menée dans différentes régions semi-arides montrent qu'ils valorisent mieux l'humidité du sol. A ce titre, ils constituent des semoirs « anti-

sécheresse ». Par ailleurs, leur système de localisation des engrais permet de résoudre l'éternelle question de l'insolubilisation du phosphore dans les sols algériens.

SEMIS DIRECT, L'EXCELLENCE AUSTRALIENNE

En matière de semis-direct, seule la coopération agricole australienne - dans le cadre de l'icarda - a été en mesure de proposer à l'Algérie et à d'autres pays du Maghreb et de Proche-Orient, une technologie adaptée aux conditions pédo-climatiques et à la situation des petites et moyennes exploitations. La technologie australienne dépasse celle des autres constructeurs dans la mesure où les semoirs SD proposés sont à dents et qu'ils permettent de créer après leur passage de petits sillons. Ceux-ci permettent de collecter la moindre eau de pluie pour la diriger vers la zone où sont enfouies les semences. Par ailleurs, affrontant les mêmes risques de sécheresse que les paysans algériens, les Australiens ont ajouté à leur semoirs des roues plombeuses qui rappuyent le sol au dessus de la graine. Résultat, un meilleur contact sol-graine et donc une meilleure germination-levée même en conditions sèches. Il est donc possible de semer dès le mois d'octobre avant l'arrivée des pluies, d'où un gain de rendement. En Algérie, les semis se déroulent jusqu'à décembre ce qui pénalise les rendements.

« Cerise sur le gâteau » les experts australiens, dont l'infatigable Pr. Jack Desbiolles – l'Algérie s'honorerait de lui décerner une médaille – a transmis aux cadres locaux le savoir-faire pour construire des semoirs SD « low cost » parfaitement adaptés répétons le aux petites et moyennes exploitations. Celles-ci sont souvent équipées de tracteurs de moyenne puissance de 65 à 80 chevaux et ne pourraient tirer les lourds semoirs SD importés. Précisons que concernant les grandes exploitations, leurs managers possèdent les moyens d'importer des semoirs de grandes tailles.

Le semis-direct est la la pratique qui revisite le dry-farming des années 50-60 et jusqu'à maintenant encore pratiqué en Algérie ;

CE QUI EST DORENAVANT POSSIBLE EN ALGERIE

Les semoirs SD ont la capacité de favoriser une meilleure utilisation de l'humidité du sol. Ils ont deux autres avantages. Ils libèrent l'agriculteur de la corvée du labour. A ce titre, ils permettent des économies de

temps et de carburant. Outre le carburant c'est toute une série d'opérations culturales qui deviennent obsolètes : labour et recroissages pour la réalisation du lit de semences. Ainsi, le SD se traduit par une baisse des charges de mécanisation. Les décideurs du MADR ont là une occasion de réduire ou de ne pas augmenter les subventions aux céréaliculteurs – surtout ceux disposant de grandes surfaces. En effet, les gains de productivité permis par le passage au SD peuvent compenser l'inflation des intrants agricoles. Encore faut-il que ce type de semoirs soit rapidement disponible et qu'une vulgarisation efficace ait lieu. En effet, pour beaucoup d'agriculteurs, le labour a une portée symbolique forte. Et l'abandonner est pour beaucoup d'entre-eux une hérésie. Cependant, la récente hausse des carburants peut pousser les agriculteurs à aller plus rapidement vers cette nouvelle pratique.

LE SEMIS-DIRECT POUR RESORBER LA JACHERE

En rendant inutile le labour, le semis-direct permet d'ensemencer la même surface de terre six fois plus vite qu'auparavant et à moindre coût. C'est d'ailleurs cet argument qui a poussé de grandes exploitations céréalières en Algérie, Maroc, Tunisie à s'équiper en semoirs SD importés. Semer plus vite permet un rêve caressé depuis des décennies par les cadres du MADR : résorber la jachère.

Les semoirs SD offrent en effet la réponse idéale. C'est le cas concernant la vitesse et le coût réduit d'implantation des cultures de céréales, fourrages mais également légumes secs – il est même envisageable de semer du tournesol avec de tels engins. Les semoirs SD constituent également une réponse idéale pour leur meilleure valorisation de l'humidité du sol. Ils sécurisent ainsi la récolte future et peuvent inciter les céréaliers à emblaver plus de superficie. Ceux-ci sont souvent échaudés du fait des sécheresses à répétition. Ils préfèrent moins semer et laisser les moutons pâturer sur les parcelles en jachère. Avec le semis-direct, l'incertitude climatique et donc l'incertitude de revenu liée à la culture des céréales est donc levée. Il s'agit là d'un aspect trop souvent négligé par les fonctionnaires des services agricoles assurés de leur revenu à travers leur paye mensuelle.

Un aspect est à approfondir. Il s'agit de la possibilité de semer des fourrages. Semer du fourrage de vesce-avoine ou pois-triticale est possible avec des semoirs SD. Le défi à venir serait de pouvoir semer sur les jachères pâturées des mélanges fourragers. Ceux-ci sont souvent constitués de petites graines. Le semoir SD Néo-Zélandais Grass Farmer permet cette opération appelée « sur-semis ». Sera-t-il possible de le faire avec le semoir SD-DZ Boudour ou avec ses différentes versions ?

ALGERIE, LE SEMIS-DIRECT POUR TOUT LE MONDE ?

Actuellement en Algérie, le semis direct n'est accessible qu'à une caste privilégiée d'agriculteurs : ceux ayant le moyen d'acheter de gros semoirs européens ou brésiliens et ceux bénéficiant des travaux réalisés par les unités motoculture des CCLS. Démocratiser cette technique passe bien sûr par une production de masse des semoirs Boudour de CMA-SOLA et du seul constructeur privé algérien : les établissements Refoufi (père et fils) de Mezloug (Sétif). Chacun l'aura compris, ces deux entreprises en sont à leur début.

Une alternative consiste dans la transformation ou upgrading des semoirs conventionnels en semoirs SD. Cette démarche a été suivie avec succès en Irak et Syrie par des céréaliers et de petits artisans soudeurs bénéficiant de l'aide des experts australiens. Il s'agit pour cela de fabriquer des kits : éléments semoirs à dents et roues plumbeuses. Cette tâche est réalisable par des entreprises privées et par CMA par exemple. C'est là une tâche urgente. La technologie est relativement simple. Peuvent faire l'objet d'un upgrading les semoirs conventionnels mais également les épandeurs à engrais en ligne ou les cultivateurs à dents de marque PMAT.dz sur lesquels il pourrait être possible de fixer trémie à semences-engrais et système de distribution proportionnel à l'avancement (DPA).

Les experts australiens et ceux qui ont été formés en Syrie et Irak mettent en ligne des dossiers complets sur internet. Ces informatoins détaillées sont accessibles en tapant « Icarda + ZT + seeder » sur google.

CMA-SOLA, Ets REFOUFI LES NOUVEAUX DEFIS

Les entreprises privées et publiques CMA-SOLA et Ets REFOUFI sont devant de nouveaux défis. Bien sûr le premier est d'améliorer leurs prototypes afin de produire un produit répondant aux spécificités locales. Il s'agit ensuite d'une production de masse et de la fabrication de kit pour upgrading. Par leur contribution à la réduction des importations alimentaires, ces entreprises ont besoin d'une aide stratégique de la part des pouvoirs publics : aides financières bien sûr ou par exemple limitation de l'importation des semoirs SD étrangers pouvant concurrencer cette production nationale naissante. Les entreprises privées constituent un allié puissant pour les pouvoirs publics. En effet, leur localisation rurale au contact direct des agriculteurs utilisateurs de leurs semoirs leur permet de les améliorer et d'assurer une maintenance. La volonté de grandir de ces petites entreprises constitue par ailleurs, un puissant levier de vulgarisation du semis-direct. Levier plus puissant que les agents des services agricoles. Par ailleurs, elles participent à la création d'emplois.

Concernant les Ets REFOUFI Fils, la mise au point

d'un prototype basée sur l'observation du modèle de semoir SD syrien Aschbel en fonction à Sétif est à souligner. Avec des moyens limités, cette jeune entreprise s'est lancée dans un projet ambitieux. Il est à espérer que d'autres petits constructeurs privés s'inspirent de cette démarche.

Pour ces entreprises, il s'agira ensuite de proposer des versions de semoirs SD utilisables sous pivots dans les sols sableux au grand Sud ou utilisables en sol steppique. Bien que sujet à caution, les effets les plus néfastes de ce type de mise en valeur peut être atténué par le SD. En effet, labourer sous pivot ou en steppe – cas des sols plus profonds des dépressions – constitue une hérésie. Il est urgent de leur proposer de tester le semoir SD Boudour ou toute autre solution dont le type de semoir Agric PSM 30 à double spire.

Les entreprises DZ ont l'extraordinaire chance de pouvoir bénéficier de l'aide désintéressée de la coopération australienne et en particulier de la présence ponctuelle en Algérie du Pr Jack Desbiolles. Cette

situation risque de ne pas durer ; l'aide technique australienne est progressivement ré-orientée vers l'Asie. Or, l'expérience étrangère est fondamentale ; ainsi, l'utilisation de pointes de dents en acier ordinaire peut conduire à une usure rapide et à la formation d'un lit de semence inadapté.

Les autres défis auxquels est confrontée la filière céréales concernent la maîtrise du désherbage indispensable en SD. Traditionnellement mené chimiquement, le désherbage nécessite la disponibilité en pulvérisateur et herbicides. La production locale de pulvérisateurs low-cost de marque SFT met aujourd'hui le désherbage chimique à portée de toutes les bourses en Algérie. A ce propos, les efforts réalisés par les cadres de l'ITGC afin de vulgariser la technique du désherbage chimique auprès des agriculteurs est à souligner.

Avec le semi-direct, l'agriculture est à l'aube d'une révolution technique que seule une mobilisation de toute la filière céréale permettra de concrétiser.

ALGERIE, UP-GRADING DES SUKHOI, T-62 MAIS EGALEMENT NOS SEMOIRS A BLE ALGERIE, LOW-COST UPGRADING CONVENTIONAL SEEDERS

Djamel Belaid. 4.04.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

La lecture de sites spécialisés montrent les efforts réalisés par l'ANP afin de régulièrement moderniser le matériel militaire dont elle a la charge. Ces opérations sont réalisées avec le concours de constructeurs russes ou de spécialistes algériens. Il s'agit d'opérations courantes dans toutes les armées du monde. L'armée arabe syrienne a récemment up-grader des Mig, des Sukhoi et des ... semoirs à blé. Les nouveaux semoirs permettent de meilleurs rendements même en milieu semi-aride. En Algérie, dans l'immédiat, up-grader des semoirs n'est pas d'actualité. Retour sur un raté.

CEREALES, DE NOMBREUX RATAGES ET LENTEURS

En Algérie, s'il existe des ratages en matière agricole, la culture des céréales en est l'exemple type. Il ne s'agit pas de tomber dans la critique gratuite mais d'essayer d'analyser nos erreurs en tant que partie prenante de la filière. Nous n'avons par exemple que trop tardivement pris l'option de l'irrigation d'appoint. En matière de céréales non-irriguées, nous ne savons pas proposer aux agriculteurs des outils efficaces pour planter les cultures à moindre coût. Nous ne savons également pas optimiser l'utilisation des engrais dans l'environnement semi-aride ni sur le plan du management responsabiliser les producteurs au niveau de réelles coopératives céréalières paysannes.

Par contre des progrès énormes ont été réalisés en moyens de traction, de semences certifiées, de traitement phyto-sanitaire, de récolte ou de stockage. Comment expliquer ces progrès si inégaux ?

ECHEC DE L'ECOLE ALGERIENNE D'AGRONOMIE

L'analyse des handicaps de l'agriculture algérienne a été récemment réalisé par l'agro-économiste Omar Bessaoud. Concernant les choix techniques, sans prétendre à être exhaustif, on peut citer le tropisme de l'agronomie locale vers les techniques qui ont cours en Europe et principalement en France. L'Australie, l'Espagne ou même le Maroc sont de biens meilleurs exemples du point de vue des solutions imaginées dans les conditions de déficit hydrique auxquelles sont confrontés ces pays.

Enfin, on peut mentionner la barrière entre l'acquisition de références agronomiques locales et leur mise en application sur le terrain. A ce titre, on peut se demander s'il ne faudrait pas plus insuffler le sens de l'entreprenariat aux élites agronomiques de nos universités.

LOURDEUR DE LA CONSTRUCTION PUBLIQUE NATIONALE

Notre secteur public et privé de la construction de matériel agricole est envié des pays voisins au nôtre. Les avancées sont notables : i) montage ou fabrication sous licence de tracteurs et moissonneuse-batteuse, ii) conception de remorques agricoles, de citernes, de

pulvérisateurs pour produits phyto-sanitaires, matériel pour ateliers d'aliments du bétail, tank réfrigérés, ... etc. Cette liste – non exhaustive – aurait de quoi rassurer les plus pessimistes. Cependant, nous ne sommes pas rassurés. Une analyse fine de ce secteur de la construction pourrait révéler les retards dans la conception d'outils d'implantation des cultures – dont les fameux semoirs – mais également concernant la récolte des fourrages, ou des pommes de terre. Et quand parfois, du matériel est conçu localement, les quantités produites sont insuffisantes. Le plus inquiétant également est l'absence d'interactivité fabricants-agriculteurs. Ainsi, si la société publique STF permet d'équiper les exploitations en un matériel rustique et abordable de traitement phytosanitaire, il s'agit maintenant de faire évoluer ce matériel. La production locale semble figée comme si cette entreprise n'avait pas la capacité de conception.

Alors que les agriculteurs ont besoin de matériel permettant d'innover en matière de culture en sec, l'industrie locale n'a que la traditionnelle charrue à proposer. Le groupe PMAT a même signé un accord avec la firme Galucho pour produire ces outils d'un autre âge et pratiquement abandonnés par les céréaliers australiens ou ceux du sud de l'Espagne. C'est un peu comme si il était proposé aux consommateurs mélomanes des tourne-disques ; les plus anciens se rappelleront des modèles Made in DZ dit « jerry cane » des années 70. Le jugement porté sur le secteur de la construction de matériel agricole peut paraître sévère, mais les défis à relever sont énormes : arriver à plus d'auto-suffisance alimentaire et de plein emploi. Cela implique avant tout veille technologique et adaptation. D'autant plus que la production nationale est concurrencée par l'importation. Dans la presse, Mr Salah Attouchi, PDG du groupe PMAT, se plaignait du tort fait à la production locale par un recours immodéré à l'importation.

CONCESSIONNAIRES PRIVÉS, PREFERENCE A L'IMPORTATION

On aurait pu penser que le développement de concessionnaires privés chargés de l'importation de matériel agricole aurait pu solutionner cette question des semoirs à blé. Mais non. Certes, malgré la destruction d'emplois qu'ils causent à l'économie

nationale – certaines usines n'ont pu maintenir un plan de charge que grâce à des commandes émanant du ministère de l'intérieur destinées aux collectivités territoriales - les concessionnaires ont à leur actif quelques belles réalisations. A cet égard, il serait intéressant que des mémoires d'étudiants se penchent sur cet apport à l'agriculture nationale. Ce sont des concessionnaires qui, par exemple, ont permis d'introduire en Algérie les round-balleurs et la technique de l'enrubannage des céréales. En matière de semoirs pour semis direct, l'importation a permis la dotation à quelques grosses exploitations d'engins modernes mais de trop grosses tailles et de trop grande sophistication pour les petites et moyennes exploitations.

UP-GRADER LES SEMOIRS A BLE, MODE D'EMPLOI

L'urgence est donc à mettre à la disposition des petits et moyens céréaliers ce type de semoirs. Ils constituent une véritable révolution. Un peu comme l'optronique peut rendre bien plus performant notre aviation, nos chars et nos transport blindés de troupes. En effet, avec un semoir pour semis direct, plus besoin de gaspiller son temps et son fuel en travaux longs et inutiles, voire néfastes. Il est aujourd'hui démontré que le labour assèche le sol. En Australie, près de 90% des céréaliers l'ont abandonné.

Up-grader nos semoirs conventionnels pourrait être possible en suivant la démarche des agriculteurs irakiens. Ne disposant pas, avant 2012, de la petite industrie syrienne de production de ce type de semoirs, ils ont produit de concert avec des artisans locaux, des kits de modernisation de leurs semoirs. Ces semoirs peuvent être tirés par les tracteurs de 65 -80 chevaux équipant les agriculteurs locaux. Cette production a été rendue possible par l'aide d'experts australiens basés dès 2005 à la station agronomique d'Alep et agissant dans le cadre d'un projet de l'Icarda.

Selon, les types de semoirs les plus répandus en Algérie, il pourrait être possible de produire de tels kits et de vulgariser les nouvelles façons de faire auprès des agriculteurs, CCLS et entrepreneurs de travaux agricoles. Il s'agit-là d'une démarche participative bien différente de celle de l'OAIC. Cet office, ayant pris connaissance de la technique du semis direct, a importé d'Europe une vingtaine de ces semoirs afin d'équiper les CCLS. Mais il s'agit de gros engins nécessitant de gros tracteurs. Or, ceux-ci sont parfois non disponibles et dans certains cas, les semoirs importés sont restés plusieurs mois dans leur emballage d'origine sur palettes.

Une première étape dans le up-grading doit concerner, sur la base du volontariat, les semoirs conventionnels des agriculteurs. L'intérêt réside aussi dans le fait que les semoirs ainsi modifiés pourraient être tirés par les tracteurs de moyenne puissance situés sur les

exploitations. Cette première étape permettrait d'attendre la mise au point de semoirs pour semis direct par l'entreprise publique CMA Sidi-Bel-Abbès. Un premier prototype aurait été réalisé en collaboration avec des ingénieurs de l'ITGC et Jack Desbiolles, un des experts australiens de renommée mondiale auparavant basé à Alep. Ce semoir serait actuellement à l'essai chez un agriculteur. A ce propos, il est injuste que des investisseurs privés ne soient pas invités aux réunions de travail avec les experts australiens.

ALLER VERS LA DEMARCHE CLUSTER

Des entreprises publiques ou privées telles CMA, Tirsam, Djoudi Métal ou la Base Centrale Logistique de l'ANP à Blida possèdent de grandes capacités d'ingénierie, de conception assistée par ordinateur (CAO), de découpe laser de l'acier ou de soudage moderne. Ces capacités dépassent de bien loin les faibles moyens des 8 petits ateliers autour d'Alep (Syrie) qui avant 2012 ont pourtant permis d'up-grader plus de 92 semoirs. Et cela pour le plus grand bien des agriculteurs dont certains ont été associés à la conception et à l'évolution de versions ultérieures. La même démarche a été suivie à Mossoul et à Irbil (Irak), en Jordanie et s'est même propagée jusqu'en Iran. En Palestine, quelques paysans utilisent des semoirs syriens. En Iran, une production locale a démarré et des étudiants en thèse sont même encadrés par des experts australiens.

Qu'attendons nous ?

Qu'attendons nous, nous qui sommes en paix. Alors que chacun connaît les événements tragiques de Syrie et d'Irak. En 2014, le Pr Jack Desbiolles déclarait dans la presse australienne « Iraqi farming was about 30 years behind Australia¹ » l'agriculture irakienne se trouve à 30 années derrière celle de l'Australie. En la matière, nous nous situons derrière l'Irak alors qu'un seul organisme tel l'OAIC compte 400 ingénieurs agronomes. C'est dire le chemin à parcourir mais aussi les potentialités existantes pour arriver au niveau technique des céréaliers australiens.

Afin de faire progresser ce dossier, il ne s'agit pas simplement de faire pleuvoir des pétrodollars sur le secteur agricole. Il s'agit plus de management. Il s'agit de réunir, dans des pôles d'excellence régionaux, les compétences locales de la filière : artisans, industriels (publics ou privés), chercheurs et agriculteurs. Comme en Syrie et Irak, une production locale de semoirs modernes peut ainsi être développée. Une production autonome initiée par des acteurs locaux ruraux. Une production indépendante de décisions administratives centralisées dans la capitale. Une production dépendant

1 « Visitors from Iraq and Korea are heading to the Mallee Machinery Field Days at Speed to learn about Australian farming techniques ». Kate Dowler July 30, 2014 The Weekly Times

d'artisans locaux et non pas d'ingénieurs aux moyens limités par une bureaucratie tatillonne et qui parfois sont affectés par leur administration à d'autres tâches ; quand ce n'est pas eux mêmes qui évoluent vers d'autres horizons. Associer des agriculteurs et des artisans ruraux est un gage d'implantation certaine de cette technique dans nos campagnes.

Quel rôle pour l'ANP ?

A plusieurs reprises dans l'histoire récente l'ANP a apporté sa part au développement du pays ou à l'amélioration de la situation de populations menacées par les intempéries. Concernant la modernisation des semoirs à céréales, l'ANP pourrait intervenir en apportant une aide matérielle à des groupes d'ingénieurs, d'artisans, d'investisseurs et d'agriculteurs souhaitant suivre les exemples australiens, syriens et irakiens. On ne peut en effet se satisfaire du seul rôle de CMA. Le dossier est urgent et par ailleurs requiert la participation des premiers concernés. Par ailleurs, les sols et les conditions climatiques étant différentes d'une région à une autre, un seul modèle de semoir ne peut convenir. C'est à des groupes locaux de tester différents prototypes dans leurs conditions régionales. Ces conditions sont nettement différentes en Mitidja, dans le Constantinois, à Msila ou sous pivot saharien en sol sableux. Si aucune institution civile, association ou ONG n'est capable d'impulser un tel dossier, à l'ANP d'envisager de mettre à disposition de groupes intéressés quelques cadres, un local, des moyens pour

découper l'acier et un poste à souder. Ce sera ensuite l'expertise des paysans et des ingénieurs de terrain d'orienter les modifications éventuelles sur les premiers semoirs construits. Ainsi, il sera possible, comme en Australie, de tracer, à moindre frais, des sillons collecteurs d'eau de pluie et d'y placer semences de céréales et engrais. Car actuellement nous ne savons pas le faire. Cela semble simple, mais pourtant nécessite un minimum de bon sens et de connaissances en sidérurgie pour, par exemple, usiner les meilleurs types de pointes de dents selon le sol concerné. Une semence non mise dans des conditions optimum de germination et levée équivaut à une récolte diminuée dès le départ.

Ce dossier semoirs pour semis-direct devrait permettre d'améliorer les cultures de céréales, fourrages, légumes secs et oléagineux. A ce titre, il est capital. Une population bien nourrie, c'est un problème en moins à gérer. Face au contexte régional, l'upgrading de notre flotte de semoirs à blé, équivaut à acquérir une nouvelle division blindée. Ce dossier montre également que le développement de la céréaliculture algérienne ne doit pas seulement s'inspirer de ce qui se fait sur l'autre rive de la Méditerranée. Il s'agit de maintenir une veille technologique constante sur ce qui se passe également dans les autres régions agricoles semi-arides du monde et particulièrement en Australie et au Moyen Orient.

ALGERIE – AGRICULTURE: BAISSSE DE LA RENTE PETROLIERE, QUELLES REFORMES A ZERO
DINARS POUR LE BUDGET DE L'ETAT ?

[Djamel Belaid \[djamel.belaid@ac-amiens.fr\]\(mailto:Djamel.Belaid@ac-amiens.fr\)](mailto:Djamel.Belaid@ac-amiens.fr) 4.04.2016

En Algérie, le développement récent de la production agricole s'est fait à coups de subventions massives. Si durant les années 70, le mot d'ordre était « tawzi' al-arbeh », le mot d'ordre des années 2010 a été « effacement des dettes ». Une pluie de pétro-dinars a arrosé les agriculteurs. Avec la baisse de la rente pétrolière, l'heure est aux économies. Il est donc nécessaire de trouver des mesures afin de toujours plus dynamiser le secteur agricole mais sans ponction sur le budget de l'Etat. De telles mesures existent.

REFORMER SANS METTRE LES GENS DANS LA RUE

-postes budgétaires au sein d'associations professionnelles agricoles.,

VERS PLUS DE SUBSIDIARITE

Pour l'agro-économiste Slimane Bedrani, en Algérie, l'agriculture est marquée par un excès de « centralisme administratif ». Pour l'économiste Denis Pommier le développement agricole doit faire place au « principe de subsidiarité » ; c'est à dire à plus de participation paysanne et rurale aux projets de développement.

L'exemple récent des programmes de développement communaux est un exemple d'avancée positive.

Il nous semble qu'en la matière, un des moyens est de favoriser la participation à la prise de décision des élus paysans. De nombreuses structures agricoles comportent des représentants des agriculteurs. C'est le

cas au niveau des DSA et des APW. Cependant, au niveau des CCLS ou des instituts techniques dépendant du MADR, les représentants en amont ou en aval n'ont pas « voix au chapitre ».

Une des mesures à zéro dinars serait de favoriser une plus grande participation paysanne . Dans le cas des CCLS, on pourrait imaginer par exemple une co-signature du représentant des agriculteurs à toute décision prise par le directeur actuellement nommé par la tutelle.

Une autre de ces mesures pourrait être d'inclure dans les conseils d'administration des instituts techniques dépendant du MADR des élus paysans et du secteur de la transformation. Cela, moyennant une participation de ces secteurs au financement des dits instituts. Participation par exemple basée sur le prélèvement d'un pourcentage symbolique mais non négligeable sur toute production agricole brute et/ou transformée.

ALGERIE, EXPORTER L'AGNEAU DE PRINTEMPS D'OULED-NAIL

Djamel.belaid@ac-amiens.fr Mars 2016

Nous ne sommes pas pour l'exportation de produits agricoles. Surtout ceux issus de la steppe, milieu particulièrement dégradés. Mais si l'exportation vers l'Europe d'agneaux de printemps labelisés Ouled-Naïl permettait aux éleveurs de structurer leur filière et de développer les produits de leur terroir, cette exportation temporaire ne pourrait être que salutaire.

LES CATEGORIES D'AGNEAUX

-élevés sous la mère

-alimentés avec fourrages
-alimentés avec fourrages naturels (alfa, chih)
-viser la classe moyenne locale
-quel public concerné ? Éleveurs mais également ruraux désirant investir dans la filière.

DEFINIR UN CAHIER DES CHARGES

-âge des animaux
-type d'alimentation
-présentation du produit

ALGERIE, REDUIRE LES SUBVENTIONS AUX CERÉALIERES SANS TOUCHER A LEUR REVENU

Djamel BELAID 1.04.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

La baisse de la rente pétrolière réduit les moyens financiers des pouvoirs publics. A terme, cette baisse ne peut que se traduire sur le niveau des subventions versées au secteur céréalière. Comment pour la puissance publique réduire ces subventions où ne plus les aligner sur l'inflation sans pénaliser la production?

REGIONALISER LES SUBVENTIONS

Une première solution serait de régionaliser les subventions. Il existe en Algérie des régions céréalières à fortes potentialités. Les sols y sont profonds et la pluviométrie plus régulière. C'est notamment le cas à l'Est du pays ou dans la région de Tiaret. Lorsque en culture non-irriguée les rendements sont de l'ordre de 40 qx/ha, faut-il continuer à verser la prime de 1 000 DA/qx pour le blé dur ? Ne faudrait-il pas la maintenir aux céréalières installés sur des terres plus ingrates ? Il s'agit en effet d'encourager ces derniers à intensifier la conduite de leurs céréales. Le risque est qu'ils donnent la priorité à l'élevage ovin plus rémunérateur.

PERSONNALISER LES SUBVENTIONS

Un autre moyen est de personnaliser les subventions selon les exploitations. Pour une même région, un céréalière produisant sur 100 hectares reçoit plus de subventions qu'un céréalière produisant sur 15 hectares. La solution serait de n'attribuer, par exemple, la prime blé dur qu'aux seuls premiers 300 quintaux² livrés à l'organisme collecteur. Malgré un montant réduit de subventions au secteur céréales, les pouvoirs publics assurent ainsi une aide aux exploitations et aux familles les plus fragiles. Cette façon de faire est notamment développée par les récentes versions de la Politique Agricole Commune (PAC).

Nombre de grandes et moyennes exploitations ont acquis ces dernières années un équipement matériel qui leur permet de réaliser des travaux agricoles vers des exploitations démunies. Cette prestation de services agricoles leur assure des revenus dont il s'agit de tenir compte et qu'il est possible de développer – notamment par le développement du non-labour avec semis direct.

ASSURER UN FILET DE SECURITE TECHNIQUE

Pour la puissance, réduire le montant des subventions céréalières – ou ne pas les augmenter à l'avenir – nécessite de ne pas s'aliéner les céréalières et leur capacité à réduire les importations. La solution pourrait être d'offrir à ces céréalières un saut technologique leur assurant un gain de productivité. Ce saut est possible grâce au développement du non-labour avec semis direct. Outre une meilleure régularité des rendements en sec, il permet de réduire les charges de mécanisation. Il s'agirait donc de faciliter l'importation de semoirs pour semis direct (SD). Nombreuses sont en effet les grosses exploitations céréalières intéressées

2 Il s'agit là d'un exemple. Ce chiffre est à affiner. Il pourrait être modulé selon les zones céréalières.

par ce genre d'engins. Ils permettent en effet d'implanter les cultures 6 à 10 fois plus vite. Certaines ont déjà abandonnée le labour. La récente hausse du prix des carburants ne pourra que favoriser cette tendance.

Pour les petites et moyennes exploitations, il s'agit de rendre disponibles ce genre d'engins. La solution passe par l'importation de modèles de semoirs SD tels ceux développés en Syrie, Irak et Jordanie par les experts australiens au sein de l'Icarda. Mais l'idéal serait leur production locale par CMA³ et des investisseurs locaux privés.

ASSURER UN FILET DE SECURITE EN TERME DE MARCHE

Toujours afin de ne pas s'aliéner les gros céréalières, les pouvoirs publics pourraient basculer une partie des subventions céréalières vers les protéagineux, oléagineux ou légumes secs. Actuellement afin de maximiser leurs profits, bon nombre d'exploitations céréalières ont tendance à pratiquer des rotations courtes. Le blé dur revient souvent sur les parcelles. Cette pratique favorise le développement d'une flore adventices et de ravageurs spécifiques des céréales. Encourager les céréalières à développer des oléagineux tels le tournesol ou le colza permettrait de réduire les importations. Il en est de même avec la production de pois fourrager ou de féverole qui peuvent concourir à réduire les importations de soja. Ces dernières années, en matière d'oléagineux et de protéagineux, les variétés et les techniques ont évolué en milieu semi-aride. Au Maroc, les surfaces semées en tournesol ont progressé.

ASSURER UN FILET DE SECURITE EN TERME DE MARGES

Il est également possible de réduire le montant des subventions des céréalières sans toucher à leur revenu. La solution passe par le développement des activités des transformations de céréales à la ferme ou du moins dans des groupements de producteurs. Les statuts des CCLS devraient pouvoir leur permettre de disposer de filiales⁴ - sous statut privé ou non - chargées des activités de transformation. Les agro-industriels de la première transformation (farine, semoule, aliments du bétail) et ceux de la deuxième transformation (couscous, pâtes alimentaires, pain et biscuits)

3 CMA Sidi Bel Abbès a construit un prototype actuellement à l'essai.

4 Le staff de direction de l'OAIC devrait étudier l'évolution des coopératives céréalières paysannes françaises.

réalisent de confortables marges. Les céréaliers qui sont les producteurs de grains sont actuellement tenus à l'écart de toute transformation. Toute mesure en leur faveur – aide à l'équipement matériel, compensations financières liées au soutien du prix des céréales – ne pourrait que protéger leur marge financière et donc le revenu des exploitations.

DECIDEURS, FAIRE TOURNER LES ORDINATEURS DE MODELISATION

Afin de réduire la charge des subventions agricoles sur le budget de l'Etat, des solutions existent. A condition d'être mûrement réfléchies, celles-ci peuvent être prises sans que le revenu des exploitations ne soit remis en cause. On peut penser à une ré-orientation des subventions selon la région ou la taille des exploitations, à des mesures techniques innovantes ou liées à la promotion de productions très fortement déficitaires ou à des mesures liées aux marges.

On ne peut continuer à distribuer des subventions agricoles sans discernement comme cela est le cas également pour les subventions liées au soutien des prix alimentaires. Une telle pratique développe des effets d'aubaine. Réduire le montant des subventions ne peut que pousser à l'innovation. On n'évolue que sous la containte. Mais pousser à l'innovation implique un meilleur management de l'encadrement institutionnel. Par exemple, au conseil d'administration d'organismes tels l'ITGC ou l'OAIC devraient figurer des représentants⁵ de l'amont et l'aval. Dans les CCLS, le représentant du conseil de gestion devrait pouvoir apposer sa signature à côté de celle du directeur pour toute décision importante. Au « centralisme administratif », il s'agit de préférer le principe de subsidiarité. Comme « rien ne tombe du ciel », aux céréaliers, cadres de terrain et patriotes de terrain de pousser en faveur de mesures pour lever les goulots d'étranglement.

Au niveau du gouvernement mais également dans leur ministère respectif, les Décideurs peuvent prendre des mesures novatrices à zéro dinars d'effet sur le budget de l'Etat. A eux de faire tourner les logiciels de modélisation. Existents-ils au niveau du MADR et de l'OAIC ?

5 Il doit s'agir de représentant démocratiquement élus par leurs pairs et participant au financement de ces structures par un pourcentage minime prélevé sur chaque quintal de céréales.

SEMIS DIRECT EN ALGERIE, FAIRE PORTER LA VULGARISATION PAR LES FIRMES D'AMONT ET D'AVANT.

Djamel BELAID 17/03/2016 réactualisé le 31.03.2016. djamel.belaid@ac-amiens.fr

Contrairement à la Syrie et l'Irak, au Maghreb et plus particulièrement en Algérie, au niveau des petites et moyennes exploitations céréalières, le semis-direct (SD) tarde dramatiquement à être développé. Force est de constater qu'à part quelques initiatives, les services agricoles locaux sont absents sur le terrain. Face à cette situation, il nous semble que le changement ne peut venir que d'initiatives privées. Les firmes d'agro-fourriture et les transformateurs de céréales peuvent constituer le fer de lance d'opérations de promotion en faveur de l'équipement en semoirs SD des petites et moyennes exploitations.

ALGERIE SUCCES DES SEMOIRS SD ETRANGERS, SYRIE SUCCES DE SEMOIRS SD LOCAUX

En Algérie, l'utilisation du semis direct concerne essentiellement de grosses exploitations privées et publiques (fermes pilotes). Petites et moyennes exploitations ne connaissent pas ce mode de semis si ce n'est à travers des quelques semoirs SD présents au niveau des unités motoculture des CCLS et des travaux à façon réalisés par quelques grosses exploitations. La même situation peut être observée au Maroc et en Tunisie, même si parfois l'acquisition de semoirs SD est réalisée au niveau de plusieurs exploitations⁶. Dans la majorité des cas, il s'agit de semoirs importés d'origine diverse : Seméato, Kuhn, John Shearer, ... etc.

L'observation avant 2013, de l'équipement des exploitations céréalières syriennes et irakiennes montre un autre type d'équipement. Si quelques gros semoirs SD européens, brésiliens ou australiens sont présents, la majeure partie des engins utilisés sont de fabrication locale. Il s'agit en général de semoirs de 2,3 à 4 m de large. Parfois, il s'agit même de semoirs conventionnels transformés localement par des artisans et agriculteurs en semoirs SD. On doit l'originalité de cette situation à la coopération australienne basée à la station Icarda d'Alep puis rapatriée en Jordanie.

SEMIS DIRECT, AVANTAGE AUX MODELES AUSTRALIENS

Bien que disposant de semoirs SD à disques ou à dents, les australiens ont, dès 2005, vulgarisé le modèle à dents ; principalement de marque John Shearer. Celui-ci est caractérisé par des dents permettant un travail du sol superficiel au niveau de l'emplacement de la semence, le dépôt de fertilisants sous les graines et le passage de roues plumbeuses au creux du sillon formé par le passage des dents. Ainsi, contrairement à un semoir Semeato à disques, les semoirs australiens John Shearer laissent derrière eux un sol à la surface en

«tôle ondulée». Ces sillons se transforment en d'efficaces collecteurs d'eau de pluie dès la moindre averse qui suit le semis. Ainsi, l'eau percole au dessus de l'emplacement des semences, ce qui favorise leur humectation et une levée homogène. Après la levée, les sillons continuent leur rôle de collecteur d'eau de pluie. Le passage de l'humidité du sol vers la graine est également grandement facilité par l'action de tassement des roues plumbeuses. Les modèles brésiliens ne possèdent pas de tels mécanismes de collecte de l'eau de pluie. L'explication est à rechercher dans la généreuse et régulière pluviométrie des régions agricoles du Brésil. Le type de semoir à dents SD est donc particulièrement adapté aux régions semi-arides à pluviométrie irrégulière et en particulier à l'implémentation des cultures⁷. Par ailleurs, les semoirs à disques sont plus fragiles que ceux à dents à cause de l'usure de leurs roulements.

« Cerise sur la gâteau », dans le cadre de projets au sein de l'Icarda, les Australiens ont gracieusement opéré un transfert de technologie vers des artisans ou industriels syriens⁸, irakiens ou jordaniens. L'intérêt des Australiens étant ailleurs : l'accès aux ressources génétiques de l'Icarda dont les céréales.

Après le Proche-Orient, les experts australiens du SD déploient leur aide vers le Maghreb. L'un des plus éminents experts de cette dream-team, le Pr Jack Desbiolles⁹, a ainsi effectué plusieurs missions ponctuelles en Algérie. Ces missions auraient abouti à la mise au point par CMA Sidi-Bel-Abbès d'un premier prototype de semoir SD. Celui-ci serait en cours d'essais chez un agriculteur. On ne peut que féliciter, les institutions agricoles locales (dont l'ITGC). Il pourrait

6 La revue marocaine Alternatives Rurales fait état de l'acquisition de semoirs SD au niveau de coopératives de petits paysans. Les comptes-rendus de mission de l'ONG française Fert fait état de groupements de 4 à 5 exploitations céréalières possédant un semoir SD.

7 Concernant le rôle positif de SD direct sur l'augmentation des quantités d'eau enmagasinée dans le sol, on se reportera aux travaux de Rachid Mrabet à Settat (Maroc).

8 Youtube video de l'interview d'experts Syriens dont la Pr. Basima Barhoum GCSAR on CA: http://www.youtube.com/watch?v=fMFdSUy4nOU&feature=youtube_gdata_player

9 Du Pr Jack Desbiolles on trouvera sur google le rapport détaillé des résultats obtenus entre 2005-2012 en Syrie. Son rapport « The practical implementation of conservation agriculture in the Middle east » détaille de façon précise le mode de fabrication de modèles abordables de semoirs SD moins de 1500\$).

être intéressant que cet expert australien puisse rencontrer des fabricants potentiels de semoirs SD tels la firme Tirsam de Batna ou d'autres investisseurs privés en matériel agricole.

ACTION DES SERVICES DE VULGARISATION EN FAVEUR DU SEMIS DIRECT

Nous nous proposons d'examiner les structures de vulgarisation susceptibles de prendre en charge l'extension de l'utilisation du SD en Algérie. Les services agricoles prévoient la présence d'un agent de vulgarisation dans chaque commune. Cependant souvent, ce conseiller est seul à s'occuper de plusieurs centaines d'agriculteurs éparpillés sur un vaste territoire. Parfois, il n'existe qu'un véhicule pour plusieurs conseillers et les dotations en carburants sont rationnées.

Quant aux stations ITGC, elles sont dépassées. Elles doivent par exemple prendre en charge la vulgarisation du désherbage, de la lutte contre le vert blanc, la sélection de nouvelles variétés et la multiplication de semences. Il semble également que la direction n'a pas classé une priorité¹⁰ au niveau des actions. Enfin, on note l'absence de relais dans les Chambres d'Agriculture et les CCLS bien qu'il existe des réseaux qualité-blé mis en place par des transformateurs tels Groupe Benamor. Le rôle des ingénieurs des stations ITGC devrait être de produire de la référence technique et non pas de vulgariser. Cette opération devant être dévolue aux techniciens des Chambres d'Agriculture, des Coopératives Céréalières Paysannes et de l'agro-fourriture. En France, Arvalis.fr produit de la référence, et ce sont les Ch. d'Agriculture, les coopératives ou le négoce qui vulgarisent ces résultats. L'INPV développe sur le terrain des actions de vulgarisation et d'action contre certains ravageurs. Quant aux CCLS la priorité est donnée à la production de semences certifiée et à l'approvisionnement en ... ficelle. Les unités de motoculture des CCLS ont bien été dotées de quelques semoirs SD, mais il s'agit de gros engins importés et en aucun cas d'une stratégie de dynamisation d'une production locale telle qu'observée en Syrie et Irak.

Il semble donc, qu'en matière de vulgarisation et de dynamisation de la production de semoirs SD, il n'y ait malheureusement rien à attendre de la part des structures publiques en place.

TIRSAM ET PMAT, DES CONSTRUCTEURS IGNORANT DU CONCEPT SEMIS DIRECT

En Algérie, les capacités en matière de construction de matériel agricole sont exceptionnelles. Certains industriels possèdent des outils de conception par ordinateur, des fonderies et des moyens de découpe

10 Le seul semoir SD syrien existant en Algérie au niveau d'une station de recherche reste ignoré des cadres de l'ITGC.

laser de l'acier. L'industrie locale produit sous licence des tracteurs et moissonneuses-batteuses. Elle produit également du matériel aratoire, de semis ou de traitement. Le matériel pour semis direct est ignoré par des entreprises privées telle Tirsam (Batna) ou publique telles celles du groupe public PMAT.

Parmi les entreprises privées les plus dynamiques, on peut citer Djoudi Métal (matériel pour aliment du bétail) ou des fabricants de tank réfrigérés à lait.

Les concessionnaires important du matériel agricole sont nombreux. Certains d'entre-eux importent du matériel agricole turc. Pourtant en matière de semis, le matériel importé est essentiellement conventionnel. Or, la Turquie est cependant un pays où la production de semoirs SD est avancée. Parmi les concessionnaires, on peut noter le dynamisme de la Société Axiom SPA (Constantine). Bien que pionnière pour l'importation de matériel de récolte pour balles rondes, cette société dirigée par un Dr vétérinaire ignore l'existence de matériel pour semis direct.

En Algérie, en matière de développement agricole, les priorités semblent nombreuses. Cependant, étrangement, dans un pays à dominante semi-aride, le SD ne semble pas figurer parmi ces priorités. Cela peut être attribué à la priorité donnée à l'irrigation d'appoint des céréales mais surtout à l'absence de vision globale et de coordination entre les moyens existant localement et les possibilités offertes par la coopération internationale.

MISER SUR LES TRANSFORMATEURS ET L'AGRO-FOURNITURE

Face à l'urgence de la situation, la puissance publique s'avère défaillante pour promouvoir la fabrication de semoirs SD à dents basés sur le modèle australien. Aussi, il ne reste que l'initiative privée. Le secteur de la transformation pourrait s'avérer d'un apport considérable. En effet, tant qu'il n'existe pas de signature de l'Algérie à l'OMC, ce secteur a intérêt à une augmentation de la production locale de blé dur en qualité et en quantité. En effet, la première transformation et la seconde transformation permettent la réalisation de très confortables marges. En l'absence d'une efficacité de l'institution agricole d'Etat vis à vis de la promotion du SD, les meuniers et semouliers locaux ont tout intérêt à garantir leur approvisionnement dans leur bassin local.

Le secteur de la vente de produits phytosanitaires pourraient également constituer le fer de lance de la vulgarisation des semoirs SD. Pourquoi ce secteur serait-il si stratégique ?

Avant tout, développer le SD implique de vendre plus d'herbicides dont du glyphosate. En effet, l'abandon du labour en faveur du SD s'accompagne généralement d'une plus grande infestation adventice. Par ailleurs, un

céréalière qui se met au SD et s'équipe d'un pulvérisateur peut également évoluer vers l'utilisation de fongicides et d'insecticides. C'est donc un client potentiel pour l'industrie des produits phyto-sanitaire.

Mais l'élargissement de la clientèle concerne également les vendeurs d'engrais. Le SD permet la localisation des engrais de fonds tels le MAP et DAP sur la ligne de semis. Cette technique permet ainsi de réduire la question de l'insolubilisation des engrais phosphatés en sol calcaire. Des entreprises telles que Profert y ont tout à y gagner. Que peut-on attendre par contre d'une société telle Fertial ? En fait, l'actionnaire espagnol qui possède une compétence en matière d'animation de terrain vise l'export vers l'Europe et ne se préoccupe donc pas du marché local. On peut se demander pourquoi les pouvoirs publics, à travers le partenaire algérien, ne les y incitent pas en ajoutant une clause au contrat actuel.

MISER SUR LES ARTISANS ?

En Algérie existe de nombreux artisans maîtrisant la découpe et la soudure de l'acier. Nombre d'entre-eux sont capables de réaliser le bâti en acier de semoirs SD puis d'y fixer des pièces obtenues par sous-traitance : trémie pour les semences et les engrais, dents avec leurs ressorts, roues plumbeuses. Ces artisans pourraient réutiliser des parties de semoirs conventionnels de marque locale. Une nombreuse documentation existe est disponible en ligne sur internet¹¹. Si une volonté politique était présente de la part des services agricoles (ITGC), il serait possible de réunir ces investisseurs privés potentiels et les experts australiens et syriens de l'Icarda. Actuellement, ces experts dont Jack Desbiolles est uniquement orienté par l'ITGC vers le constructeur public CMA. Plusieurs réunions auraient déjà eu lieu. Cependant nulle trace d'un quelconque semoirs SD à dents made in DZ. L'idéal serait d'ouvrir ces réunions à des artisans et à des jeunes investisseurs de l'Ansej.

L'expérience syrienne ayant vu le développement de 8 ateliers de fabrication de semoirs SD, on peut penser que la rencontre entre experts de l'Icarda et investisseurs privés locaux est indispensable. Il est certain qu'en la matière « les premiers arrivés seront les premiers servis ». Il est fondamental pour chaque investisseur potentiel de se positionner car la mise sur le marché algérien des premiers semoirs SD à dents pourrait ringardiser les autres outils aratoires et de semis. En effet, le contexte actuel est à l'augmentation des coûts de mécanisation et du prix des intrants. Déjà, le prix des carburants a augmenté, les engrais devraient suivre. Dans le contexte de la baisse de la rente

11 Sur google, il suffit de taper « Icarda + seeder + zero-till » pour trouver des photos de semoirs SD, des plans de construction et des conseils de montage. C'est également le cas concernant la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD.

pétrolière, les subventions publiques en faveur du blé dur ne devraient pas augmenter. Il est même à craindre qu'elles baissent. Le maintien des marges en céréaliculture pourraient alors n'être sauvegardées que par le passage au SD. C'est dire si le marché est conséquent. Actuellement les semoirs syriens de 2,3 m sont vendus (départ usine) à 1500\$.

PERSPECTIVES : ENGRAIS DZ CONTRE SEMOIRS SYRIENS.

Une alternative face au manque criant de semoirs SD à prix abordables pourrait être d'avoir directement recours à la Syrie. En effet, jusqu'en 2012, ce pays a produit 92¹² semoirs SD. Certains spécialistes de la construction de ce type de semoirs auparavant installés dans la région d'Alep sont aujourd'hui repliés sur Lattaquié. Nulle doute qu'ils pourraient permettre le redémarrage de la construction de ce type d'engins.

Reste ensuite l'option jordanienne. Entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie, c'est dans ce pays où la production de masse est la plus possible. En effet, dans ce pays ce ne sont pas de petits ateliers, mais un gros industriel (Rama Agriculture Development MFG¹³) qui produit des semoirs SD à dents suite au transfert de technologie opéré par le Pr Jack Desbiolles.

Qui en Algérie pourrait réaliser de telles importations ? Les candidats potentiels sont PMAT, l'OAIC ou les concessionnaires privés.

Reste une autre option, celle d'importer uniquement les éléments de base permettant de transformer des semoirs conventionnels en semoirs SD. Cette stratégie a été utilisée par les Irakiens avant le développement d'une industrie locale de fabrication de semoirs SD. Avec les événements actuels en Syrie, des céréaliers ont également opté pour cette voie. Il nous semble qu'il pourrait être possible d'installer des trémies à semences et à engrais sur certains outils à dents produits par Tirsam ou PMAT. Ces options méritent d'être étudiées avec l'aide des experts australiens mais également en mobilisant l'extraordinaire vivier de compétences existant dans les universités algériennes et l'industrie sidérurgique locale.

MISER SUR L'UNION EUROPEENNE ?

Le développement du SD pour petits et moyens agriculteurs pourrait également être pris en charge au

12 Farmer Development and Uptake of Zero Tillage in Mosul Iraq 2006-2014 Jalili S, Fathi G, Fathi Y, Ahmed W, Al-Ghulami M, Kashmoula M Corresponding Author Address : Mosul Ninawa Governorate Al-Namrud Corresponding Author Email : sinanjilili@hotmail.com

13 Rama Agricultural Equipment MFG peut être contacté à : P.O. Box 830327, Amman 11183 JORDAN +962 6 4398012 or +962 5 3826007 thaer.nimer@ramajordan.com

Maghreb par l'Union Européenne. L'UE a un besoin urgent de stabilité à ses frontières sud. La pratique du SD constitue un moyen efficace pour développer la petite agriculture en milieu semi-aride non irrigué. C'est le seul moyen qui combine le minimum d'investissement pour une maximisation des rendements en sec. Au Maroc, Algérie et Tunisie les populations rurales concernées sont nombreuses. Face à l'inertie des pouvoirs publics locaux, l'UE aurait tout intérêt à prendre en charge ce dossier. Cela pourrait prendre la forme de micro-financements de l'activité et la formation d'artisans soudeurs intéressés à la transformation de semoirs conventionnels en semoirs SD. Le mode d'action pourrait s'inspirer des expériences syriennes et irakienne. Une autre possibilité, complémentaire de la première, pourrait également viser les constructeurs et les concessionnaires publics et privés locaux de matériel agricole. Il s'agirait de mettre ponctuellement à leur disposition des experts de l'Icarda. L'aide de l'UE pourrait en partie passer par l'Icarda. Cependant, il s'agit de dépasser l'approche algérienne où ces experts ne sont dirigés que vers des constructeurs publics parfois peu sensibles à l'innovation. Leur fonctionnement étant encore malheureusement trop souvent bureaucratique. Rappelons que le dernier partenariat signé entre le groupe PMAT et le groupe portugais Galucho porte sur la fabrication d'outils aratoires conventionnels.

Il est à noter l'approche marocaine du SD. Au Maroc, ce sont des ONG françaises (Afdi Touraine, Fert) et un artisan français qui en collaboration avec l'Ecole Agronomique de Meknès et un industriel local développent des semoirs SD à disques. Ceux-ci ont un prix abordable par rapports aux semoirs importés. Cependant, ils sont à disques et non pas à dents.

LE SD, CERTES UN DOSSIER NOUVEAU, MAIS UNE ABSENCE DE VISION STRATEGIQUE

Avec la possibilité de fabrication de semoirs SD à dents, l'Algérie se trouve devant une opportunité extraordinaire. Celle de développer la culture des céréales en conditions non irriguées¹⁴ particulièrement au niveau des petites et moyennes exploitations. Le dossier du SD est fondamental car il faut rappeler que la question du SD ne concerne pas seulement les céréales mais également fourrages, légumes secs et oléagineux.

Ce dossier peut être qualifié de dossier en stand-by tant les possibilités de transfert de technologie offerte par les experts australiens agissant dans le cadre de l'Icarda ne sont pas saisies par la partie algérienne. Ce jugement peut sembler sévère, mais il est rappeler que de tels échanges initiés en Jordanie ont rapidement

abouti à la fabrication en masse de semoirs SD par la firme Rama. On aimerait observer un tel dynamisme de la part de CMA. Mais rappelons, que les opérateurs privés peuvent également bénéficier de ce transfert de technologie. Il est de l'intérêt de groupes tels Tirsam de se positionner au plus vite. La révolution du SD a gagné 90% des céréaliers australiens. Le labour a vécu. A terme, il est condamné même en Algérie. Il est trop cher en temps et en carburant et est synonyme d'érosion. A ce titre, les pouvoirs publics et notamment les agences hydrauliques en charge de bassins versants devraient l'interdire sur les zones les plus sensibles à l'érosion hydrique. Le labour est la cause de l'envasement des barrages.

Le retard de la fabrication de semoirs SD à dents en Algérie et plus généralement au Maghreb peut être expliquée par la relative jeunesse de l'expérience syro-irakienne. L'information semble n'être pas passée du Machrek au Maghreb. Cette information est souvent rédigée en langue anglaise. Mais cette situation illustre également le manque de vision stratégique de la part des dirigeants agricoles algériens. Le développement de la production des céréales n'est vu que sous l'angle de la pratique de l'irrigation d'appoint. Ainsi, lors de la sécheresse automnale en 2015, alors qu'une partie des barrages n'était qu'à moitié remplis, les autorités se sont trouvées dépourvues. Elles n'avaient que le mot d'ordre « d'irrigation d'appoint » à la bouche alors que la plupart des exploitants n'en dispose pas. Or, une bonne partie des semis auraient pu être sauvés si l'implantation avaient été réalisée à l'aide de semoirs SD à dents. Espérons, que cette alerte aura servi de leçon... (honnêtement, nous en doutons).

14 La combinaison de l'emploi du SD et de l'irrigation d'appoint est bien entendue possible.

ALGERIE : APRES LES CHUTES DE NEIGE QUELLE RECOLTE DE CEREALES CETTE ANNEE ?

Djamel BELAID 13.03.2016

La presse nationale se réjouit des dernières chutes de neige. L'avis est quasi général, cette neige augure d'une récolte de céréales de bon niveau. Même si les plus septiques craignent d'éventuels coup de sec en fin de saison. Et les commentateurs d'aller de bon train conseiller de développer l'irrigation des céréales. Si l'irrigation est une solution, elle n'est pas la seule. Mais dans la presse, sur ce sujet agricole, comme pour le football, chacun se prend pour le sélectionneur national. Voyons les choses de plus près.

LES AUSTRALIENS N'IRRIGUENT PAS LEUR BLE

Contre la sécheresse, les céréaliers australiens ne donnent pas priorité à l'irrigation. Ils préfèrent des techniques de travail du sol économisant l'eau du sol. Et cela leur réussit. Plus de 90% de ces agriculteurs ont arrêté le labour pour adopter la technique du semis direct. Il s'agit de semer les céréales avec des semoirs particuliers. Ceux-ci ne travaillent le sol que sur quelques centimètres de profondeur juste au niveau où est déposée la semence. Ainsi, le sol n'étant pas retourné, il garde mieux son humidité et chose étonnante permet une meilleure infiltration des eaux de pluie.

Les avantages du non-labour ou Zero-Till (ZT), abréviation de zero-tillage comme disent les anglosaxons sont nombreux. Le premier est de sécuriser les rendements même en cas de déficit en pluie. Par ailleurs, les coûts de travail du sol sont réduits de même que diminuent les risques d'érosion.

L'Australie est un pays aussi sec que l'Algérie. Si cette option est massivement choisie c'est qu'elle est intéressante. Rappelons au passage que l'Australie est un pays exportateur de céréales.

Aussi, les commentateurs dans la presse nationale devrait s'informer au lieu d'écrire des inepties. L'un d'eux écrivant même qu'en Algérie, « l'irrigation est la seule alternative ». Nous ne citerons pas de nom, mais que chacun reprenne les principaux titres nationaux.

Mais, il y a plus grave encore. Certains responsables agricoles de wilayas abondent dans ce sens. Approchés par les journalistes, ces responsables locaux n'ont que comme explication au risque de disette le manque de pluie. Que des agriculteurs ne soient pas au courant de techniques nouvelles, certes; mais que des responsables reprennent à leur compte ces contre vérités est inquiétant. Surtout lorsque le baril de pétrole se situe autour de 30\$.

ENVOYER JOURNALISTES ET CADRES AGRICOLES EN AUSTRALIE ?

Faut-il donc envoyer en « learning trip » nos journalistes et cadres agricoles en Australie voir les succès de la céréaliculture locale ? La question mérite d'être posée. Cette non actualisation des connaissances de cadres du MADR doit être soulignée. Car elle se répercute directement sur la production nationale de céréales. On aimerait également entendre les « 400 ingénieurs agronomes de l'OAIC » qu'évoquait récemment le Ministre de l'Agriculture. Eux qui dans les CCLS sont les premiers au contact des producteurs, ont-ils entendu parler du zero-till ? Ont-ils mené en collaboration avec l'université et les instituts techniques des essais ? Leur tutelle a-t-elle envoyé une mission d'expertise ? Existe-t-il des relations entre l'OAIC et l'ICARDA ce centre international de recherche agricole en régions sèches ? Ce centre auquel adhère l'Algérie possède d'éminents spécialistes australiens qui viennent régulièrement en Algérie.

En un mot, pourquoi le progrès agronomique en matière de culture en sec avance si peu lentement localement ? Oui, lentement car le zero-till commence à être connu d'une poignée de grosses exploitations. Celles-ci le pratiquent en ayant importé de lourds semoirs ZT. Mais le challenge est de démocratiser cette technique au fellah en lui offrant la disponibilité en des outils adaptés. Car des semoirs ZT pour petites et moyennes exploitations existent. Etonnamment ils sont d'origine syrienne, irakienne ou jordanienne. Il en existe également de marque turque et iranienne.

POUR DES VOYAGES D'ETUDES A SETIF

Aller « chercher le savoir en Chine » coûte cher, nous serions donc plus enclin à envoyer nos élites agricoles et journalistiques à Sétif. Pourquoi les faire aller goûter l'eau de Aïn Fouwara ? Car, à Sétif se trouve une station de recherche ITGC où se trouve ces fameux semoirs ZT australiens et syriens.

ALGERIE: POSSIBILITES LOCALES DE FABRICATION DE SEMOIRS POUR SEMIS-DIRECT

Djamel BELAID 4.03.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

En Algérie, l'implantation de céréales, fourrages, légumes secs et oléo-protéagineux par l'intermédiaire du semis direct (SD) s'avère très prometteuse. Si de grosses exploitations se sont déjà équipées en semoirs importés d'Europe ou du Brésil, les petites exploitations sont démunies face aux montants de l'investissement à concevoir. Construire localement des semoirs de petites tailles est possible. Mode d'emploi.

PRINCIPES DE BASES DU SEMOIR SD

Dès 2008, grâce à l'aide d'experts australiens agissant dans le cadre de l'ICARDA, la construction de semoirs SD a été lancée en Syrie, Jordanie puis Irak. Ces modèles sont inspirés du semoir australien de marque John Shearer. Il s'agit de modèles à dents (voir la documentation en fin d'article).

Une dizaine de dents sont installées sur un bâti composé de trois poutres en acier. Contrairement à un alignement sur une seule poutre, ce type de disposition permet d'éviter l'accumulation de paille sous le semoir. Les dents sont munies de ressorts leur permettant de se relever en présence d'obstacles.

Les dents comprennent un renforcement spécifique qui limite leur usure. Chaque dent est munie à l'arrière de deux tubes d'acier sur lesquels viennent se fixer les tubulures de descente en provenance de la trémie du semoir. Les dents présentent un minimum de largeur permettant la réalisation d'un sillon d'une profondeur de 7 à 8 cm.

Fixées sur ce bâti sont installées deux trémies : une pour les semences et une pour les engrais. Ces trémies sont fixées relativement haut afin de faciliter la descente des semences et des engrais dans les tubulures.

À l'arrière du bâti sont fixées des dents plumbeuses. Elles ont pour rôle de rappuyer le sol juste au dessus des semences. L'étroit contact sol-graines ainsi créé permet à celle-ci de profiter au maximum de l'humidité du sol. La présence de sillons de 7 à 8 cm derrière chaque dent permet de collecter l'eau de pluie et de la diriger vers les graines. Ainsi, il est permis d'assurer un maximum de levée à l'automne.

REALISATION PRATIQUES, CAS DU MATERIEL PMAT

La fabrication de semoirs SD peut se faire deux façons. Une construction à partir d'un modèle sur papier ou en transformant un semoir conventionnel en semoir SD. C'est cette deuxième option que nous nous proposons d'explorer à partir du matériel fabriqué par le groupe PMAT. Ce groupe fabrique en effet des semoirs conventionnels et des cultivateurs de 7 à 11 dents. Il nous semble qu'à partir de ces deux engins il est possible de fabriquer un semoir SD. En effet, le cultivateur possède des dents avec ressort.

L'idée est de positionner, en la soudant, la trémie et les tubulures de descente du semoir au dessus du cultivateur à dents. Il s'agit également de repositionner les roues du semoir sur le bâti du cultivateur et d'ajuster les chaînes d'entraînement à la longueur désirée afin d'obtenir un débit proportionnel à l'avancement.

Il est nécessaire de souder derrière les dents du cultivateur des tubes en acier afin d'y fixer les tubulures de descente des semences puis celles de l'engrais. Les semoirs PMAT ne permettant pas de localiser les engrais de fonds (P – K), il s'agit donc d'équiper le bâti d'une deuxième trémie avec un système de distribution. Bien qu'apportant un net avantage, la distribution localisée des engrais n'est pas obligatoire pour de premiers prototypes. Mais à terme,



Travail du sol

Cultivateur 7 à 11 dents

- Attelage 3 points CAT I et II
- Profondeur de travail : 200 mm
- Puissance nécessaire : 35 à 65 cv

 [Télécharger la fiche technique](#)

[Travail du sol](#) | [Toutes les catégories](#)



 [Agrandir](#)

elle s'avère indispensable¹⁵.

La dernière opération concerne la fabrication de roues plumbeuses et leur fixation à l'arrière du bâti. A noter que certains semoirs n'ont pas de telles roues mais uniquement une chaîne d'une dizaine de centimètres terminée par une plaque d'acier de 5 cm de diamètre. Sans remplacer totalement l'effet positif des roues plumbeuses, un tel dispositif présente le mérite de remuer la terre au fond du sillon derrière chaque dent.

VERS D'AUTRES PERSPECTIVES

L'opération de transformation d'un cultivateur PMAT en semoir SD nécessite de renforcer le bâti et d'opérer des réajustements suite à de premiers essais sur le terrain. Ces opérations sont à la portée de tout artisan possédant du matériel de découpe et de soudure de l'acier.

Cette transformation peut être demandée à l'initiative d'un agriculteur et réalisée par un artisan soudeur. L'intérêt d'une telle option consiste dans la proximité des deux opérateurs et des aller-retour indispensables afin de perfectionner le prototype.

Outre l'avantage de semer sans labourer et donc d'économiser sur le carburant, le SD permet de semer en sec dès le mois d'octobre. Il est ensuite possible de développer une activité d'entreprise agricole et de semer les terres de ses voisins. De tels semoirs sont capables de semer tout type de céréales, et de fourrages, notamment les mélanges de vesce-avoine ou de triticale-pois. Il est également possible de semer des légumes secs (lentilles, pois-chiche, fève et féverole) ainsi que des oléagineux dont le tournesol.

Ce type de semoir peut également être construit par des investisseurs désirant développer uniquement le semis chez autrui ou vendre des semoirs. En Syrie, ce sont pas moins de 8 ateliers de semoirs SD qui se sont ouverts à partir de 2008. Puis cela a été le cas de la Jordanie et enfin de l'Irak.

En Algérie, ce type de fabrication pourrait être également le fait de concessionnaires en matériel agricole ou de grands ateliers fabricants déjà du matériel agricole ou de transport.

Un candidat tout désigné à la fabrication de semoirs SD est bien sûr le groupe PMAT.dz qui dispose de moyens considérables et d'une base technique. Il est à espérer que ce modèle de semoirs SD proposé par l'Icarda soit repris également au niveau du département de machinisme tel celui de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et de tout autre établissement lié à l'agriculture ou les fabrications mécaniques.

UNE DOCUMENTATION EN LIBRE ACCES SUR INTERNET

Les experts australiens travaillant à Alep (Syrie) dès 2005 ont importé un modèle de semoir SD à dents de fabrication John Shearer. Il en existe un exemplaire au niveau de la station ITGC de Sétif. On aurait pu penser que ces experts australiens poussent à l'achat de matériel australien. Ce n'est pas le cas. Ils ont permis à des Syriens, Jordaniens et Irakiens de s'inspirer des ces semoirs pour fabriquer des modèles locaux. De ce fait, des ingénieurs, artisans et agriculteurs ont collaboré à la mise au point de prototypes. De là ont découlé de nombreux articles en libre accès sur internet de même que des photos et des vidéos.

Aussi, nous recommandons à chaque personne de rechercher cette documentation actuellement en ligne. Un des spécialiste australien, le Pr Jack Desbiolles a particulièrement publié sur le sujet. Nous recommandons en particulier le rapport détaillé qu'il a dirigé : « The Practical Implementation of Conservation Agriculture in the Middle East » Stephen Loss · Atef Haddad · Jack Desbiolles · Harun Cicek · Yaseen Khalil · Colin Pigginn · Technical Report · Jul 2015.

Parmi les nombreuses vidéos nous recommandons celle de Mr Sani Jalili ; elles permettent de montrer les différentes étapes de réalisation d'un semoir SD.

15 Pour les détails concernant la trémie à engrais des semoirs SD, on consultera l'abondante documentation en ligne sur internet notamment à partir des mots clé : « Icarda + seeder + zero till ».

SURPRODUCTION LEGUMES, QUE FAIRE ?

Djamel.belaid@ac-amiens.fr Mars 2016

De nombreux producteurs de tomates et de pomme de terre se plaignent de la chute des cours alors que les consommateurs voient les prix au plus haut. Existe-t-il des solutions rapides à ce mal ?

PAYSANS SAVOIR CULTIVER ET APPRENDRE A VENDRE

Le métier paysan n'est pas aisé. Il ne suffit pas seulement de cultiver des légumes, il faut savoir également les vendre. Or, manifestement dans le cas des producteurs de tomates et de pomme de terre, les maraichers du Sud ne savent pas le faire.

De tout temps, l'histoire de la paysannerie montre que c'est face aux crises liées à la surproduction que sont apparues des formes d'organisation permettant la protection du revenu des paysans et des consommateurs. En Europe du Nord, dès les années 1880, c'est pour faire face à la surproduction de beurre que sont apparues les premières coopératives paysannes.

Il est à espérer qu'à El-Oued, face à l'épreuve émergente parmi les producteurs des novateurs proposant des solutions adaptées : livraisons et transport groupés vers les consommateurs du Nord et transformation locale.

MAITRISE DES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION

On peut espérer que les producteurs de tomates s'organisent et arrivent à transporter leur production dans des lieux de vente au nord. Cela en développant de la vente en gros, semi-gros ou au détail.

Cela nécessite de réunir différentes conditions : création de groupements de producteurs, acquisition de camions, installation de différents points de vente au Nord.

De leur côté les pouvoirs publics pourraient alors les aider en subventionnant l'acquisition de moyens de transport et d'entrepôts.

A ce propos, que ce soit au Maroc, Tunisie ou Algérie, il n'existe pas de banque paysanne appartenant à la profession. Les événements actuels montrent l'urgence de la création d'une telle structure. En Europe est apparue la solution du crowdfunding. Dans le cas de la plateforme Mimose, ce sont des particuliers qui avancent des fonds aux paysans.

DEVELOPPER LA TRANSFORMATION DES PRODUITS

Une autre solution serait de transformer tomates et pomme de terre sur place. La transformation des produits est l'une des faiblesses du monde agricole. Soit, les structures de transformation sont insuffisantes ou quand elles existent elles sont exclusivement entre les mains de transformateurs non paysans. Dans ce là, la valeur ajoutée échappe alors aux producteurs.

Dans le cas des deux produits considérés ici, les stratégies peuvent être différentes.

La tomate peut être transformée selon différentes méthodes : séchage, transformation en concentré. Selon la localisation des producteurs, on peut imaginer le développement de petits ateliers de transformation. Le climat du sud est propice au séchage des tomates sous serre. Des séchoirs pour tomate pourraient être construits comme pour le cas de séchage des prunes.

Concernant la transformation de la tomate en concentré, on peut penser à une conservation en bocaux de verres et stérilisation en petits autoclaves. Autoclaves qui pourraient être fabriqués localement ; d'ailleurs de même que le matériel de séchage. La puissance publique pourrait encourager les fabricants locaux en ce type de matériel par une politique de subvention.

Il est à noter la créativité des maraichers du Sud du pays. Ils ont ainsi transformé des rampes pivots abandonnées en petits pivots rotatifs, créés des

-à terme diversification

-nécessité coop d'appro car intrants chers donc course à la tomate

-mais mentalités individualistes des décideurs

-pomme de terre sous vide

-sud : château d'eau, fertigation, pivot, investir dans séchage ou autoclave

-élites rurales, chambres d'agriculture,

-mentalité responsables

-mettre à la disposition des maraichers et de leurs structures représentatives telles les chambres d'agriculture des staffs d'ingénieurs DZ spécialisés (santé, industrie alimentaires, métallurgistes, chaudronniers, ...) pour des missions ponctuelles.

-producteur ramasseur de pomme de terre khair pomme de terre you tube.

L'EXPORT, PIRE QUE LE GAZ DE SCHISTE

A cette crise, certains proposent la solution de l'exportation. C'est méconnaître le marché international et la réalité du pays. En ce moment les producteurs de tomates espagnoles croulent sous le poids des invendus. Alors que leur prix de revient est de 80 centimes d'euros le kilo de tomate, la grande distribution ne leur en propose au mieux que 30 centimes. Et s'ils refusent, c'est risqué d'être blacklisté. La situation est telle que sous leurs serres canariennes, ces producteurs se lancent aujourd'hui dans la production de pastèque.

Quant aux producteurs marocains de tomates, ils ont une bonne longueur d'avance concernant les circuits de vente vers l'Europe. Des accords passés avec l'Union Européenne leur garantissent des quotas de livraisons.

Mais alors que ces tomates sont produits sous le climat désertique et fragile du Sud algérien, avons nous

vocation à nourrir les Européens? Ceux qui proposent la solution de l'exportation de pomme de terre et de tomates à partir d'El-Oued ont-ils idée de la situation de la nappe phréatique locale ?

Une étude précise de la nappe montrerait des signes aussi inquiétants que dans le cas de l'exploitation des gaz de schiste. Le sol sableux d'El Oued est particulier. Malgré l'apport régulier de fumier en provenance le

plus souvent du Nord du pays, ce sol ne retient ni l'eau ni les engrais. Conséquences, les nitrates des engrais et les pesticides migrent facilement vers la nappe phréatique. Nappe qui ne se renouvelle pratiquement pas et dont le niveau baisse régulièrement.

Que feraient les populations du Sud avec une nappe polluée par des produits chimiques potentiellement cancérogènes et une nappe de plus en plus réduite ?

LETTRE OUVERTE A UN RESPONSABLE DE L'AGRICULTURE

Djamel BELAID 29.02.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

Monsieur le Responsable,

Il ne nous est pas habituel d'utiliser le système de lettre ouverte au niveau de ce blog. Cependant, le motif soulevé ici est si crucial qu'il nous semble que c'est là un des moyens afin de faire bouger les choses.

Tout d'abord, nous voudrions vous témoigner notre admiration face aux efforts que vous déployez afin de faire avancer la production agricole dans le pays. En tant qu'ingénieur agronome, nous nous permettons de vous signaler qu'il existe un semoir extraordinaire à la station ITGC de Sétif.

Pourquoi attirer votre attention sur ce modeste engin ? En fait, techniquement, il peut permettre de révolutionner la pratique de la céréaliculture en zone semi-aride. Il s'agit d'un semoir pour semis direct sans labour ou zero-till (ZT).

UN SEMOIR, INETADJ MAHALI

Avant d'aborder la question de cette technique révolutionnaire, quelques mots sur ce semoir. Car, il a toute une histoire. Il ne s'agit pas d'un engin d'une grande firme internationale telle Kuhn, Amazone ou Gaspardo. Non, il s'agit d'un semoir syrien. Oui, syrien, fruit de l'« inetadj mahali ». Ce semoir de marque « Achbel » n'est pas le seul à avoir été construit localement par d'ingénieurs artisans. Il en existe d'autres produits par 7 autres ateliers syriens qui en fabriquent des dizaines pour la plus grande joie des fellahs. Disons qui en fabriquaient avant 2012...

Mais il n'y a pas que les artisans syriens qui en fabriquent, il y en a en Irak. Quant à la firme Rama Manufacture en Jordanie, elle s'est lancée dans la fabrication à grande échelle.

Pourquoi ce soudain regain d'activité ? Cela est dû à un projet de coopération australien basé dès 2006 à l'Icarda d'Alep (Syrie). Des experts australiens ont ramené avec eux du matériel australien, l'ont testé localement et ont montré à des artisans comment en produire des versions locales.

UN SEMOIR SYMBOLIQUE

Le semoir entreposé à la station ITGC de Sétif est donc un de ces engins produits grâce à la coopération australienne. Certes, il n'est pas aussi performant que le même type de semoir australien de marque John Shearer actuellement présent dans cette station. Il s'agit en effet d'une des premières versions produites en Syrie. Il s'agit d'apporter quelques modifications afin, notamment d'éviter les phénomènes de « bourrage » causés par la présence de résidus de récolte.

Ce semoir témoigne de l'extraordinaire collaboration qui a eu lieu à partir de 2008 entre experts australiens, agronomes syriens, céréaliers et artisans locaux.

Vous vous en doutez, Monsieur le Ministre, si nous attirons votre attention sur l'histoire de ce modeste engin, c'est pour envisager, à nouveau, de recréer cette synergie en Algérie. Cette synergie qui a fonctionné à Alep, ne pourrait-elle pas fonctionner à Sétif ? En effet, nous avons de nombreux artisans et industriels privés ou publics (dont le groupe PMAT).

Certes, il faudrait que les experts australiens dont l'infatigable Jack Desbiolles* soient invités en Algérie. Il s'agirait également que l'abondante documentation disponible en ligne sur internet et décrivant les résultats de la fabrication ainsi que l'emploi des semoirs ZT soit largement diffusée en Algérie. Pourrait-on espérer ainsi que des artisans, des ingénieurs de PMAT, des chercheurs en machinisme de l'ENSA d'El-Harrach s'emparent ainsi de ce sujet.

MAIS POURQUOI LES SEMOIRS ZT SONT-ILS REVOLUTIONNAIRES ?

L'intérêt des agriculteurs pour les semoirs ZT est illustré par le nombre croissant d'ateliers qui en Syrie, Irak, Jordanie, Turquie et Iran se sont mis à les fabriquer. Et en Irak, avant que les premiers semoirs ZT ne soient fabriqués, des céréaliers locaux ont pris l'initiative de transformer leurs semoirs conventionnels en semoirs ZT. Pour cela, ils ont ajouté des dents et des roues plombeuses.

Le principal intérêt des semoirs ZT vient du fait qu'ils permettent d'économiser l'humidité du sol. En cas de sécheresse, là où les parcelles en conduite conventionnelles (labour) sont sinistrées, les parcelles semées avec un semoir ZT permettent une récolte honorable. Par ailleurs, avec leur dents ne travaillant le sol que sur une faible profondeur, les semis peuvent être réalisés dès octobre. Enfin, l'abandon du labour permet une économie de carburant très intéressante en cette période de hausse du gazoil. Certes, l'emploi des semoirs ZT nécessite de maîtriser le désherbage.

Autre avantage, un semoir ZT permet de semer du blé et de l'orge mais également le mélange vesce-avoine ou pois-triticales comme le fait avec succès la station de Sétif. Il est également possible de semer des légumes secs. Les céréaliers sont passés maître dans la production de pois-chiche et de lentilles.

L'autre intérêt de semoirs ZT à dents produits localement vient de leur faible coût de production : moins de 5 000\$ contre le triple et parfois plus pour les semoirs européens ou brésiliens. En Syrie, puisque fabriqués localement, ces semoirs sont aussi réparés

localement. Il y a donc là le moyen de porter la révolution du semis direct au cœur des petites et moyennes exploitations. En Algérie, Maroc et Tunisie, les grosses exploitations céréalières ont vite compris l'intérêt des semoirs ZT et pas mal se sont équipées de modèles importés; Kuhn ou Semeato par exemple.

Monsieur le Responsable, nous savons que les questions agricoles sont complexes. Elles relèvent notamment de facteurs économiques, sociologiques, ou pédo-climatiques. La technique n'est pas une baguette magique. Cependant, avec les semoirs ZT, adoptés par 90% des agriculteurs australiens et plébiscités par ceux d'Irak et de Syrie, il y a là un moyen de revisiter le dry-farming. Car, vous le savez bien, on ne pourra pas irriguer toutes les surfaces agricoles.

Aussi, j'espère que votre staff technique pourra vous réunir tous les éléments relatifs à ce dossier pour le

plus grand bien de nos productions de céréales, fourrages, légumes secs, et protéagineux.

J'espère également que parmi ceux qui nous aurons lu existe des personnes qui s'impliqueront dans ce dossier. N'avons nous pas coutûme de dire « Yed wahda ma t'ssagagche » .

Veillez agréer, Monsieur le Responsable, l'expression de nos sentiments distingués.

Djamel BELAID
Ingénieur Agronome.

Notes :

(*) voir sur google « The Practical Implementation of Conservation Agriculture in the Middle East » Stephen Loss · Atef Haddad · Jack Desbiolles · Harun Cicek · Yaseen Khalil · Colin Piggin · Technical Report · July 2015

SETIF EN POINTE DANS LA PRODUCTION DE FOURRAGES

Djamel BELAID 27.02.2016

La station ITGC de Sétif est en train de révolutionner la production de fourrages en zone sèche. Il s'agit de la production de fourrage à base du mélange triticales-pois au lieu de l'habituel mélange de vesce-avoine. Mais l'innovation ne se limite pas à cette seule nouvelle association, dans le cadre d'un projet algéro-australien¹⁶, les agronomes de cette station sèment sans même labourer. Et des agriculteurs en redemandent. Sétif pourrait être le creuset d'une révolution technique qui revisite le dry-farming.

UN MELANGE FOURRAGER PLUS RICHE

Le problème du mélange vesce-avoine vient de sa faible valeur nutritive. Ce fourrage est souvent récolté tardivement. En effet, souvent les agriculteurs retardent la récolte dans le but d'obtenir une plus grande masse végétale. Cependant, cette augmentation s'accompagne par une baisse de la valeur nutritive. Par ailleurs, la vesce a alors tendance à perdre ses feuilles. Or, ce sont les feuilles qui sont les plus riches en protéines. Le remplacement de la vesce par du pois fourrager permet de réduire ces pertes dans la mesure où ce fourrage est plus vigoureux. Par ailleurs, il est plus productif. De même pour le triticales, sa production de masse végétale est supérieure à celle de l'avoine.

L'an passé, la station de Sétif a implanté ce type de mélange fourrager chez des agriculteurs de la région de Msila. Les photos des parcelles prises au printemps montrent de belles parcelles à la végétation drue qui ont fait la joie des agriculteurs ayant accepté de participer aux essais.

UN FOURRAGE IMPLANTE PAR SEMIS DIRECT

Le succès des parcelles de pois-triticales n'est pas seulement due à une pluviométrie favorable. Il provient de l'utilisation de matériel australien adapté aux zones sèches au climat semi-aride. Il s'agit en effet de semoirs à dents de marque John Shearer. Ces engins ont la particularité de permettre un semis-direct. En effet, grâce à de puissantes dents reliées à des ressorts, ce type de semoir permet de semer sur un sol nu non-labouré. Ce qui peut paraître comme une hérésie pour les fellahs traditionnels est au contraire une innovation agronomique majeure.

En effet, le labour présente plusieurs inconvénients : c'est une opération longue et coûteuse en carburant. Par ailleurs, il dessèche le sol. Or, en région semi-aride c'est là un grave inconvénient.

Le type de semoir australien choisit présente une originalité : ses organes semeurs à dents espacés de 17 cm. Ceux-ci sont issus de plusieurs années de recherche-développement en partenariat avec les agriculteurs australiens. En plus des semences, les dents permettent d'épandre de l'engrais sous la ligne de semis. Conséquences, l'engrais est mieux utilisé. Mais l'intérêt de ce type de dents réside dans le fait qu'il

permet également la formation d'un léger sillon juste au dessus de la ligne de semis. Le champs alors semé présente l'aspect d'une tôle ondulée. Dès la moindre pluie, l'eau s'accumule dans les sillons qui sont en fait de véritables collecteurs d'eau de pluie. Cette récupération d'eau de pluie à l'automne n'est pas négligeable en zone semi-aride, en témoigne la sécheresse automnale qui touché les wilaya de l'Ouest du pays cette année.

Issus d'un pays sec mais producteur de blé et de fourrages, les australiens sont donc passés maître de s'accommoder d'un climat ingrat. C'est là une leçon pour nous Algériens.

PRODUIRE DES SEMOIRS J. SHEARER MADE IN DZ

Les Australiens veulent-ils nous vendre leurs semoirs pour zone sèche ? On ne peut exclure cette volonté de la part de la firme John Shearer. Mais pour les experts australiens engagés dans des projets internationaux à travers des centres tels l'ICARDA, l'objectif est avant tout que ces principes de semis direct pour fourrages et blé soient mis en application par les agriculteurs et cela avec un matériel local. Les missions australiennes présentent depuis 2006 en Syrie, Irak et Jordanie témoignent de ce type d'approche. En Syrie, ces experts ont contribué au développement de huit ateliers fabriquant ce type de semoirs. Idem en Jordanie où un grand industriel, Rama Manufacture, en fabrique dorénavant à grande échelle. Résultats, pour moins de 3 000 \$, les agriculteurs disposent d'outils révolutionnant le dry-farming alors que des semoirs européens ou brésiliens coûtent plus de 8 000 \$.

En Irak, en attendant une fabrication de masse, dans un premier temps, l'action a été mis sur la transformation de semoirs conventionnels en semoirs pour semis direct. Des kits fabriqués au Moyen Orient sont aujourd'hui disponibles à partir de 1500\$.

Et en Algérie ? En Algérie, la station ITGC de Sétif possède un exemplaire de semoir syrien de marque Ashbel et deux semoirs de marque J. Shearer. Un à dents et un autre à disques. Selon les experts australiens, les modèles à dents sont plus faciles à construire et ne présentent pas les inconvénients de l'usure des roulements propres aux semoirs à disques.

L'urgence serait de réussir le transfert de technologie

16 Project number : CSE-2011-025 ACIAR program area : Cropping Systems and Economics. Duration : June 2012-June 2015

qui a si bien fonctionné en Syrie et en Jordanie. Dans ces deux pays deux approches différentes ont eu lieu : respectivement fabrication artisanale et fabrication industrielle. Ces deux voies peuvent permettre aux différents types d'investisseurs privés et publics de s'engager dans la fabrication de semoirs pour semis direct.

Les artisans privés ont pour eux la souplesse, les industriels publics ou privés ont pour eux la capacité à réunir des moyens conséquents. Il s'agit donc de les mettre en relation avec les agronomes algériens de la station et les experts australiens de l'ICARDA en poste au Maroc. En effet, depuis les événements en Syrie, le centre de l'ICARDA, auparavant basé à Alep, a été transféré à Settat (Maroc).

UNE OPPORTUNITE A SAISIR

La technologie des semoirs australiens dépasse le seul cadre des fourrages. Cette technologie est en effet applicable aux céréales, protéagineux et oléagineux dont la production est largement déficitaire .

Mais revenons aux fourrages. La façon de procéder des ingénieurs de Sétif est révolutionnaire. Non pas seulement pour l'aspect récupération de l'eau de pluie déjà citée, mais pour l'application de la technique du semis-direct à des fourrages. Cette technique a d'abord été appliquée au semis des céréales (blé et orge). Cependant, dans ce cas là, il est souvent nécessaire de réaliser un désherbage avant semis. En effet, le labour possède au moins une vertu, celle d'éliminer les mauvaises herbes avant semis. Or, qui dit semis-direct, dit absence de destruction des mauvaises herbes parfois présentes avant le semis. Comme de nombreux agriculteurs ne possèdent pas de pulvérisateurs pour procéder à un désherbage chimique, l'utilisation du semis direct s'avère judicieux. En effet, en culture fourragère et dans certaines conditions, ce désherbage peut ne pas être nécessaire. En effet, un automne sec n'est pas propice au développement des mauvaises herbes. Par ailleurs, une densité adéquate du mélange pois-triticales peut suffire à étouffer les mauvaises herbes qui peuvent germer en même temps que les semences de pois-triticales. Ainsi, en proposant le semis-direct pour implanter des fourrages, les agronomes sétifiens ont eu la bonne idée de proposer un itinéraire technique simplifié, peu coûteux puisque sans labour et donc particulièrement adapté aux agriculteurs peu outillés. Ce sont là des conditions idéales pour faire accepter une technique nouvelle.

L'enjeu est capital. Les besoins en fourrages sont immenses. Si les fourrages verts tels le maïs, le sorgho ou la luzerne doivent être produits avec une irrigation d'appoint, ce n'est pas le cas de la vesce-avoine ou du pois-triticales. Or, les superficies potentielles sont importantes. C'est le cas des surfaces en jachère pâturée. Par manque de moyens, et pour satisfaire les

besoins alimentaires des moutons de nombreux agriculteurs laissent souvent 50% de la surface de leur exploitation non cultivée. Toute l'année, les moutons viennent brouter ces surfaces. Mais le rendement fourrager est très faible car issu d'une végétation spontanée. Avec la technique du semis direct, il serait donc possible d'ensemencer sans labour ces surfaces actuellement insuffisamment productives.

MANQUE DE COORDINATION

Alors que les agronomes sétifiens adaptent un matériel performant mais exigeant aux conditions des agriculteurs, on pourrait penser qu'ils sont entourés d'ingénieurs en machinisme et de représentants de l'industrie nationale du matériel agricole tels ceux du groupe PMAT. Or, il n'en est rien.

Pourtant le projet initial envisageait le développement de semoirs pour semis direct à faible coût « develop low-cost machinery¹⁷ ». Or, de ce qu'on peut savoir de l'état d'avancement du projet, nulle trace de semoir DZ.

Les chercheurs sétifiens travaillent seuls, isolés dans leur coin avec le peu de moyens dont ils disposent. Alors que la technique du semis direct est adoptée par plus de 90% des agriculteurs d'un pays sec comme l'Australie, en Algérie il n'y a pas de stratégie pour encourager l'usage des semoirs pour semis direct ni envisager une quelconque fabrication locale de modèles simplifiés. Enfin, il y a cependant la pratique de la prière de l'Istiq'a afin de favoriser la venue de la pluie.

Il est à espérer que les agriculteurs de Sétif et de Msila qui ont vu travailler les semoirs australiens se mettent à transformer leurs semoirs conventionnels comme l'on fait des agriculteurs irakiens. A moins que ce soit un agronome ou un artisan qui en ait l'idée. Pour cela nous conseillons aux personnes intéressées de faire la chasse à l'information technique sur google en utilisant les mots clé : « Jack Desbiolles, Icarda, Syria, seeder, Zero Till ».

Bonne chasse...

17 « The project will identify and address the constraints to adoption of CA systems by small-scale (<10 ha) and medium-scale (<20 ha) farmers (smallholders); develop low-cost machinery and adapted cropping systems; and upgrade the CA capacity of the national agricultural research systems ». Source : Icarda.org

ELUS DE BASE DES CCLS , QUELLES ORIENTATIONS ECONOMIQUES ?

Djamel BELAID 19.02.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

En Algérie, le paysage agricole est marqué par l'absence de grandes coopératives paysannes telles qu'elles peuvent exister à l'étranger. Par contre, on trouve de très nombreuses petites coopératives. A leur côté existent les CCLS, dépôts de wilayas de l'OAIC administrés par un directeur nommé par la tutelle et comportant des élus. Quels est le poids de ces élus et quelles orientations pourraient-ils proposer, voire imposer pour assurer le développement des CCLS ?

CCLS, UN CONTEXTE PARTICULIER

Les CCLS évoluent dans un contexte caractérisé par des changements multiples.

-Contexte économique

Le contexte économique actuel est très préoccupant. La baisse de la rente pétrolière et le montant actuel des importations alimentaires ne sont pas sans conséquences sur la santé financière des CCLS dont de nombreuses sont en déficit chronique. On peut craindre que la perpétuation de ce déficit n'oblige les pouvoirs publics à leur dissolution et à la privatisation du commerce du grain comme cela est le cas au Maroc depuis l'adhésion de ce pays à l'OMC. Un précédent existe, le réajustement structurel des années 90 avait abouti à de profondes modifications des structures agricoles.

L'activité des CCLS se cantonne dans le traditionnelle triptyque ventre de semences-engrais, collecte et location de matériel. Ces activités sont à faible ajoutée par rapport aux activités de première transformation et de deuxième transformation des céréales.

-Contexte matériel et humain

Concernant l'équipement en matériel agricole, on observe une nette modernisation du parc des exploitations et l'extension de la mécanisation et de la motorisation. Des usines locales de fabrication ou de montage de tracteurs permettent de réduire la tension en matériel de traction.

L'irrigation d'appoint se développe de même que la construction de silos au niveau des CCLS. Il n'existe pas de tradition de stockage moderne à la ferme.

Concernant les produits animaux, aux petits abattoirs traditionnels sont progressivement ajoutées à l'intérieur du pays des chaînes d'abattage pour ovins. Parallèlement, on note un développement des moyens frigorifiques pour la viande et le lait.

L'encadrement technique est en nette augmentation. Cependant, des critiques ont été récemment formulées par le Minsistre de l'Agriculture. Ce dernier s'est demandé si les 400 ingénieurs de l'OAIC étaient pleinement utilisés. Le travail de recherche au niveau de l'université offre des possibilités d'innovations et d'information de même que l'ouverture permise par le développement local du réseau internet.

-Contexte des productions végétales

Les productions végétales sont caractérisée par un manque de maîtrise de l'itinéraire cultural, c'est le cas des céréales. Celles-ci sont trop souvent menées de façon extensives. Le nombre de cultures pratiqué est faible. C'est le cas pour les protéagineux et surtout les oléagineux qui représentent pourtant les produits de base de l'alimentation du bétail et des volailles.

ALLER VERS PLUS DE VALEUR AJOUTEE

Afin d'améliorer le faible niveau de valeur ajoutée des CCLS, il s'agit que celles-ci ajoutent à leur champs d'action la transformation des produits agricoles, notamment des produits végétaux. Celle-ci est actuellement confiée majoritairement au secteur privé.

- La transformation des produits végétaux

Au niveau des exploitations, c'est principalement du blé dur qui est produit. En première transformation, il serait possible de produire de la semoule et en deuxième transformation des pâtes alimentaires et du couscous. Il n'existe pas de tradition de transformation des céréales au niveau des CCLS. Le développement de ce type d'activité pourrait donc se faire par la mise sur pied d'installations nouvelles ou, comme cela se pratique à l'étranger, par des prises de participation dans des établissements privés algériens ou étrangers. L'avantage du développement d'une telle transformation vient de la continuité entre céréalier et organisme de collecte. Il s'agit là d'un atout fondamental dans une politique de traçabilité et de constitution de lots de qualité.

L'activité de meunerie et de semoulerie produisant du son, il est possible de développer la fabrication d'aliment du bétail et de blocs multi-nutritionnels enrichis en urée. La continuité entre agriculteurs et organisme de collecte est intéressante. Elle pourrait permettre de développer une politique d'appui technique de terrain. Cela, afin de substituer, au moins partiellement, au traditionnel schéma – maïs et soja importés – des produits locaux : orge, triticales, pois, féverole, colza et tournesol.

-La transformation des produits animaux

Traditionnellement, les céréales sont associées à l'élevage du mouton. Aussi, des CCLS pourraient investir dans l'abattage et la découpe de viande de

mouton. Cela pourrait déboucher sur la commercialisation de gros et semi-gros de viande. Une activité de transformation pourrait être envisagée pour la production de cachir, de merguez congelées ou de pâté en boîte de conserve. Là aussi, des partenariats à différents niveaux sont possibles : recrutement de patrons bouchers pour le démarrage d'un atelier de découpe, partenariat avec des établissements privés tels Bellat.

PLUS DE SERVICE RENDU AUX ADHERENTS

La survie et le développement des CCLS passe également par le renforcement des services traditionnellement rendus aux adhérents. Les ingénieurs des CCLS et le personnel sont à mieux de proposer les évolutions pouvant permettre d'améliorer les services rendus. A eux d'imaginer comment améliorer leur apport.

Ainsi, concernant les unités motoculture, certains matériels peuvent constituer une véritable révolution technique. C'est le cas du non-labour avec semis-direct ou, de la récolte en vrac des céréales ou de la récolte du foin et de la paille par balles rondes. En effet, la main d'oeuvre est parfois rare, par ailleurs il faut compter avec la période du Ramadan.

Faire évoluer les statuts

Une voie d'évolution des CCLS pourrait être de plus responsabiliser les élus. Par exemple en donnant plus de responsabilité aux élus par rapport au directeur nommé par la tutelle. Cette transition passe notamment par une formation à la gestion de ces élus.

Enfin nous pensons que la fonction commerciale des

CCLS doit faire l'objet d'une réforme, les technico-commerciaux et responsables de silos doivent avoir des primes conséquentes indexées sur le niveau de leur activité.

CONCLUSION

Les CCLS ont besoin d'un toilettage de leurs statuts :

-arriver à plus de co-gestion directeur-président avec par exemple une co-signature pour toute décision importante.

-révision du statut des primes pour les activités commerciales,

-besoin en financement, envisager un prélèvement sur chaque quintal de blé livré,

-envisager la possibilité de création de filiales avec capitaux privés pour par exemple des activités de transformation : meunerie, semoulerie, aliments du bétail, ... etc.

Actuellement, on observe un cantonnement des CCLS dans le tryptique traditionnel approvisionnement en engrais-semences ; collecte des céréales et location de matériel. Souvent, il s'agit d'activités qui ne dégagent pas une marge suffisante et qui sont déficitaires.

S'il y a un message à passer aux élus paysans des CCLS, à leurs cadres et employés c'est de réfléchir à l'avenir et de développer par exemple des activités de transformation à l'intérieur ou en dehors en créant de nouvelles structures (investissement productif ou rachat).

Le mouvement coopératif DZ a besoin de gestionnaires visionnaires.

TUNISIE SURPRODUCTION DE LAIT

Djamel BELAID 17.02.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

Ecoutant ce matin la radio France-Info, j'ai appris que la Tunisie voisine était excédentaire en lait. Un moment, je n'ai pu en croire mes oreilles. Non seulement parce que produire du lait en climat semi-aride n'est pas aisé mais aussi parce que à part les olives, l'agriculture tunisienne n'est pas connue pour ses succès – du moins pour ce que nous en savons.

La première réaction est de féliciter les paysans tunisiens, les ingénieurs et techniciens et les industriels de la transformation. La deuxième réaction est une folle envie d'aller voir comment font les Tunisiens pour produire tant de lait.

UNE SURPRODUCTION SAISONNIERE

Actuellement face aux risques de surproduction du lait est jeté. Dans les exploitations, certains jours, le camion de ramassage de lait ne passe pas. Et quand il passe le litre de lait est acheté seulement 33 centimes alors que son prix de revient est de 36 centimes.

L'explication vient du caractère saisonnier de la production du lait. Il y en a plus au printemps du fait de l'abondance des fourrages verts. Aussi le gouvernement tunisien organise chaque année le stockage du lait excédentaire. Cependant, les laiteries tunisiennes refusent actuellement le lait du fait que les stocks de lait de l'an passé n'ont pas été écoulés et que se profile à nouveau le lait printannier d'une nouvelle saison. « Cet hiver en Tunisie, les stocks de lait sont au plus haut : 54 millions de litres contre seulement 15 millions l'an dernier à la même période. »

Face à la situation, du lait est servi gratuitement aux enfants dans les écoles et aux familles nécessiteuses. « Les autorités tunisiennes en ont déjà distribué dix millions de litres cet hiver, dans des établissements scolaires mais aussi à des familles modestes. Elles promettent d'en acheter presque autant dans les prochaines semaines. » Par ailleurs, une partie est exportée vers la Lybie, mais cela ne suffit pas.

On peut se demander pourquoi les surplus ne sont pas transformés en lait en poudre ou en fromage. Certainement que les laiteries et les coopératives n'ont pas investi dans l'outil de transformation.

PAS DE SURPRODUCTION DZ

En Algérie, nous sommes encore loin de parler de surproduction. On peut se demander s'il ne serait pas intéressant d'importer le lait tunisien.

Mais au-delà cela montre les possibilités de la filière lait tunisienne. Eleveurs, cadres, recherche agronomique, collecteurs et transformateurs ont réussi là un exploit qui nous fait rêver, nous Algériens. Vite, que Ministres, responsables du MADR, Staff de Giplait, laiteries, éleveurs aillent en Tunisie pour des « learning trips », des voyages d'immersion pour voir comment faire.

Car c'est là un bel exploit. Ce niveau de production est contesté dû à l'augmentation de la production de fourrages. Comment ont fait nos voisins pour en produire plus, le récolter et le conserver. Le conserve-t-il sous forme de foin, d'ensilage ou tout simplement en faisant pâturer les vaches ? Qui leur a appris ? Quel type de fourrage produisent-ils ? C'est autant de questions qu'on est en droit de se poser.

Récemment le ministre algérien de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique parlait de reserrer les relations avec la Tunisie voisine. Une telle volonté devrait être élargie au MADR.

Nous savions que nos voisins Marocains produisaient 50% de leurs besoins en sucre en plantant de la canne à sucre et de la betterave ; il est réconfortant de savoir que les Tunisiens possèdent cette expertise en production laitière.

Oui, au Maghreb agricole. Et au plus vite...

Selon l'économiste Nicolas Baverez, suite à la chute des prix du pétrole, l'Algérie est en sursis. Etant le niveau des réserves de change, elle n'aurait que deux ans pour se réformer. Cela est peu et face au risque de déstabilisation du Maghreb, l'Europe ne peut se désintéresser du sort de ce pays. L'essayiste français, réputé pour ses positions ultra-libérales et qui s'exprime dans les colonnes du Figaro de ce jour, indique que les seules solutions possibles sont des réformes économiques encore plus libérales. Que faire en agriculture afin de relever ce défi ?

DU PAIN ET DES LEGUMES

L'essayiste s'inquiète des importations alimentaires et du sous emploi des jeunes Algériens. En matière d'importations alimentaires, il est vrai que ces dernières années, tout et n'importe quoi a pu être importé. Différents exportateurs étrangers dont les turcs ont pu exporter à foison vers le marché algérien. Les mesures actuelles prises par les pouvoirs publics peuvent permettre de réduire ces importations et ainsi encourager la production locale.

Un des postes qui grève les finances publiques concerne l'importation des céréales. Même si les Algériens sont de gros consommateurs de pain, il faut tenir compte de la contrebande vers les pays limitrophes. Pour réduire ces importations, mais également pour des raisons de santé, il est évident qu'il s'agit de donner plus de place aux légumes et réformer le soutien du prix du pain aux ménages à faible revenu en introduisant par exemple la carte à puce comme l'ont fait les Egyptiens.

Or, si l'Algérie peine à produire des céréales, son agriculture sait produire des légumes. Que ce soit au Nord ou dans le Sud, les paysans locaux ont fait des progrès conséquents. Vue d'avion, la région de Biskra ressemble aux régions d'Espagne spécialisées dans la culture sous serre.

La question est donc de rendre ces produits encore plus disponibles mais aussi d'augmenter leur présence dans les rations quotidiennes. L'industrie agro-alimentaire peut y remédier en proposant différentes formes de conditionnements. La forme TetraPack permet notamment la commercialisation de soupes de légumes. Des accords devraient être passés avec des firmes telles Bonduelle afin d'installer des usines de transformation au niveau des bassins de production légumiers. Cela permettrait également de réguler l'offre. Celle-ci est parfois pléthorique à certaines périodes de l'année. Cela vaut également pour la pomme de terre dont la consommation fait aujourd'hui jeu égal avec les céréales.

Concernant, les besoins en protéines, les apports alimentaires peuvent être couverts par des légumes secs et par la production de plus de fourrages à travers les produits laitiers. D'énormes réserves de productivité existent à ce niveau.

L'IRRIGATION MAIS AUSSI L'AGRONOMIE

Afin d'augmenter la production de céréales et face à

des sécheresses printanières récurrentes, les services agricoles misent sur l'irrigation d'appoint. Il s'agit là d'une politique à encourager. Cependant, la demande en eau potable des villes et du secteur agricole croît de façon exponentielle. Dans la région de Tipaza, les producteurs d'agrumes protestent contre des quotas de livraisons d'eau qui ne couvrent plus les besoins de leurs vergers. Il faut aussi compter avec l'envasement des barrages et des retenues collinaires. Il s'agit d'un véritable fléau dans un pays où chèvres et moutons s'attaquent à la moindre touffe d'herbe et sont la cause de l'érosion des sols. A chaque orage, des tonnes de terre aboutissent dans la moindre retenue d'eau.

Dans la lutte contre ces sécheresses printanières, le deuxième levier consiste en de nouvelles façons de travailler le sol. Ces techniques de non-labour avec semis direct mises au point par les agriculteurs des grandes plaines américaines et adoptées en Australie sont peu développées en Algérie. Une réponse rapide des autorités pourraient donc être de favoriser l'importation mais aussi la fabrication locale de ce type de matériel adapté à l'agriculture en milieu semi-aride.

AGIR RAPIDEMENT

Comme le note Nicolas Baverez, les pouvoirs publics doivent agir rapidement. Les récentes inaugurations en matière agro-alimentaires montrent qu'entre la signature et l'entrée en production les délais se comptent en années. C'est le cas des usines issues des accords Sim-Avril (aliments du bétail) ou Cristal Union-La Belle (raffinage de sucre roux). Le motif ? Non pas la sacro-sainte du principe des 49-51% mais des questions de papasseries administratives liées à l'importation des machines et à la rémunération des sous-traitants étrangers. Aussi, la solution pourrait être le recours à des zones franches.

Toujours afin d'agir rapidement, il faut favoriser le transfert de technologie et de management. On pourrait penser à des fermes pilotes (terres publiques) pilotées par des chefs de cultures étrangers ou à réformer la loi qui restreint à 3 mois le titre de travail des ouvriers spécialisés marocains. Ces derniers sont à l'origine de l'extraordinaire développement local des serres chapelles. De même que, par exemple, il s'agirait d'intégrer une prime variable indexée sur l'activité du personnel de l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAI) chargé de la vente d'intrants agricoles ou de la collecte de céréales.

L'EXPORT, UNE ILLUSION

Concernant le remplacement de la manne pétrolière par des rentrées financières liées à d'éventuelles exportations agricoles, il s'agit là d'un manque flagrant de réalisme. Le montant de ces exportations ne couvriraient même pas 1% de la rente pétrolière. Il s'agit également de tenir compte de concurrence marocaine et espagnole. Enfin, les ressources locales en sols et en eau sont limitées. Le potentiel en terres agricoles doit donc avant tout servir à produire de quoi satisfaire les besoins locaux.

Alors que l'agriculture saharienne est présentée comme un exemple de réussite, différentes voix s'alarment de la baisse du niveau des nappes phréatiques et de leur contamination par les nitrates et les pesticides trop pourtant très systématiquement utilisés dans des sols filtrants car sableux. Alors que les populations du Sud s'étaient levées contre les projets publics d'exploitation des gaz de schiste, aujourd'hui la menace rampante provient d'une agriculture débridée et non durable. L'urgence serait de renforcer dans ces régions Sud les équipes d'hydrauliciens afin d'envisager les mesures permettant de favoriser l'infiltration des eaux de pluie et de préserver ces nappes.

En fin de compte, les services agricoles seraient mieux

inspirés d'orienter les agriculteurs dégageant des productions excédentaires vers les secteurs déficitaires que de leur laisser croire au mirage des exportations.

UN EMMANUEL MACRON ALGERIEN ?

On peut se demander s'il existe l'équivalent d'un Emmanuel Macron en Algérie. Car même si le pays fait l'objet d'une dynamique porteuse en matière agricole et a pour la première fois un ministre de l'agriculture de formation agronomique les choses n'avancent pas assez vite.

A la politique d'ouverture des pouvoirs publics, les investisseurs locaux, mais aussi étrangers, répondent présent. La demande des consommateurs est importante, elle augmente en quantité mais aussi en qualité avec un appétit particulier pour les produits laitiers. Un vaste marché de 38 millions d'habitants est présent. L'investissement dans la formation a permis l'apparition de cadres compétents. Reste le management. Aussi, des réformes sont plus que nécessaires. Elles doivent permettre de libérer l'initiative, d'organiser l'aval, d'assurer les besoins du plus grand nombre et l'emploi des jeunes. Les entreprises françaises et leur savoir faire organisationnel ont toute leur place afin de relever ce défi.

SECHERESSE A L'OUEST : L'ALGERIE FACE AU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Djamel BELAID 14.02.2016 Djamel.belaid@ac-amiens.fr

Les remontées du terrain le confirment. Les wilaya à l'Ouest du pays connaissent une grave sécheresse. Les céréales mais aussi les cultures fourragères sont gravement touchées. A l'heure du réchauffement climatique, on peut se demander que faire dans de telles circonstances. Que faire au niveau des décideurs, des cadres de terrain et du simple citoyen ?

CADRES DE TERRAIN MISER SUR LE SEMIS DIRECT

Certes, on ne peut faire pleuvoir, cependant, au niveau agricole il est possible de cultiver selon des techniques adaptées aux conditions sèches. En effet, on ne pourra pas irriguer toutes les parcelles de céréales. Agriculteurs australiens, espagnols et même marocains ont développé depuis quelques années la technique du non-labour avec semis direct. Les ingénieurs marocains ont montré que si, après une charrue, on verse l'équivalent d'un seau d'eau sur un mètre carré le sol est sec dès le lendemain. Or, si le même seau est versé après le passage d'un semoir pour semis direct, le sol reste humide 25 jours.

Ces techniques sont-elles développées en Algérie et particulièrement à l'Ouest de l'Algérie ? Non. Il serait temps de réagir. D'autant plus qu'en janvier il a plu, il y a là un potentiel pour assurer un minimum de rendement. Au moins sur les parcelles au sol les plus profonds. Agriculteurs tunisiens et marocains ont remarqué qu'en année de sécheresse, ils ne récoltent rien ou 2 quintaux/hectare au mieux sur les terres labourées tandis que celles en semis direct donnent 10 qx/ha.

Les cadres des fermes pilotes, les gros céréaliers, les CCLS doivent à tout prix s'équiper de ce type de matériel. Quant aux décideurs de l'OAIC et u groupe PMAT, ne pas assurer la disponibilité des exploitations en ce type de matériel pourrait être qualifié d'attitude irresponsable pour ne pas dire criminelle.

AMELIORER LA FERTILITE DU SOL

Les sols algériens sont en général épuisés et les engrais chimiques n'y feront rien. En effet, nos pratiques agricoles conduisent à une agriculture minière. Sur les parcelles de blé, l'agriculteur récolte le grain et la paille, le mouton mange les chaumes et la charrue provoque la décomposition des racines. Résultats, d'année en année, les sols s'appauvrissent en matière organique. Or, un sol pauvre en matière organique et en humus ne retient pas l'eau ni les engrais. L'humus joue en effet un rôle d'éponge. Par ailleurs, la structure du sol est améliorée ; le sol est moins compact.

Cultiver en conditions sèche nécessite de veiller à un meilleur taux de matière organique du sol. Que ce soit l'Algérien Pierre Rahbi ou le marocain rachid Mrabet, tous les deux recommandent de nourrir le sol par du fumier, du compost, de la paille ou des engrais verts.

Cette dernière technique consiste à implanter une culture à croissance rapide et à forte biomasse qui n'est pas récoltée mais enfouie au sol.

Procéder de la sorte devant des agriculteurs amènerait à être traité d'inconscient quand on connaît le manque local en fourrages et le prix de la botte de paille ou de foin. Pourtant, il n'y a pas d'alternatives. En Algérie, pour nourrir les hommes, il faut nourrir la terre.

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, REDUIRE NOS EMISSIONS

En Algérie, le réchauffement climatique est une réalité. Récemment deux universitaires algériens ont planché sur les relevés pluviométriques de ces 50 dernières années. Leur constat est alarmant : selon les régions d'Algérie et en moyenne, il manque annuellement 100 mm de pluies.

Il serait peut-être temps d'apporter notre contribution à la réduction des gaz à effet de serre. Certes, la plantation d'arbres est encouragée en Algérie, de même que les transports collectifs dans les grandes villes. Ces plantations permettent de capter plus de CO2. Mais à côté de cela, combien de CO2 dégagées par les torchères de nos puits de pétrole, par l'industrie gazière et le boom de l'automobile en Algérie ?

Où sont les panneaux photo-voltaïques, les chauffe-eau solaire sur les terrasses, l'isolation thermique des maisons, l'utilisation de la bicyclette, le recyclage des déchets ? Quelle proportion de l'apprentissage de gestes écologiques dans les programmes scolaires ?

Rappelons qu'il s'agit de gestes pour nous protéger et non pas pour suivre une quelconque mode.

L'ALGERIEN CONDAMNE A ETRE VEGETARIEN ?

Un autre domaine où le citoyen peut agir afin d'influencer le cours des choses concerne l'alimentation. Produire 1 litre de lait, nécessite la consommation de 500 litres d'eau. Dans un pays semi-aride et aride comme l'Algérie, tabler sur une forte consommation de produits laitiers représente une hérésie. Certes, les produits laitiers et les produits animaux apportent des protéines. Mais les protéines existent également dans les légumes secs : pois-chiche, lentille, fève, soja. Ceux-ci apportent des acides aminés dont des acides aminés essentiels si importants pour l'organisme. En témoigne les végétariens et les végétaliens qui privilégient les protéines végétales dans leur alimentation. Ces catégories de consommateurs de plus en plus représentées dans les pays européens

bénéficient d'une bonne santé. Aujourd'hui où les consommateurs algériens sont gagnés par l'obésité, l'hypertension, le diabète et le cholestérol il serait temps de s'interroger sur le mode d'alimentation que nous devons privilégier.

De leur côté les industriels du secteur agro-alimentaire ont à imaginer et à promouvoir les protéines végétales d'pourtant déjà très présentes dans l'alimentation traditionnelle.

DETRUIRE LES CONSTRUCTIONS ILLICITES SUR LES TERRES AGRICOLES

Nourrir à partir des ressources locales 38 millions d'Algériens connaissant une démographie encore galopante relève d'un pari impossible selon certains spécialistes européens. Il s'agit également de tenir compte des populations sahéliennes à la démographie incontrôlée et qui se voyant refuser l'eldorado européen seraient bien tenté par l'Algérie. Il paraît que les cartes d'identité d'Algériens décédées se monnaient à prix d'or dans les wilayas du grand Sud algérien. Maliens et nigériens en sont très demandeurs.

Dans ces conditions, la préservation des terres agricoles du Nord du pays est un impératif vital. Il est criminel de bétonner ces terres constituées de sols profonds et à la pluviométrie abondante. Et si les pouvoirs publics se doivent d'être impitoyables en détruisant toute construction illicite sur des terres agricoles, ils doivent être également exemplaires.

Etre exemplaire signifie, délocaliser vers l'intérieur du pays diverses administrations. On peut se demander pourquoi le siège de l'Institut Technique des Grandes Cultures se situe à Alger. Chacun sait en effet, que les régions céréalières sont situées à l'intérieur du pays. L'un des meilleurs laboratoire algérien spécialisées dans l'étude des zones arides et plus particulièrement le palmier-dattier se situe à ... Bab-Ezzouar. L'Ecole Nationale Supérieur d'Agronomie se situe à Alger, idem pour l'Ecole Nationale Vétérinaire. Les exemples de la sorte sont légion.

Mais au delà des institutions agricoles, à l'heure du numérique et des transports rapides en train doivent nous obligatoirement maintenir des administrations et industries sur le littoral algérien ? Car qui dit administrations et industries dit écoles, lycées, universités, hôpitaux, super-marchés, autoroutes ; bref tous les équipements nécessaires à l'accroissement

naturel d'une population urbaine. Malgré la tendance à la baisse du nombre d'enfants par famille, nombreuses sont celles qui dans les villes d'Alger, Oran, Annaba ou Constantine possèdent 4 enfants ; le tout parfois dans seulement deux pièces.

Les espaces libérés par ces délocalisations ne devraient pas servir d'effet d'aubaine à d'autres, mais être sanctuarisés dans un but de préserver les terres agricoles.

Délocaliser un service à l'intérieur du pays, c'est délocaliser également les emplois de services induits. Nos universités forment des géographes et des spécialistes de l'aménagement. Il serait temps de faire appel à leurs compétences.

Le principe de la protection des terres agricoles devrait être inscrit dans la Constitution et faire l'objet d'un pacte national. Mais dans l'état actuel des choses, cela reste un rêve. Les wali, même ceux les plus courageux, ne peuvent rien contre la marée bétonneuse. Ainsi, la ville de Batna concentre la majorité de la population de la wilaya. Or, la ville est construite sur une plaine fertile dont la terre vient des collines environantes. Colline aujourd'hui pierreuses malgré les travaux de DRS de l'époque coloniale. La ville de Batna s'agrandit et construit sur le sol qui auparavant la nourrissait.

URBANISATION INCONTROLEE, INCOMPETENCE ET IMPUISSANCE AU PLUS HAUT NIVEAU

Un précédent ministre de l'agriculture affirmait que face au bétonnage des terres agricoles au Nord, il y avait en parallèle la mise en valeur des terres de l'intérieur du pays. La sécheresse hivernale vient montrer l'absurdité d'un tel raisonnement. Comment irriguer ces terres s'il ne pleut pas. Comment réalimenter les nappes phréatiques sur-exploitées s'il ne pleut pas.

Quand l'incompétence se situe à un tel niveau de responsabilité, cela devient plus qu'inquiétant. Et quand il ne s'agit pas d'incompétence, il s'agit d'impuissance. Ainsi l'actuel ministre de l'agriculture exprimait récemment la difficulté à défendre les terres agricoles et les pressions phénoménales qui étaient exercées sur les services du MADR. C'est dire combien le pays court à la catastrophe. « Rabbi yastor » a-t-on coutume de dire en Algérie...

ELEVAGE OVIN, SECHERESSE EN STEPPE, QUELLES MESURES PRENDRE ?

Djamel BELAID 13.02.2016

De nombreuses wilaya de l'Ouest du pays sont marquées par une baisse dramatique des précipitations. L'offre fourragère déjà insuffisante ne répond plus aux besoins du cheptel. Les conséquences sont dramatiques pour les éleveurs. Quelles mesures prendre ?

On peut penser que le HCDS aura ouvert aux éleveurs les parcours mis en défens. A ce propos, il serait intéressant que les éleveurs qui profitent des plantations du HCDS participent à l'avenir aux plantations d'arbustes fourragers en milieu steppique. Il serait possible d'imaginer de mécaniser les plantations. Pour les éleveurs, l'une des mesures à prendre est bien sûr de se séparer des animaux les moins productifs. Cependant, la baisse des cours en période de sécheresse limite ce genre de pratique.

ASSURER LE BIEN ETRE DES ANIMAUX

Afin d'optimiser l'utilisation des ressources fourragères, il s'agit d'assurer la protection des animaux contre les parasites internes. A cet effet, les programmes de traitements habituellement effectués doivent être renforcés. A ce propos, afin d'éviter les cas de ré-infestation une plus grande vigilance est à observer quant au respect des conditions d'hygiène. Trop souvent celles-ci sont désastreuses et provoquent l'infestation des animaux sains et des agneaux.

Afin de protéger des animaux affaiblis par le manque de nourriture, la lutte contre le froid est primordiale. Si les moutons résistent naturellement au froid et au vent, cela est moins le cas lorsque leur laine est mouillée. Cela est d'autant plus vrai que les animaux sont jeunes. Aussi, il s'agit de protéger plus particulièrement les agneaux. Le devoir du berger est de mettre dans un endroit abrité les nouveaux nés sans les séparer de leur mère. Pour les agneaux les plus faibles, une alimentation avec du lait reconstitué est indispensable.

Concernant l'alimentation du troupeau, nous proposons une gamme de solutions. A l'éleveur de choisir celles qui conviennent selon ses conditions propres.

L'UREE, UNE SOURCE D'AZOTE MECONNUE DES ELEVEURS

S'il y a un aliment qui est assez largement disponible, c'est la paille. Or, il s'agit d'un aliment pauvre. Afin que les animaux en tire profit au maximum, différents traitements sont possibles : broyer la paille, la traiter à la soude ou à l'urée. Le traitement à l'urée permet d'enrichir la paille en ammoniac. Le principe consiste à dissoudre 5 kg d'engrais azoté (urée 46%) dans 50 litres d'eau et à asperger 100 kg de paille. Le tout est ensuite disposé sous une bâche plastique hermétique. Au contact de la paille mouillée, l'urée se transforme en ammoniac qui se fixe à la paille. Le mélange est laissé 21 jours sous la bâche avant d'être donné aux animaux.

Il nous semble que la même technique d'enrichissement du son à l'ammoniac à travers une solution d'urée est théoriquement possible. Mais, à notre connaissance il n'existe pas de références sur ce sujet.

Une autre solution d'utilisation de l'urée consiste à la mélanger, sans la mouiller, à de l'orge concassée. Cela, à raison de 20 grammes d'urée pour 500 grammes d'orge. Il est indispensable d'associer à chaque fois urée et source d'énergie. Pour avoir personnellement utilisé cette méthode, nous pouvons dire que les effets sont très positifs. Le principe fonctionne également pour les bovins. On veillera cependant à ne pas utiliser d'urée chez de jeunes animaux.

Concernant l'addition de son et d'urée, il n'existe pas de référence également. Le son est relativement pauvre en énergie. On ne pourra donc le donner avec les mêmes proportions d'urée (20 grammes d'urée pour 500 grammes d'orge). Cependant, des doses de l'ordre de 5 grammes d'urée pour 500 grammes de son seraient à tester. Il est à remarquer que selon le degré de mouture, le son peut être plus ou moins associé à plus d'enveloppes interne du grain et donc plus riche en énergie.

A chaque fois qu'on utilise de l'urée, il s'agit d'habituer progressivement les animaux (ovins et bovins). En cas d'accident, il s'agit de rétablir l'équilibre de la panse de l'animal en lui faisant boire de l'eau mélangée à du vinaigre.

ASSURER LES BESOINS D'ENTRETIEN DES ANIMAUX

Pour pallier au manque de ressources fourragères, il est possible de donner aux animaux des blocs multi-nutritionnels (BMN) ou Feed Block. Il s'agit de cubes alimentaires d'une vingtaine de centimètres de côté qu'on dispose dans les mangeoires en libre service. Il ne s'agit pas de les confondre avec des pierres à lécher. Les BMN permettent d'assurer les besoins d'entretien des animaux. Ils sont composés de matière sèche apportant un minimum d'énergie, d'une source d'azote et de sels minéraux.

Ces blocs ne sont pas commercialisés actuellement en Algérie. Le Ministre de l'Agriculture a récemment évoqué la production par l'ONAB de « cubes de son » sans donner plus de précisions sur le sujet. Les BMN peuvent être fabriqués par des éleveurs dynamiques, des fabricants d'aliments du bétail, des investisseurs

innovants ou des propriétaires de moulins à céréales.

BMN, MODE D'EMPLOI

La fabrication des BMN ne nécessite pas de technologie sophistiquée. De nombreuses vidéos sont accessibles sur youtube, elle détaillent admirablement la façon de procéder. De même que sur internet, différents travaux sont disponibles en cherchant sur google les mots clé « Feed block ». Nous recommandons à ce propos le site « l'IFAD Feed Block ».

Comment procéder ? Un BMN s'élabore à partir de différentes matières nutritives. On utilise en général les matières les moins chers disponibles localement. Il s'agit souvent de sous produits des industries de transformation. C'est l'association de ces différentes matières qui permet de créer un aliment de haute valeur nutritive et relativement complet.

La source d'énergie peut consister en du son (issue de meunerie), de la paille broyée ou des palmes et pédicelles de palmier dattier broyées. Afin d'enrichir le BMN en énergie, on peut adjoindre des rebuts de dattes, des grignons d'olives, de la mélasse (résidus des usines de raffinage de sucre de canne à sucre) ou un faible pourcentage d'orge. Certaines formules utilisent également des raquettes d'opuntia (figuier de Barbarie). La source d'azote provient de l'urée alimentaire. On peut utiliser de l'urée 46%, engrais azoté très répandu localement. Il est important d'associer à l'urée une source d'énergie sinon on risque une grave intoxication alimentaire chez l'animal.

Il est ajouté à ce mélange du sel de cuisine et des éléments minéraux. Un document de la FAO suggère d'apporter un peu de superphosphate au mélange. Les éléments minéraux ne sont pas obligatoires dans un BMN. Pour l'apport en sels minéraux, on pourra avoir recours à des pierres à lécher.

Les différents éléments constituant le BMN sont

mélangés à la pelle ou dans une bétonnière. Il y est ajouté de l'eau et 10 à 15% de ciment ou de chaux éteinte afin de lier le tout. Le mélange est ensuite disposé dans des seaux en plastique, des moules en bois ou en acier. L'opération peut même être réalisée par une machine à parpaing utilisant des moules adaptés. Les blocs sont ensuite démoulés et mis à sécher quelques jours avant utilisation ou commercialisation.

On veillera à donner progressivement les BMN aux animaux afin qu'ils s'habituent à ce changement de régime alimentaire. Il ne faut jamais oublier qu'avant de nourrir un ruminant, l'éleveur nourrit les micro-organismes de la panse de l'animal.

LE RECOURS AUX FOURRAGES VERTS DE SOUDURE

Selon les cas, l'objectif de l'éleveur est de nourrir son troupeau jusqu'au printemps ou à la période d'été où les chaumes de céréales sont alors disponibles. Dans la mesure où l'éleveur dispose de parcelles à emblaver, il lui est possible de semer des fourrages de printemps à croissance rapide. Nous ne parlerons pas de la luzerne et le sorgho qui commencent à bien être connus en Algérie. Nous souhaiterions plutôt insister sur les fourrages verts pouvant servir de soudure.

Parmi ceux-ci se trouvent le colza et le chou fourrager. Leur rapide croissance permet d'apporter une source d'azote appréciable. Par ailleurs, ces fourrages peuvent être pâturés par les animaux ou récoltés en vert. L'opuntia reste une autre solution. Son usage est très répandu en Tunisie. Les éleveurs utilisent des variétés d'opuntia sans épine ou bien passent à la flamme les raquettes afin d'éliminer ces épines. Les raquettes sont alors découpées en fines lanières et données aux animaux.

ALGERIE, LA GUERRE DU LAIT. LES ELEVEURS LAITIERS DEPOSEDES DE LEUR OR BLANC

Djamel BELAID 12.02.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics ont considérablement investis dans la filière lait. Les subventions publiques accordées aux éleveurs sont notables. Les prix du lait sont garantis. Pourtant les éleveurs se plaignent d'une activité de moins en moins rémunératrice. Pourtant des solutions existent.

UN MARCHÉ LOCAL CONVOITE PAR LES OPERATEURS PRIVÉS LOCAUX ET ETRANGERS

Depuis quelques années, en Algérie, le marché de la transformation des produits laitiers est en pleine expansion. Il s'agit d'un marché caractérisé par de nombreux opérateurs de petite taille dans le quel émerge quelques grosses entreprises locales. Certaines d'entre elles ont été reprises par des opérateurs étrangers. C'est le cas des Laiteries Djurdjura rachetées par Danone ou de l'entreprise Priplait rachetée ce mois-ci par Promasidor Djazaïr, entreprise d'origine sud-africaine.

Il s'agit souvent d'entreprises situées dans des pays où le marché est mature et où les seules possibilités de profit se situent au de la zone d'influence traditionnelle. Souvent de telles entreprises se doivent de rassurer leurs actionnaires par le versement de dividendes toujours plus élevés que leurs concurrents. Dans le cas algérien, ces investissements étrangers sont intéressants. Ils apportent une partie de savoir faire technique et managérial. Promasidor possède une réelle expérience du packaging et de la diversification des produits laitiers. Idem quant à Danone, mais ce dernier apporte également son expertise dans le suivi technique des éleveurs.

AUGMENTER LE TAUX DE VALEUR DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES

Une des solutions au problème récurrent de revenu des éleveurs consisterait à augmenter la production laitière en massifiant l'offre par exploitation. Cependant, les freins sont nombreux : absence d'autonomie fourragère d'un grand nombre d'exploitations et faible niveau technique des éleveurs. Une autre voie, n'excluant pas la première, consisterait à ce que les éleveurs augmentent le taux de valeur de leur activité. En effet, la production intensive à elle seule ne crée pas de valeur ajoutée. Cela passe pour les éleveurs par l'appropriation de la capacité à transformer leur production laitière.

En effet, actuellement, ils livrent leur lait à des collecteurs officiels et/ou développent des stratégies de commercialisation parallèle en vue de bénéficier de prix plus intéressants. Ainsi, se développe une vente de lait frais par l'intermédiaire de détaillants urbains. Parfois, des éleveurs possèdent même des points de vente en milieu urbain sous forme de crémeries. Ils y réalisent la vente de lait frais et développent également

une transformation artisanale. Il s'agit d'éleveurs commerçants.

A la place de ces stratégies individualistes, la solution la plus efficace afin d'absorber le maximum de lait serait de développer des ateliers semi-industriels de transformation du lait.

HARO SUR LES COOPERATIVES

En Algérie, comme d'ailleurs dans les pays limitrophes, les tentatives administratives des années 60-70 de regrouper les paysans sur les terres de gros propriétaires absents a été globalement un échec. Cette époque a laissé des traces dans la mémoire des paysans, de l'encadrement de terrain et des décideurs politiques. Aussi, aujourd'hui les formes de regroupements paysans non pas des moyens de production, mais pour la collecte ou l'approvisionnement en intrants reste très minoritaires. Différentes études montrent cependant qu'il serait faux de penser que les paysans sont réticents à toute forme d'organisation permettant de défendre leur marge. Cependant, toute forme d'organisation coopérative doit venir des producteurs et non pas être imposée de haut.

De leur côté les pouvoirs publics n'ont pas montré de zèle excessif à aider au développement de groupements paysans. Certes, des textes et des exonérations fiscales existent, mais elles sont peu connues de la masse des éleveurs. Il semble que dans les années 80, sous l'injonction de la Banque Mondiale les pouvoirs publics aient uniquement opté pour l'initiative privée. Dans un entretien à Beur TV disponible en ligne, Taïeb Ezzraïmi, PDG des Semouleries Industrielles de la Mitidja (SIM) témoigne : « c'est Sid Ahmed Ghazali qui m'a conseillé d'investir dans la meunerie en rachetant un moulin d'Etat ».

UNE BUREAUCRATIE D'ETAT CONSERVATRICE

La recherche de l'immédiateté de résultats, un penchant pour le libéralisme et un lien étroit entre classes dirigeantes du secteur public aura aidé au choix de solutions privées. Alors que la commercialisation de lait en dehors de circuits non officiels est qualifiée de secteur « informel », on peut se demander comment qualifier cette collusion d'intérêts hauts cadres dirigeants à l'époque du réajustement structurel. L'expression d'informel formel pourrait être la plus appropriée.

Certes, il semble plus difficile d'organiser des éleveurs en groupement de producteurs que de créer des groupes privés. Le conservatisme rural n'est pas à négliger,

mais la façon de procéder de bons nombre de cadres, et cela à tous les niveaux, montre que ce conservatisme est également présent au niveau des élites dirigeantes nationales mais également des responsables des services agricoles de wilaya.

leurs fournisseurs, imposant de plus en plus de vraies barrières à l'entrée d'éventuels concurrents. »

GUERRE FEROCÉ ENTRE LAITERIES

Une récente étude universitaire¹⁸ réalisée au niveau de la filière lait dans la région de Chélif en Algérie met en évidence la concurrence féroce qui s'opère entre laiteries. Se font ainsi face laiteries privées aux laiteries d'Etat mais également entre laiteries privées.

Afin d'obtenir le maximum de lait les laiteries privées offrent 40 DA le litre aux éleveurs là où la laiterie d'Etat (Giplait) ne peut offrir que 32 DA.

Outre les prix, les laiteries privées offrent toute une gamme de services afin de fidéliser les éleveurs :

-soins des troupeaux: avec mise à la disposition des éleveurs d'un vétérinaire. Les interventions peuvent être gratuite selon le niveau et la nature de l'intervention;

-allégement des procédures administratives: prise en charge des interventions avec l'administration. Il est épargné ainsi aux éleveurs les démarches relatives en matière de récupération des primes octroyées dans le cadre du soutien à la production.

-avantages de paiement et des avances: les modalités de paiement de la production livrée sont laissées au choix des éleveurs. C'est à l'éleveur de préciser s'il préfère un règlement hebdomadaire, bihebdomadaire ou mensuel de ses livraisons. Il peut même être proposé une avance sur livraison;

-livraison garantie de l'alimentation en concentrés: certaines laiteries ont installé des unités de fabrication d'aliments de bétail. La production est bien entendue réservée en priorité aux éleveurs qui livrent leur production à la laiterie.

Par ailleurs afin de s'assurer un approvisionnement garanti, certaines laiteries privées possèdent des fermes avec une centaine de vaches laitières. Cela présente également un avantage : transformer du lait frais non mélangé à de la poudre de lait. Les produits ainsi obtenus sont préférés par les consommateurs par rapport à ceux de Giplait, en partie obtenus avec du lait en poudre.

Par ailleurs afin d'améliorer leur pénétration sur le marché et de préserver leur marge certaines laiteries ont investi le domaine de la distribution. Elles s'affranchissent des grossistes et délivrent leurs produits directement chez les détaillants.

Ce qui fait dire aux auteurs de l'étude : « *une nouvelle carte se dessine progressivement dont le paysage est segmenté sur le plan géographique en fonction des stratégies "actives" des mini-laiteries vis-à-vis de*

ALGERIE: QUALITE DES BLES FRANCAIS, PEUT MIEUX FAIRE.

Djamel BELAID 9.02.2016 djamel.belaid@ac-amiens.fr

Les blés tendres français présentent une caractéristique: leur taux de protéines chute depuis plusieurs années. Ils sont aujourd'hui à 11% en moyenne. Dans ces conditions, difficile de faire un pain de qualité. Que ce soient les acheteurs Algériens ou Marocains, les blés français n'ont plus la côte. Un plan protéines a été lancé en urgence. Les céréaliers peuvent-ils redresser la barre? Concernant le blé dur, un tel plan serait à mettre en œuvre en Algérie. Le cas français peut permettre d'apprendre des autres.

UNE CHUTE CONTINUE DU TAUX DE PROTEINES

Depuis plusieurs années, les céréaliers français voient se réduire leur revenu. Les différentes réformes de la PAC y sont pour beaucoup. Face à cette érosion de leur revenu, ils s'adaptent. Ils choisissent des variétés de blé plus productives, mettent des formes d'engrais azoté moins cher ou réduisent les doses d'engrais quand les prix augmentent. Par ailleurs, la générosité du climat fait que les pluies de fin de cycle ont tendance à faire accumuler beaucoup d'amidon ce qui dilue d'autant les protéines du grain. Et il s'agit là d'un levier que la filière française ne peut maîtriser. A propos du climat Alexis Decarrier, animateur national filière blé tendre à ARVALIS - Institut du végétal indique « c'est la variable la plus importante, qui fait fluctuer les taux de protéines de près de 2 points ».

Sur les dernières 18 années écoulées, les blés français n'ont été que 5 fois au dessus de 12% de protéine. Un document d'AgriMer lance ce cri d'alarme : « La teneur moyenne en protéines du blé français tendre s'effrite ». Même si les agriculteurs désiraient mettre plus d'azote, la nouvelle directive azote encadre strictement la pratique de la fertilisation azotée. Résultat, à la récolte, ils bennent au trou de leur coopérative des blés qui présentent de moins en moins des qualités meunières. D'où ce cri du cœur de Philippe Pinta, président d'Intercéréales et Rémi Haquin, céréalier dans l'Oise et président du Conseil spécialisé céréales de FranceAgriMer « ne faisons pas comme les Danois qui ont laissé filer leur teneur en protéines de 12 à 8,5 % ! »

UN PLAN PROTEINE POUR SAUVEGARDER LES PARTS DE MARCHE A L'EXPORT

Face à cette situation la filière a décidé de prendre le taureau par les cornes et un plan protéine a été décidé. Plan dont InterCéréales et FranceAgriMer constituent la cheville ouvrière. Mr Rémy Haquin explique dans une vidéo ce plan.

Plan Protéines Blé Tendre - Interview de Rémi ... - YouTube

Vidéo pour "<https://youtu.be/wjAyCRstJP4>" ▶ 4:41
<https://www.youtube.com/watch?v=wjAyCRstJP4>
15 juil. 2015 - Ajouté par Cecile Despierres

La plan Protéines prévoit diverses actions dont la mention du taux de protéines sur les contrats de vente de toute cargaison de blé, l'utilisation d'outils de pilotage de la fertilisation azotée au champs et l'emploi de variétés plus riches en protéines.

Déjà les silos à grains s'équipent d'appareils de mesure rapide du taux de protéines. Ainsi, à terme ces appareils à infra-rouge devrait permettre d'analyser chaque remorque de blé arrivant au silo d'un organisme de collecte. Il faut dire, que bon nombre de céréaliers avaient pris l'habitude de livrer des variétés aux rendement atteignant les 100 qx/ha mais au taux de protéines frôlant parfois la barre des 10%. Il devrait être ainsi possible de repérer les céréaliers qui « ne jouent pas le jeu ».

ENCADRE : le plan protéine

Trois principaux leviers, à envisager simultanément sous l'égide interprofessionnelle

»Levier contractuel, avec l'accord interprofessionnel porté par Intercéréales et étendu par l'arrêté ministériel du 7 juin 2014

»Levier agronomique et le pilotage de fertilisation azotée

»Levier génétique

Des actions de recherche et développement, du conseil, de la formation et de l'information sont prévues. Le levier contractuel prévoit d'introduire systématiquement la mention d'une teneur en protéines dans tous les contrats. Les contrats d'achat/vente de blé tendre doivent mentionner la teneur en protéines. Ce taux est librement consenti entre les parties. Le taux de 11,5% appelé «taux de référence» dans l'accord est un objectif de progression de la moyenne de la production française de blé tendre. Il ne s'agit pas d'un taux qui deviendrait obligatoire en l'absence d'autre indication. Tous les blés sont concernés par l'accord : meuniers, fourragers ou biscuitiers, quelle que soit leur destination. Il est également prévu un plan d'investissement dans le cadre de FranceAgriMer pour équiper tous les silos des collecteurs d'appareils de mesure rapide des protéines du blé.

DIAGNOSTIC DE LA FILIERE CEREALES

Les services agronomiques de la filière céréales ont chiffré les gains à atteindre d'un meilleur itinéraire technique. Actuellement, de nombreux céréaliers privilégient le rendement. Il est vrai que les progrès de la sélection génétique leur offre des variétés à très haut rendement. Celles-ci dépassent allègrement les 104 quintaux/hectare. C'est le cas des variétés Fairplay, Sobred, Armanda, Hystar, Glasgow ou Hybery. La variété Lyrik arrive même à 107 qx/ha dans le regroupement de 26 essais réalisés en 2013 dans le Nord de la France. Or, il existe un lien entre haut

rendement et faible taux de protéines. Ainsi, la variété mal nommée «So Bred» ne se situe qu'à 10,2% de protéines. De tels niveaux de production sont le cas de blés qualifiés de « blés fourragers ». Certains de ces blés proviennent parfois d'Angleterre. Ils sont très prisés par certains céréaliers. Au milieu des années 90, dans le Nord de la France, des cargaisons de semences de ce type de blé (la variété Slejpner) en provenance d'Angleterre « circulaient sous le manteau. »

Cependant, malgré la liaison négative haut rendement-taux de protéines, il existe des variétés qui répondent moins à ce principe. C'est le cas, par exemple de la variété Rubisko qui atteint 103 qx/ha et se situe à 11,3% de protéines alors que la variété Trapez, pour le même niveau de rendement, ne se situe qu'à 10,3% de protéines. Aussi, les ingénieurs d'Arvalis estiment que le choix de variétés adaptées peut permettre un gain de 0,5 à 1%.

Un autre levier concerne l'apport d'azote. Il est estimé que 50 unités d'azote correspondent à 0,5-1% de protéines en plus ; à conditions que les apports soient fractionnés en soient apportés à bon escient selon la méthode des bilans prévisionnels.

AU SILO, « LA CHASSE AUX PETITS TAUX »

Face à la situation actuelle les organismes de collecte (coopératives, négoce privé) se trouvent dans une position stratégique. En effet, les organismes de collecte sont situés à l'interface entre les agriculteurs d'une part, et les industriels ou les exportateurs d'autre part. Déjà, selon une récente enquête, 86% de ces organismes affirment que le barème de paiement de leur blé s'appuie sur la teneur en protéines.

Pour des dirigeants de coopératives, il s'agit de « générer un mouvement de fond » comme l'indique Philippe Florentin directeur général adjoint de la coopérative Noriap (80-Somme) cité dans un document de InterCéréales : « *Chez Noriap, nous travaillons sur les taux de protéines depuis plusieurs années. Notre activité est principalement centrée vers les industriels, amidonniers, meuniers... qui ont toujours eu des cahiers des charges assez pointus en la matière. Nous avons donc une communication particulièrement poussée sur ce sujet. Nous encourageons la généralisation des OAD (Outils d'Aide à la Décision) et proposons des bonifications « protéines » à l'achat, comme moyens d'incitations pour les producteurs qui ont bien d'autres critères à prendre en compte.* ». Mais afin de constituer des lots, la logistique des silos doit suivre. En face des difficultés pour réaliser des analyses pour chaque remorque, la politique est d'arriver à une moyenne haute du taux de protéines. « *Il n'est possible de séparer les bennes qui nous arrivent, en fonction du taux de protéines, que dans une certaine mesure. Nous devons donc travailler à*

améliorer la moyenne en faisant la chasse aux petits taux... et ainsi avoir une moyenne à 11,5 %. Pour cela, il est important de générer un mouvement de fond. Le Plan va dans ce sens, il a le mérite de mobiliser l'ensemble de la filière autour de la protéine. Et notamment les agriculteurs, car c'est bien dans les parcelles que tout se joue. »

Chez les collecteurs privés, le même message est délivré. Pour Cyril Duriez Président du négoce Duriez et Is (62- Pas de Calais), le mot d'ordre est « *Aller chercher la protéine sans impacter le rendement* ». Il explique « *Des mesures ont été prises depuis deux ans sur trois de nos dépôts, et sur l'ensemble des dépôts dès la récolte 2014, en raison de la mauvaise qualité des blés fourragers. Une modification des habitudes pour les agriculteurs, qui ont toutefois bien compris l'évolution du système de réception en fonction de la teneur en protéines.*

C'est un chiffre qui varie d'une année sur l'autre, mais si on prend l'exemple de la dernière campagne, il y avait jusqu'à 30 à 40 euros par tonne de différence entre un blé fourrager et un blé meunier, au niveau du céréalier. Je pense qu'en mettant les moyens, en cherchant à optimiser la balance rendement et protéines, ce bonus est accessible sans perdre de quintaux. »

L'ENJEU : L'ACCES AUX MARCHES

Les agriculteurs français n'ont connu que déception ces dernières années. La fin des quotas laitiers a entraîné l'afflux de lait allemand ou irlandais en France. Le boycott contre la Russie a non seulement fermé les débouchés pour la viande de porc mais accru l'arrivée de viande européen en France. Aussi, face à la concurrence internationale, la filière céréales souhaite conserver son accès aux marchés. « *Qu'il s'agisse d'exporter, de transformer sur le marché français pour la lière meunerie ou encore du débouché alimentation animale, la protéine s'impose comme l'un des critères d'importance. Derrière une simplification de la logistique et un gain de transparence, c'est parfois tout simplement l'accès aux marchés qui est en jeu* » indique la filière Céréales française. Ce message semble passer à l'aval.

Pour Jean-Philippe Everling directeur de Granit Négoce (31-Gard) l'export constitue : « *Un critère crucial d'accès au marché* ». Il ajoute : « *Ce plan a l'avantage de remettre la protéine au centre des contrats. Ce critère est devenu de premier ordre à l'exportation. Sauf exception, l'ensemble du blé tendre exporté depuis la France est dédié à la meunerie, avec des contraintes très fortes en la matière. Ce n'est ni plus ni moins qu'une question d'accès au marché.* » Ce dirigeant tire la sonnette d'alarme : « *Depuis quelques années, on est parfois limité avec certains lots. Si la*

tendance se confirme, on risque d'être privé des débouchés du bassin méditerranéen et d'Afrique de l'Ouest. Ce serait la double peine : si le blé doit être vendu à des pays tiers demandeurs de ressource fourragère, le prix de vente sera moins élevé, et ces marchés se situant essentiellement en Asie du Sud-Est, avec le surcoût en transport qui va avec ». Optimiste il ajoute : « A notre niveau, on constate que tout le monde joue le jeu et accepte cette nouvelle donne en France : les effets du plan devraient commencer à se faire sentir dès 2015/16. »

Pour Lionel Deloingce président des Moulins Paul Dupuis (76-Seine Maritime) la meunerie réclame de la protéine: « Des exigences en matière de quantité et de qualité de la protéine ». Et d'expliquer son propos : « Pour tous les débouchés de la meunerie, notamment la panification, la quantité et la qualité des protéines sont importantes. Les process industriels induisent des caractéristiques physiques de plus en plus spécifiques, en plus des propriétés nutritionnelles. » Puis inquiet, il ajoute : « Si le Plan Protéines ne parvenait pas à inverser la tendance, le recours à des blés de force et des ajouts de gluten accroîtrait nos coûts logistiques et industriels. Pour ces raisons, le taux de protéines figurait systématiquement dans nos contrats bien avant 2014, comme nous travaillons avec des collecteurs locaux dans une relation de confiance, où la discussion économique vient après la discussion technique. Cette approche filière est positive. Elle permet de remonter nos besoins jusqu'aux producteurs. C'est tout le sens et le bénéfice du Plan protéines. »

Même son de cloche au niveau du secteur de l'alimentation animale. Stéphane Hotte, directeur pôle amont Novial (80-Somme) aborde les « avantages logistiques et économiques ». Très dépendant des tourteaux de soja importés ce dirigeant se préoccupe du niveau de protéines des blés. « Le critère protéines est essentiel pour le bon équilibre de nos formules alimentaires, d'autant plus que son coût a considérablement renchéri ces dernières années. Définir contractuellement les taux de protéines présente de nombreux avantages. Jusqu'à l'année passée, nous découvrons le taux de protéines d'un lot à son arrivée après déchargement, trop tard pour bien l'orienter et le valoriser sur la base de ce critère. Le Plan protéines nous permet d'anticiper, en intensifiant les échanges avec les collecteurs, ce qui est une très bonne chose en soi. Pour ces industriels, l'établissement de leurs différents aliments, passe par la connaissance et la régularité du taux de protéines des blés fourragers. « Que les taux soient bons ou moins bons, en avoir la connaissance avant réception nous permet de mieux adapter notre formulation et, de ce fait, de mieux valoriser la protéine présente dans le blé au lieu de se caler sur le niveau le plus bas. Le Plan

protéines nous permet de rassembler les lots de blé présentant des bons taux en protéines et de mieux les valoriser ».

Un programme d'aide à l'équipement des organismes collecteurs

Un an après le lancement de l'accord interprofessionnel pour la partie organisme collecteur-aval, et au moment où les contrats agriculteurs-organismes collecteurs entrent dans le processus, les acteurs des Filières se félicitent de la mise en place du Plan protéines blé tendre. Il est toutefois un peu trop tôt pour mesurer son impact, d'autant que la récolte 2014 a été atypique, avec des problèmes de germination qui déplacent les critères d'exigences. L'information et la mobilisation du secteur sont toutefois des indicateurs positifs pour la réussite du Plan protéines. Afin d'inciter les organismes collecteurs à s'équiper de matériels de mesure rapide du taux de protéines FranceAgriMer a mis en place un programme d'aide. Engagé début 2014 il se poursuit jusqu'à fin décembre 2016 (les dossiers devant être déposés jusqu'au 30 septembre 2016).

< Montant de l'aide : 25 % de l'investissement, plafonné à 10 000 euros par collecteur.

< 282 matériels financés en 2014 (investissement global de 5,37 millions d'euros, dont 1,14 financés par FranceAgriMer).

< 101 matériels aidés au 18 juin 2015 (investissement global de 2 millions d'euros, dont 400 000 € financés par FranceAgriMer).

Le collecteur qui bénéficie de ce programme signe une convention qui l'engage sur plusieurs points, notamment :

- Communiquer le taux de protéines au producteur.
- Promouvoir les moyens d'améliorer le taux de protéines auprès des agriculteurs.
- Fournir à FranceAgriMer les données sur les teneurs moyennes en protéines sur cinq années et contribuer à l'enquête qualité des blés réalisée annuellement par FranceAgriMer.

UNE VULGARISATION TOUT AZIMUTH

Des actions pour sensibiliser, des outils pour piloter

ARVALIS - Institut du Végétal mène des actions pour sensibiliser les conseillers et les agriculteurs à améliorer les niveaux de protéines des blés.

- 140 000 plaques techniques « Teneur en protéines des blés : relever le double dé agronomique et économique » diffusées en partenariat avec de nombreux organismes de collecte et de développement.

- Un colloque « Blé tendre protéines », le 13 mai 2014 à Paris, rassemblant 250 participants

- 20 journées de présentation d'expérimentations pour les techniciens en novembre 2014, et 38 journées pour les agriculteurs en décembre 2014.

- 270 retombées dans la presse agricole nationale et

régionale sur l'itinéraire technique protéine.

- Campagne les « Vrais-Faux » de la fertilisation azotée, guides techniques, ches, posters... Des plaques ont été réalisées avec la distribution, à l'instar de celle avec Dijon Céréales, diffusées à 1500 exemplaires.

- 43 journées dans le Grand Ouest sous forme de réunions interactives, ont touché 730 technico-commerciaux.

- Atelier avec vidéo expliquant les leviers et les clés de réussite aux Culturales, les 24 et 25 juin.

L'AMORCE D'UNE DYNAMIQUE DE TERRAIN

Les techniciens sur le terrain multiplient les conseils de pilotage de la fertilisation azotée. Michaël Mimeau responsable agronomique Dijon Céréales explique la démarche développée en Côte d'Or : « Nous avons initié avec des professionnels régionaux le plan « Blé objectif protéines » en 2014, pour identifier les leviers les plus pertinents. Il s'est traduit cette année par l'envoi de messages aux agriculteurs à des moments-clés de leurs pratiques de fertilisation ». Cap est mis sur le fractionnement des apports : « Nous voulons généraliser le troisième apport, voire tendre vers un quatrième. Le positionnement du dernier apport, souvent trop précoce, doit être positionné au stade dernière « feuille pointante à étalée ». Il est important de réduire les quantités d'azote au premier apport, dans les sols qui le permettent, afin d'en garder pour la fin. »

Parfois, il s'agit de rattraper des situations catastrophiques en matière de protéines. Pour Patrick Deuil, responsable commercial et marché de la fertilisation au sein des Etablissements Hautbois en Mayenne, l'ambition n'est pas d'arriver à 11,5% mais « d'atteindre la barre des 11 points de protéines. » Pour y arriver il explique : « Nous avons bâti une méthodologie de conduite azotée des blés en 2014, centrée sur la diminution du premier apport et le fractionnement. Un conseil majeur dans notre région où les éleveurs utilisent de la matière organique dont l'efficacité reste aléatoire. Notre préconisation est de

conserver 40 à 50 unités d'azote minérale pour le troisième apport afin d'assurer la production de protéines. » La démarche s'appuie sur des outils modernes de pilotage de la fertilisation azotée : « Cette année, nous avons testé les drones. Des essais de pratiques de fertilisation ont été installés avec ARVALIS. »

Cette volonté d'utiliser des méthodes fines d'estimation des besoins en azote est partagée par Didier Rebillard, responsable de région sud Ille-et-Vilaine au niveau de la société Triskalia : « Nous visons des fractionnements systématiques en trois à quatre apports pour augmenter les taux de protéines. Cela passe par la formation des équipes terrain pour réaliser de meilleures préconisations en matière de fertilisation et par l'utilisation d'outils de pilotage. Trois sont à notre gamme : N-Tester, N-Sensor et la technologie des drones. » Pour cette entreprise, l'enjeu de la protéine est double : valorisation à l'exportation mais aussi en élevage dans le but d'une plus grande autonomie fourragère des exploitations.

UN PARI DIFFICILE A GAGNER

Les nouvelles variétés alliant productivité et taux de protéines pour moins d'engrais azotés mettront au moins 8 ans pour être obtenues. La directive nitrates oblige à moins d'azote dans les champs or selon Arvalis seulement 20% des céréaliers utilisent des outils de pilotage de la fertilisation azotée. C'est dire le chemin à parcourir.

Enfin, le démantèlement des quotas de betteraves prévu pour 2017 risque de mettre à mal la trésorerie des exploitations céréalières. Les céréaliers devraient donc encliner à « serrer les boulons », pas sûr qu'ils arrêtent la course au rendement pour la remplacer par la course à la protéine.

Dans ces conditions, le pari qualité de la filière française sera difficile à gagner.

Sources : documents de la filière Céréales française.

ALGERIE, LE RETOUR DES PAYSANS FRANCAIS

Djamel BELAID 6.02.2016

Après 50 années d'indépendance, voilà les paysans français de retour en Algérie. Non, pas des colons, mais des paysans en costume cravates. Il s'agit de présidents de grands groupes coopératifs français dont ils sont les administrateurs élus. Ces derniers mois ce sont en effet Axéreal, Cristal Union ou groupe Avril qui sont à la Une de la presse économique en Algérie.

DES CONTRATS SIGNES AVEC AXEREAL, CRISTAL UNION, GROUPE AVRIL

Plusieurs contrats ont été signés avec les groupes coopératifs AXEREAL, CRISTAL UNION, ou AVRIL. Qui sont ces groupes ? Fellahas ! Ce sont des groupes paysans. Vu du côté algérien, l'existence de tels groupes paysans est étonnante. En effet, les expériences de coopératives agricoles en Algérie ont parfois laissé un goût amer dans les années 70. Aujourd'hui les quelques coopératives de services qui existent ne brassent qu'un chiffre d'affaires ridiculement bas à comparer aux monstres coopératifs français. Pourtant il s'agit bien, outre Méditerranée, de groupes coopératifs paysans dont il est question.

Axéreal est un groupement de coopératives céréalières de la Beauce, Cristal Union représente des betteraviers du Nord de la France ; quant au groupe Avril, il s'agit de la puissante association des producteurs français d'oléagineux et protéagineux. Les paysans dirigeants d'Axéreal ont été reçu avec tout le faste qui se doit au niveau du salon d'honneur du MADR. Quant aux deux autres ils avaient signé des accords avec des groupes agro-alimentaires privés locaux pour la réalisation d'usines d'aliments du bétail. Usines inaugurées récemment en grande pompe avec présence de l'ambassadeur français à Alger et ministres algériens. Oui, les paysans français sont revenus en Algérie et sont accueillis avec tous les honneurs par les pouvoirs publics.

DES INTERETS ECONOMIQUES RECIPROQUES

L'histoire douloureuse entre France et Algérie fait que, par retour de paysans français en Algérie, ressurgit automatiquement l'image des colons français. Or, actuellement, rien de tout cela. Il s'agit d'accords entre grands groupes coopératifs et pouvoirs publics ou chose nouvelle avec de grands groupes agro-alimentaires privés algériens.

Ces accords bradent-ils l'intérêt national ? Non, à priori. Les premières variétés de blé à haut rendement provenant du groupe Axéreal ont été semées cet automne à la station d'essai ITGC de Sétif. Elles devraient permettre aux céréaliers locaux de disposer de plus de semences certifiées. Cristal Union va permettre de raffiner plus de sucre brut brésilien et ainsi d'améliorer l'offre locale en sucre blanc jusque là assuré par le seul groupe Cevital. Avec sa filiale Sanders, le groupe Avril va permettre de produire plus d'aliments pour bétail et ainsi permettre d'améliorer la production locale de viande et de lait.

Mais qu'on à gagner ces grand groupes coopératifs à franchir la Méditerranée ? Le profit bien entendu. Le marché français se rétrécit. La concurrence devient plus vive. Aussi pour ces mastodontes agro-alimentaires, c'est grossir à l'international ou disparaître. Ainsi, il est évident que Avril proposera à SIM, son partenaire local, d'approvisionner l'usine de Aïn Defla non pas en tourteaux de soja US mais en tourteaux de colza français. De même que Cristal Union serait intéressé pour trouver un débouché algérien pour ses milliers de planteurs.

Dans la mesure où ces groupes étrangers amènent une expertise technique ce type de projets profite également à l'économie nationale. Cependant à terme, il serait intéressant d'entrevoir d'autres types de coopération.

LA CONTRACTUALISATION POUR PLUS D'INTEGRATION

Lorsqu'on observe le type d'activités développées par ce type d'accords, on peut remarquer l'absence des paysans algériens. A aucun moment dans le processus d'élaboration des produits il n'est fait appel à eux.

A Ouled Moussa, c'est du sucre brut brésilien qui va être raffiné. A Aïn Defla l'usine SIM-AVRIL va fonctionner avec du maïs et du soja US ou des tourteaux français. Un aliment de bétail comporte des céréales et des oléa-protéagineux. Une politique d'intégration de produits locaux passerait par l'utilisation d'orge, de triticale, de féverole, de pois protéagineux, ou de tournesol made in DZ. Or qu'indique le communiqué publié à l'occasion de l'inauguration de l'usine ? Il évoque l'utilisation de quelques produits locaux (grignons d'olives et caroube). C'est se moquer du monde. Mr Ezzraïmi, PDG de SIM se serait-il fait berné ? L'histoire nous le dira. Une des explications pourrait venir des 5 000 hectares acquis par SIM dans cette région. Un tiers aurait été planté d'olivier et le reste serait consacré aux céréales.

En tout cas, dans les conditions climatiques de l'Algérie, il est possible de produire plus d'orge, de triticale, de féverole, de pois ou de tournesol. Or, malgré les progrès de ces dernières années, nous ne savons pas développer ce type de productions. C'est là, que AVRIL et ses milliers d'agriculteurs sociétaires pourraient nous être utiles. Malheureusement, cela n'a pas été prévu dans le contrat.

Dans le cas de l'usine d'Ouled Moussa, par quoi

remplacer le sucre brut brésilien ? Par de la betterave à sucre cultivée localement ? Les équipements de l'usine ne sont pas prévus pour cela. Mais qu'est ce qui nous empêche de proposer aux agriculteurs DZ de se lancer dans la production de betterave et d'imaginer la construction d'une usine de raffinage adéquate. Pourrait-on imaginer la production de canne à sucre DZ irriguée par goutte à goutte comme cela se pratique au Maroc ?

Enfin, quand les paysans coopérateurs d'Axéreal sont reçus par le PDG de l'OAIC ne faudrait-il pas envisager plus qu'un seul échange de semences de blé ? Les sociétaires de ce grand groupe coopératif céréalier ont l'expertise pour produire techniquement du blé mais également proposer un type d'appui technique de terrain. Pourquoi également cantonner cette coopération entre OAIC et Axéreal ? Pourquoi ne pas imaginer une coopération entre Axéreal et organisations paysannes algériennes telles les Chambre d'Agriculture, l'UNPA, ... ?

Ainsi se profilent des possibilités complémentaires de coopération. La contractualisation en est une forme. En plus des matières premières agricoles importées, le secteur agro-alimentaire doit pouvoir être approvisionné par les agriculteurs locaux. C'est là un mode de coopération gagnant-gagnant. Pour cela, aux transformateurs algériens et à leurs partenaires français de mettre sur pied des services d'appui techniques de terrain, de fournir les semences et les intrants nécessaires puis de racheter la production des agriculteurs sur la base de prix établis d'un commun accord par contrat. Sinon, ce retour des paysans français sur le sol Algérien aura un goût amer.

Dans ce bas monde, rien ne se donne ; tout s'arrache. Aussi, aux paysans Algériens, aux cadres de l'agriculture, aux patriotes à tout les échelons de l'économie nationale de se battre pour plus d'intégration nationale. Quant au consommateur, il ne doit jamais oublier que nos achats sont nos emplois...

ALGERIE, SEMER DES LENTILLES ENTRE LES RANGS DE TOURNESOL ?

Djamel BELAID 26.01.2016

La culture du tournesol est peu répandue en Algérie. Pourtant dans un pays qui importe 100% de son huile et 100% de ses besoins en tourteaux, le tournesol est une plante d'avenir. Au Maroc, dans les années 90 ce sont plus de 100 000 ha qui ont été consacrés à cette culture. Un des problèmes technique de cette culture concerne le désherbage. Des pratiques testées à l'étranger pourraient s'avérer intéressantes dans le contexte local.

LE BINAGE OU LA SOLUTION CLEARFIELD

Les rangs de tournesol sont espacés de 70 cm. La première solution peut consister à biner l'inter-rang avec une bineuse. Ce matériel est produit localement par le groupe PMAT. Le binage de l'inter-rang mais également du rang est aujourd'hui possible. Cela passe par l'utilisation de herse étrille ou herse rotative. Ce genre d'outils est encore absent en Algérie. Mais sa simplicité de construction pourrait permettre un rapide développement de ce type de désherbage mécanique. On veillera à ce que le passage de ce type d'outils ne nuit pas aux plants. Le rendement du tournesol passe en effet par une population de l'ordre de 50 000 pieds par hectare.

La technique dite « ClearField » consiste en l'utilisation de variétés de tournesol résistantes à des herbicides. Cette solution est notamment développée par BASF. Les plants de tournesol ayant été obtenus par mutagenèse. Il ne s'agit donc pas d'OGM. Ce type de solution est à réserver aux parcelles fréquemment semées en tournesol et sur lesquelles s'est développée une flore adventice difficile à éliminer avec les herbicides conventionnels.

LA SOLUTION DES CULTURES ASSOCIEES.

C'est là qu'intervient les lentilles. La solution consiste en des cultures associées : tournesol et

lentilles. Les deux cultures sont semées à la même époque. L'intérêt d'associer des lentilles est double : elles fournissent de l'azote au tournesol. Cette solution commence d'ailleurs à être utilisée en France pour apporter de l'azote aux cultures de colza. Mais le deuxième intérêt des lentilles est de couvrir le sol et ainsi de réduire la présence des adventices.

Cette solution a été testée en Suisse par un groupe d'agriculteurs. Dans la revue « Réussir Grandes Cultures » du 05 juillet 2013 Marie-Dominique Guihard note ainsi que « les premiers résultats sont encourageants car les plantes compagnes n'ont pas pénalisé le rendement du tournesol. Celui-ci est identique à la conduite de référence avec 28,5 quintaux à l'hectare pour le tournesol associé à la lentille et 29,9 quintaux à l'hectare quand il est associé au trèfle d'Alexandrie. La lentille a cependant la préférence car elle étouffe davantage les mauvaises herbes et permet ainsi de diminuer les doses d'herbicides, notamment en Challenge 600 ». Il s'agit là d'une piste à creuser. Par ailleurs, dans le cas des conditions semi-arides, il s'agit de tenir compte du fait qu'il est possible de semer tournesol et lentilles non pas à la fin de l'hiver mais au début. Cette technique dite « d'évitement » du risque de stress hydrique de fin de printemps a été testée avec succès au Maroc.

Pour beaucoup de céréaliers, janvier et février sont des mois creux. Les parcelles de céréales sont semées, il n'y a plus rien à faire en plaine. Puis à quoi bon s'aventurer sur les parcelles lorsque un vent froid souffle. Pourtant, janvier et février sont des mois clés pour l'action mais aussi la réflexion au niveau de la parcelle, de l'exploitation ou du marché..

PRIORITE AUX RELIQUATS AZOTES

La priorité consiste à analyser l'azote du sol ; on parle de reliquats azotés en sortie hiver. En effet, après la minéralisation de l'automne, l'azote minéral du sol risque d'être lessivé par les pluies hivernales. Minéralisation et lessivages sont différents d'une année sur l'autre. Aussi, mettre 100 unités d'azote sur son blé comme le préconisent la majorité des conseillers agricoles ne veut rien dire. Il faut connaître son niveau d'azote minéral dans les horizons du sol exploitées par les racines pour ajuster la dose d'engrais à apporter. Un peut comme quand on met de l'essence dans son réservoir ; on tient compte du niveau.

Comment faire en pratique? Il s'agit de prendre une tarière et de réaliser une douzaine de prélèvements sur une zone homogène et représentative de la parcelle. Ces prélèvements sont à opérer entre 0-30 cm, 30 et 60 cm et 60 – 90 cm. Les échantillons sont à mettre dans une glacière puis à envoyer le plus rapidement possible à un labo d'analyses. L'analyse de l'azote du sol est simple à réaliser ; un labo d'université ou d'un meunier peut s'en charger.

On prendra garde à tenir compte des potentialités de sa parcelle pour fixer l'objectif de rendement. Cet objectif peut être déterminé en faisant la moyenne de ses rendements sur 5 ans. Pour un objectif de 30 qx/ha on multipliera 30 par 3,5 unités d'azote. Et c'est de cette valeur qu'on déduira le stock d'azote minéral (reliquat azoté) de sa parcelle.

Comment faire si on ne peut pas réaliser cette analyse ? On la demendera à son conseiller agricole. Même si l'idéal est de réaliser une analyse pour chaque parcelle, en matière de reliquats azotés, on peut utiliser des moyennes régionales.

Enfin, il est à noter qu'il existe une relation entre températures, précipitations et niveau des reliquats azotés. Ainsi en cet hiver 2016 , on peut penser que le niveau d'azote du sol est faible. La cause ? Une minéralisation faible du fait de rares pluies automnales et des précipitations hivernales qui auront fait migrer, hors d'atteinte des racines, le peu d'azote minéral formé à l'automne.

En conclusion, cette année, selon le potentiel de ses parcelles, on majorera les doses d'azote à apporter.

EN HIVER , ENCORE DES SEMIS

De récents travaux montrent que pois-chiche et lentille peuvent être semés en hiver. Les semis de printemps sont peu productifs. Il y a là un domaine à explorer.

Une telle pratique suppose un itinéraire technique particulier : variétés adaptées, désherbage chimique ou mécanique maîtrisé.

Cette pratique de semis précoce est appelé par les spécialistes « stratégie d'évitement ». Il s'agit de faire coïncider le cycle végétatif de la culture avec la période humide et surtout d'éviter le risque de coup de sec de fin de printemps.

La même démarche est possible avec le tournesol. Les semis en hiver de variétés tardives sont bien plus productifs que ceux réalisés au printemps.

Bien que peu répandue localement, la culture du tournesol offre des avantages certains : production d'huile et de tourteaux. Afin de maximiser ses marges, l'idéal est de triturer soi-même sa production et d'écouler huile et tourteaux. La valeur des tourteaux peut être améliorée par un décorticage mécanique simple à réaliser. Les tourteaux obtenus « high-pro » peuvent alors même être utilisés en aliment volaille en remplacement du soja.

EN HIVER, PLANTATIONS ET FORMATION

Mais l'hiver est également la période de plantation d'arbres et d'arbustes en limites de parcelles. Les haies peuvent servir d'abris aux auxiliaires des cultures et servir d'ombrage aux animaux en été. La station ITGC de Sétif a réalisé avec succès la plantation en bandes d'attriplex dans des parcelles de céréales. Cette plantation est inspirée de la technique de « l'alley cropping ». L'intérêt est de pouvoir proposer un complément fourrager aux ovins pâturent les chaumes en été.

Mais l'hiver est également une période de formation. C'est le moment que doivent choisir les conseillers pour organiser des sessions de formation : maîtrise de l'itinéraire technique des cultures mais également maîtrise de nouvelles cultures, réflexion sur la rentabilité des cultures et la maîtrise des charges fixes dont la mécanisation. Les formations ne doivent concerner le niveau de la parcelle, mais aborder des questions relatives à l'exploitation et au marché. Et là les questions sont nombreuses : comment améliorer la collaboration entre deux exploitations au moment des labours ou de la récolte ? Stocker à la ferme ou livrer les céréales dès la récolte ? Développer une activité artisanale de meunerie semoulerie à la ferme ? La baisse de la rente pétrolière va bouleverser le paysage agricole. Il faut dès maintenant s'y adapter. Seules les

exploitations ayant fait les ajustements nécessaires survivront.

Toute une panoplie de conseillers techniques peuvent assurer ces formations : techniciens de Chambre d'Agriculture, de DSA, de CCLS, d'Instituts Techniques, d'université mais également des firmes d'agro-fourriture (produits phyto-sanitaires et engrais, concessionnaires en matériel).

AGRI-MANAGERS, PRENDRE LES CHOSES EN MAIN

Si ces formations ne sont pas programmées par les services agricoles locaux, c'est aux céréaliers à faire des demandes communes pour les susciter. Un local chauffé, les repas du midi assurés, une vingtaine de participants confirmant leur inscription, des conseillers feront le déplacement pour débattre. Qu'un groupe de céréaliers dynamiques prennent l'initiative de ce genre de démarche, c'est déjà poser les bases d'une organisation professionnelle autonome. Nous pensons en effet, que seules des coopératives paysannes permettront le développement des exploitations céréalières.

Les initiatives d'agri-managers peuvent concerner, par exemple la mise en place d'un programme à plusieurs exploitations pour faire venir les moissonneuses-batteuses de la CCLS. Les gestionnaires des unités motoculture des CCLS ne peuvent en effet envoyer du matériel vers des exploitations, si un minimum d'hectares n'est pas réuni. L'idéal est d'assurer une logistique parfaite : rotation des remorques et lieux de positionnement des bennes Marel, repas des chauffeurs, ...

C'est aux céréaliers les plus dynamiques, ceux qui ont une vision à long terme du développement de leur exploitation et de leur région, c'est à ces agri-managers de prendre les choses en main. A eux de réunir les conditions locales du développement de leur filière et non pas seulement en demandant des avantages particuliers mais pour le plus grand nombre.

Il nous semble que l'une des formes d'action les plus efficaces concerne l'action commune. Quelques grosses ou moyennes exploitations peuvent réunir des moyens pour mieux valoriser leurs céréales. Pourquoi acheter individuellement engrais et phytosanitaires ? Des commandes groupées peuvent permettre de mieux négocier les prix de ces produits ainsi que les coûts logistique. Pourquoi vendre tout son grain à la CCLS ? Celle-ci, en le rétrocédant à des meuniers et semouliers leur assure de confortables plus-values ? En effet ces derniers tirent des bénéfices, non seulement sur la vente de la semoule, de la semoule mais également sur le son. Pourquoi ne pas envisager d'installer à plusieurs exploitations un atelier artisanal ou carrément un moulin industriel et exiger des pouvoirs publics les compensations afférents à ce type de transformations. Le PDG de SIM raconte à cet égard que la rentabilité

de son activité à ses débuts était de 34%¹⁹. Il raconte que par rapport au prix étatique de rétrocession du blé et en considérant le prix de vente public autorisé pour sa semoule, il avait « l'impression de voler les gens ».

19 Voir nos derniers articles.

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS 2015. Les leçons du début de campagne

Djamel BELAID 20.01.2016. Réactualisé le 22.02.2016.

La campagne céréalière a été marquée par une sécheresse automnale préoccupante. Elle a pu retarder les semis ou entraîner des pertes de pieds sur les semis précoces. Quels enseignements tirer des façons de procéder des agriculteurs? Aurait-on pu faire mieux ?

UNE SECHERESSE SURTOUT A L'OUEST

Les remontées d'informations en provenance des différentes wilayas montrent que la sécheresse a surtout concerné l'ouest du pays. C'est le cas de Chlef et Aïn Defla.

Dans plusieurs cas les semis ont été retardés jusqu'à l'arrivée des pluies. Dans le cas des semis d'octobre-novembre, de nombreuses parcelles ont montré des signes de dessèchement. Les plantules ont jauni puis se sont desséchées. « *La culture de celui qui a semé avant le mois de décembre peut être compromise à cause d'un déficit hydrique persistant. Mais les agriculteurs qui ont semé durant le mois de décembre peuvent prétendre à une bonne production puisque les récentes précipitations leur seront très bénéfiques surtout ceux de la région est où les germes commencent à pousser* », explique Omar Zaghouane DG de l'ITGC dans les colonnes du journal Horizons²⁰. Certes, si les graines semées en décembre germent aujourd'hui sans problème grâce aux récentes pluies, les rendements sur ces parcelles ne seront pas les meilleurs. En effet, afin d'assurer un parfait développement de la plante et notamment des racines, les semis doivent se faire en octobre-novembre et surtout pas après.

SEMER SANS DESSECHER LE SOL

Cette situation montre l'intérêt d'utiliser le non labour avec semis-direct (SD). Le semis direct est possible grâce à des semoirs munis de dents ou de disques permettant de travailler le sol uniquement à l'endroit où placer la semence dans le sol. De récents essais montrent que cette technique a le mérite de ne pas dessécher le sol. Des chercheurs ont réalisé un test original : à l'automne ils ont arrosé artificiellement un sol et ensuite mesuré chaque jour l'humidité du sol derrière le passage de différents outils. Il est apparu qu'après le passage d'une charrue le sol ne reste humide qu'une journée tandis que derrière le semis-direct le même type de sol restait humide jusqu'à 25 jours.

Or, ce type d'engins connus d'une poignée d'agriculteurs n'est pas encouragé à sa juste mesure par les services agricoles. Quant aux concessionnaires, ils préfèrent importer le matériel traditionnellement connu des

agriculteurs et donc plus facilement vendable. L'espoir aurait pu venir du constructeur PMAT, mais celui-ci ne semble pas au courant de ces nouveautés puisque le dernier contrat passé avec la firme portugaise Galucho ne prévoit que la fabrication commune de charrues.

En Algérie, apprendre à semer sans dessécher le sol reste donc une entreprise de longue haleine.

SEMER EN CANALISANT L'EAU DE PLUIE

En matière de semis, l'expérience des céréaliers australiens est précieuse. Ces agriculteurs cultivent avec succès du blé dans des régions aussi sèches que les nôtres. Comment réussissent-ils à faire mieux que nous ? Un expert australien a récemment mis en ligne les résultats obtenus en Syrie et Irak en mettant en application les techniques développées dans son pays. La clé du succès revient à l'utilisation d'un type de semoir particulier. Il s'agit d'un semoir pour semis direct avec des dents espacées tous les 17 cm. Celles-ci grattent le sol non labouré et y déposent les semences. Suivent ensuite des roues plumbeuses qui tassent légèrement le sol au dessus des semences afin de renforcer le contact sol-graines et ainsi permettre à celles-ci de capter l'humidité du sol. Mais, il y a mieux. La dent provoque la formation d'un sillon de 4 à 5 cm de profondeur. Et c'est là l'atout capital face aux risques de sécheresse automnales, car dès la moindre pluie, l'eau est collectée vers le fond du sillon. L'eau est ainsi dirigée vers la zone où se situent les semences*. Celles-ci bénéficient donc du maximum d'humidité jusqu'à la pluie suivante. C'est ce procédé qui a manqué aux céréaliers des wilayas de Chlef et Aïn-Defla.

QUEL MATERIEL DE SEMIS EN ALGERIE ?

Il devient crucial de développer ce genre de semoirs en Algérie. Il est à espérer que le groupe PMAT s'inspire de l'expérience australienne en fabricant ce type de semoir. En attendant, c'est également aux investisseurs privés, petits ou grands, de développer ce genre d'engins. En Syrie, en 2012, il existait 8 ateliers de fabrication de semoirs. Et certains continuent leur production malgré la guerre. Différentes stratégies sont possibles : fabriquer des semoirs SD en construisant un châssis sur lequel viendront s'ajouter une trémie, des dents et des roues plumbeuses en faisant appel à la sous-traitance. Une autre solution est de faire comme certains agriculteurs irakiens, c'est à dire modifier des semoirs conventionnels en ajoutant des poutres, y fixer des dents - telles qu'elles sont sur les chisel - munies

20 « Les dernières pluies sont bénéfiques pour la céréaliculture » Le DG de l'Institut technique des grandes cultures. M Benkeddada, Horizons le 17 - 01 - 2016

de tube de descente et rajouter des roues plumbeuses. Le document cité plus bas indique comment procéder.

L'avantage des semoirs SD est également de pouvoir localiser les engrais tels que le DAP sous les semences. De ce fait l'engrais est immédiatement utilisable par les jeunes racines.

DES CULTURES DE REMPLACEMENT POSSIBLES

Pour les exploitations ayant eu de forts taux de perte à la levée, la solution est d'implanter une culture de remplacement. Diverses solutions sont possibles : légumes secs ou tournesol.

A condition de disposer de semences, il est possible de semer lentilles ou pois-chiche. Ces cultures peuvent être semées jusqu'à la fin de l'hiver. De récents travaux ont montré que des semis de décembre ou janvier sont possibles. A condition de maîtriser le désherbage chimique, ce type de semis permet des gains de rendements appréciables. Dans le cas du pois-chiche on veillera cependant au risque d'anthracnose.

Dans le cas du tournesol, la même démarche est possible ; les semis peuvent s'étaler jusqu'à la fin de l'hiver. Cependant, des travaux montrent que des semis de décembre ou janvier permettent de meilleurs rendements à condition d'utiliser des variétés tardives.

Ces semis précoces s'inscrivent dans une stratégie dite « d'évitement ». Le but est de faire coïncider le cycle végétatif de la culture avec la période la plus arrosée de l'année et surtout d'éviter le risque de sécheresse printanière de fin de cycle.

Mais, si dans le cas des légumes secs les semences peuvent être disponibles, dans le cas du tournesol, la culture n'est pas encouragée par les pouvoirs publics.

Enfin reste la possibilité de resemer des fourrages : orge en vert pour pâturage ou mélange de vesce-avoine

ou pois triticales.

L'URGENCE TECHNIQUE POUR LA FILIERE CEREALES

La sécheresse de cet automne doit être l'occasion de remettre en cause nos façons de cultiver des céréales. Des exemplaires de semoirs SD (type John Shearer) avec des dents permettant de créer des sillons collecteurs de pluie sont présent au niveau de la station ITGC de Sétif**. Leur principe doit être étudié afin que des modifications soient apportées aux semoirs conventionnels actuellement fabriqués par le groupe PMAT. Aux investisseurs privés également de s'emparer de cette technique comme l'ont fait 8 ateliers syriens, deux entreprises irakiennes et un grand constructeur jordanien de matériel agricole.

La mise au point de ce type de semoirs pourrait être facilitée par le récent transfert du centre de recherche Icarda de Alep à Settat (Maroc). Les experts australiens mais également syriens et irakiens ont prévu de multiplier les visites avec leurs homologues algériens. A nous de saisir cette opportunité.

Il ne s'agit plus de subir les difficultés climatiques, et de se lamenter sur la faiblesse du niveau des précipitations mais de s'adapter en mobilisant le potentiel créatif de nos ingénieurs, artisans et fellahs.

Notes :

(*) Voir la photo de la fig 28 du document en ligne sur internet « The Practical Implementation of Conservation Agriculture in the Middle East » Stephen Loss · Atef Haddad · Jack Desbiolles · Harun Cicek · Yaseen Khalil · Colin Piggin · Technical Report · Jul 2015 .

(**) Des vidéos de ces semoirs sont visibles sur le site Facebook ITGC Sétif.

CAMPAGNES LABOURS-SEMIS. Ne rangez pas vos semoirs !

djamel.belaid@ac-amiens.fr

La sécheresse automnale et le faible développement de la technique du semis direct ont considérablement retardés les semis de céréales. Il s'agit là d'une catastrophe dont les résultats seront visibles à la

récolte. En attendant, les semis sont-ils pour autant terminés ? Non, concernant les légumes secs et le tournesol.

ELEVAGE STEPPIQUE, NOS BERGERS MALIENS

Djamel BELAID 5.12.2015

Regardant hier soir sur you une vidéo d'une chaîne télévisée privée algérienne, j'ai appris qu'il y a en Algérie des bergers maliens. Cette vidéo en montrait un conduisant dans une zone steppique un troupeau de mouton. Regardant ensuite les vidéos proposées par you tube sur le même sujet, il a été possible de constater que nos éleveurs se plaignent du manque de fourrage et d'orge mais également de manque de vocation concernant les berges. On n'en trouve plus affirmait un éleveur face à la caméra. Certains travaillent deux mois puis nous abandonnent brusquement. C'est vrai que les conditions de travail sont rudes : longues marches, en plein air, chaleur ou froid en été. Certains accusent la politique ANSEJ d'avoir vidé les campagnes de leur force de travail. Ce qui pourrait expliquer la présence de ces bergers maliens sur le territoire national. A noter que nombre de bergers français se plaignent des conditions de travail et font défection. La crise des vocations ne concerne donc pas seulement l'Algérie.

QUE FAIRE POUR AIDER LES ELEVEURS ?

Pour garder une main d'oeuvre, il s'agit de bien la payer. A partir de ce point voyons comment renforcer la productivité des éleveurs ? Il y a bien sûr l'opération de location de pâturages plus productifs suite à des opérations de mise en défens organisées par des APC suite aux actions du Haut Commissariat au Développement de la Steppe. Il y a également des actions plus ciblées. Un des moyens que nous souhaiterions développer concerne la production d'orge et de fourrages. Non, il n' s'agit pas de l'irrigation d'appoint. Cet extraordinaire moyen est réservé aux zones possédant des réserves hydriques et des équipements correspondant. Il existe un autre moyen formidable dans les villages et villes de l'intérieur du pays ; il s'agit des boues résiduelles des stations d'épuration (STEP).

De récents essais réalisés à Laghouat montrent l'effet positif de l'épandage de ces boues sur des parcelles d'orge et cela même pour des pluviométries ne dépassant pas 200 mm de pluie/an. Voyons les résultats obtenus.

Durant les 3 années d'expérimentation (2009 2010 et 2011) les auteurs de l'étude de l'université de Laghouat ont mesuré la hauteur des plants ainsi que la biomasse

produite.

Hauteurs des plants (cm)

D0 20,15 26,09 31,65

D1 29,23 35,44 33,25

D2 32,86 54,84 34,12

D3 35,07 56,02 39,68

Biomasse (g/m2)

D0 85,00 155,00 318,18

D1 180,45 385,67 525,10

D2 230,17 380,00 784,65

D3 290,63 391,67 584,96

En général, les résultats augmentent avec les apports de boues et selon la pluviométrie. A l'occasion de l'analyse des rendements en grain du témoin D0, les auteurs notent en effet : « nous avons aussi remarqué que le traitement D0 a connu une augmentation dans le rendement avec 16,33 qx/ha en 2010 et 24.11qx/ha en 2011, des résultats dues au changement de pluviométrie 135 mm en 2010 et 265 mm en 2011 une année pluvieuse ».

Dans le cas de la hauteur des plants et de la biomasse produite tout indique que la quantité de paille récoltée est plus forte avec apport de boue.

INAUGURATION USINE ALIMENTS DE BÉTAIL SIM-SANDERS.

Djamel BELAID 6 novembre 2015

Le groupe algérien SIM a inauguré fin octobre 2015 à Aïn-Defla une usine d'aliments du bétail construite avec un partenaire français Sanders filiale du groupe coopératif Avril (ex-Sofiprotéol). C'est l'occasion de se pencher sur la stratégie locale en matière de production d'aliments du bétail. Au delà des louanges lus dans la presse et des discours enthousiastes des autorités locales et françaises présentes le jour de l'inauguration, voyons les implications de ce genre d'accord.

AVRIL, TÊTE DE PONT DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN ALGERIE

Qui est le groupe Avril ? C'est un groupe coopératif français, il regroupe des agriculteurs français qui recherchent des débouchés à leur production d'oléagineux (graines et tourteaux). Le Maghreb est actuellement la chasse gardée des producteurs d'huile et de tourteaux de soja US (cas du Maroc) et des pays d'Amérique du Sud. Dans ce contexte concurrentiel, les paysans français cherchent à trouver des débouchés à leurs surplus de tournesol et de colza. Il leur faut également placer à l'export les co-produits (tourteaux) générés par la fabrication de biocarburant à base de colza²¹.

La proximité culturelle entre la France et le Maghreb, ainsi que des positions fermes des pouvoirs publics pourraient permettre des accords gagnant-gagnant. Au Maroc, les pouvoirs publics ont demandé à Avril de contribuer à la relance de la production d'huile et de tournesol.

Lors de l'inauguration de l'usine d'aliment pour bétail, le groupe Avril indique dans un communiqué que « l'usine valorisera notamment les sous-produits et les matières premières locales comme la caroube, les coques d'amandes ou les grignons d'olives ». Cette mesure est à priori positive, mais il aurait été intéressant de fournir des chiffres. Combien ces sous-produits locaux vont-ils représenter par rapport aux tourteaux importés et au maïs importés? Pour rappel, ces derniers ont représentés 1,4 milliards de dollars annuels ces dernières années. Il est évident que dans la lutte d'influence que se mènent producteurs outre-atlantiques de tourteaux de soja et producteurs européens de tourteaux de colza, Avril compte bien dorénavant capter une partie de ces importations. D'ailleurs, Eric Philippe, directeur général adjoint du groupe ne s'en cache pas. Il a déclaré que cette nouvelle implantation vise à « accompagner le développement du marché algérien, un marché dynamique et porteur, où la demande est de plus en plus forte ». Pour notre part, nous aurions préféré lire que l'usine allait aider les agriculteurs locaux à produire des matières de base pour l'usine : colza et tournesol.

21 A noter que ces dernières années, malgré de généreuses subventions publiques, l'utilisation de ce type d'agro-carburants (Diester) est en recul.

LES DEFIS POSES A SIM ET AUX POUVOIRS PUBLICS

Malgré sa volonté de trouver un débouché pour ses tourteaux de colza, le groupe Avril peut être d'un grand apport à l'agriculture locale. Cette alliance stratégique du groupe SIM avec Avril est bénéfique. Le contexte de baisse de la rente pétrolière et de la perspective d'adhésion de l'Algérie à l'OMC nécessitent d'envisager d'approvisionner progressivement et dès maintenant une telle usine avec des produits locaux. Certes, dans un pays semi-aride tel l'Algérie, il est difficile de produire du maïs et soja. L'aviculture locale et une partie de l'élevage des ruminants se base en effet sur l'utilisation de ce type d'aliments.

L'équipe dirigeante de l'usine devra donc recourir, dans la mesure du possible, à toutes les sources de sous-produits locaux mais aussi aux produits locaux. Ainsi, cette usine pourrait être l'occasion de favoriser la production locale de protéines végétales pouvant réduire, en partie, notre dépendance au soja. Cela est possible par le développement de la féverole, du pois fourrager ou du lupin dans le cas sols acides. De la même façon en utilisant de l'orge et du triticale en remplacement partiel du maïs importé, l'usine pourrait stimuler la production de ces céréales dans son bassin d'approvisionnement.

Mais un fort taux d'intégration en matières premières locales n'est pas forcément compatible avec la maximisation des profits de l'usine et de la volonté d'exportations des paysans français regroupés au sein du puissant groupe Avril. En effet, il est souvent plus rémunérateur d'élaborer des aliments du bétail avec des tourteaux importés qu'à partir de matières locales chères et parfois de moindre qualité. Que ce soit au Maroc, en Tunisie ou en Algérie, les fabricants d'aliments du bétail se sont habitués à travailler avec les tourteaux de soja importés. C'est le cas au Maroc où des associations US de production de tourteaux de soja ont depuis des années intensifié leurs opérations de lobbying. Cet état de fait s'est trouvé encouragé par les accords commerciaux passés entre ce pays et les USA puis par son adhésion à l'OMC.

Qu'est ce qui pourrait pousser dans le cas des usines SIM-SANDERS²² à produire des matières premières

22 Avec celle de Aïn-Defla, il est prévu d'en édifier deux autres.

made in DZ ? Le patriotisme économique ? Il a des limites. Même si on peut apprécier les efforts du PDG de SIM d'aller dans ce sens. S'exprimant de nombreuses fois devant des étudiants, il a indiqué souhaiter développer des partenariats avec les universités, dont celle de Blida.

C'est aux pouvoirs publics à édicter des règles visant à plus d'intégration de produits nationaux. A cet égard la Loi de Finance est un outil puissant d'orientation des investissements. Même avec une politique visant à privilégier la production nationale par rapport à l'importation, les besoins locaux sont tels, que des alliances stratégiques entre groupes agro-alimentaires locaux et partenaires étrangers sont souhaitables. Ce type d'alliance peut permettre un transfert de technologie et de stimulation de la production locale en matières premières. Par ailleurs, un groupe tel Avril peut avoir intérêt à travailler en Algérie. Pour les pouvoirs publics une vision à long terme est nécessaire. Les problèmes immédiats sont de nourrir les populations urbaines et d'assurer le plein emploi sous peine d'explosions sociales.

A court terme, il est plus facile de faire accoster dans les ports nationaux des bateaux chargés de maïs et de tourteaux étrangers. Mais, une telle politique présente deux inconvénients. Bâtir un approvisionnement des populations sur le seul recours à l'importation, c'est croire en la disponibilité permanente des denrées alimentaires sur le marché international. Or, c'est oublier ses brusques poussées de fièvre de ces dernières années. Poussées liées à de mauvaises récoltes dans un contexte de forte demande croissante chinoise ainsi que le détournement de plus en plus fréquent des récoltes vers la production de bio-carburants.

Ce scénario du tout import montre donc ses faiblesses. Enfin, son second inconvénient provient du facteur emploi. Les pouvoirs publics ont tout intérêt à favoriser l'emploi agricole et rural afin de ralentir l'exode rural vers le Nord du pays. Exode rural signifie plus de bouches à nourrir et de bras à employer dans les villes.

DES EQUIPES SIM-SANDERS EN APPUI TECHNIQUE DES ELEVEURS ?

Bien qu'ayant fait des progrès, le niveau technique de l'élevage local reste nettement à améliorer. Pour beaucoup d'éleveurs, une vache laitière doit avant tout avoir la panse remplie. Or, si cela est un préalable à la production maximale de lait, il s'agit avant tout d'assurer à l'animal des fourrages concentrés et grossiers apportant de l'énergie mais aussi des matières azotées. Or, nourrir un aliment seulement de paille et d'orge, comme cela est le cas dans beaucoup d'élevages, ne permet pas d'assurer les besoins en azote des animaux.

Par ailleurs, les besoins des animaux ne sont pas identiques selon leur âge et leur type de production (lait, viande). C'est par exemple le cas entre une vache tarie ou non, une vache gestante ou non. Or, dans de nombreux élevages ce distinguo n'est pas appliqué ou bien pas assez.

En matière d'élevage ovin, les mêmes remarques peuvent être faites. Par ailleurs, dans chacun des cas, l'alimentation minérale reste déficiente. Or les animaux d'élevage ont des besoins importants en calcium, phosphore, sodium, zinc, iode ...etc.

Des technico-commerciaux parcourant les campagnes pourraient expliquer aux éleveurs les bases d'une nutrition animale équilibrée. Au Maroc, les usines d'aliments de bétail Sanders développent déjà ce type d'approche. Les fabricants d'aliments du bétail ont tout intérêt à apporter ce conseil technique aux éleveurs. En effet, des éleveurs prospères sont un gage de durabilité pour les ventes de l'usine.

LES COOPERATIVES GRANDES ABSENTES DE L'ACCORD SIM-SANDERS

Si une stratégie visant à de favoriser la production locale peut provenir d'une impulsion des pouvoirs publics, les agriculteurs ne doivent pas se faire d'illusions. Ceci n'est pas automatique. En effet, il faut compter avec les intérêts particuliers et les appétits partisans de l'ultra-libéralisme au sein des sphères étatiques. Par ailleurs, au sein même des agriculteurs, il s'agit de tenir compte des intérêts divergents des producteurs de fourrages et de ceux des éleveurs. Ces derniers ont tout intérêt à des tourteaux importés et revendus à bas prix. C'est notamment le cas des aviculteurs et des ateliers laitiers en hors sols n'ayant aucune perspective d'autonomie fourragère. En effet, le plus souvent il s'agit de chômeurs installés dans de simples garages en périphérie des villes et reconvertis en éleveurs.

Aussi, les producteurs de fourrages et les céréaliers ont tout intérêt à créer des groupements de producteurs afin de créer leurs propres ateliers et usines de fabrication d'aliments du bétail. C'est là un des moyens de valorisation de leur production par la protection de leur marge économique. De leur côté, les éleveurs ont également tout intérêt à créer des regroupements de producteurs afin de sécuriser leur approvisionnement et de valoriser leur production.

Or, l'inauguration de cette usine est l'occasion de remarquer de grands absents : les coopératives locales de producteurs. Certes, dans le paysage actuel existe l'Office National des Aliments du Bétail. Mais rien ne pourra remplacer des coopératives paysannes productrices d'aliments du bétail. Coopératives possédant des équipes de conseillers techniques recrutés par des paysans élus et apportant assistante

technique aux éleveurs. A-t-on vu un jour des conseillers techniques de l'ONAB parcourir la campagne algérienne? Non, à notre connaissance.

Or, si les pouvoirs publics souhaitent le maintien des marges des éleveurs laitiers notamment, ils ont tout intérêt à favoriser l'émergence de puissants

regroupements d'éleveurs. En effet, le rôle des pouvoirs publics n'est pas de produire de l'aliment pour bétail à travers des offices tel l'ONAB, mais de créer un environnement propice à l'émergence de coopératives paysannes. Dans cette optique, les pouvoirs publics disposent des moyens législatifs et fiscaux.

NEGOCIATION SUR LE LAIT : C'EST AUX LAITERIES DE FAIRE UN EFFORT.

Djamel BELAID 3.10.2015

Dans un article du 2.10.2015, le quotidien El-Watan titre « Les laiteries bloquent les négociations sur le lait. Selon Leïla Beratto et Samir Amar-Khodja, auteurs de l'article, du côté des producteurs, on accuse les transformateurs : «Nous n'avons pas trouvé de solutions pour l'augmentation du prix du litre de lait. Le gouvernement veut que les transformateurs prennent en charge l'augmentation car ils font de gros bénéfices. Les transformateurs refusent. Nous sommes dans une impasse et nous avons demandé un rendez-vous pour la semaine prochaine, avec le Premier ministre Abdelmalek Sellal», rapporte Hassan Aït Mohand Saïd, président de l'Association des producteurs de lait de Batna.

Face à ce qui semble être un point de blocage et étant donné que les caisses de l'Etat sont vides, la solution pourrait venir des laits végétaux. Un deal pourrait être proposé par les pouvoirs publics aux transformateurs sous la forme suivante. Pour la préparation de desserts (yaourts, flans, « danette », ...) ainsi que certains laits diététiques, nous vous livrons du soja en remplacement de la poudre de lait. Comme le soja coûte moins cher, une partie des subventions auparavant allouées aux laiteries passent aux éleveurs.

Une telle solution passe par la mise en place rapide des proces de fabrication et les dosages nécessaires afin de suivre les habitudes alimentaires des consommateurs. Cependant, la solution est viable. Rappelons qu'à l'étranger des firmes comme sojasun.fr et Bjorg.fr commercialisent des desserts à base de lait de soja et des laits végétaux à base de soja, de riz, d'avoine ou d'amandes.

L'Algérie dispose d'ingénieurs en technologie alimentaire et d'une industrie de transformation du lait. A eux de montrer de ce qu'ils sont capables. A eux de nouer des partenariats avec les firmes étrangères citées et aussi de mettre au point des préparations originales.

LE MADR AU PIED DU MUR

Sur le long terme, il s'agit de trouver des solutions afin de trouver de produire plus de fourrages. Certes, il y a l'irrigation mais également l'introduction de nouvelles espèces fourragères la mise à la disponibilité des agriculteurs de plus de matériel d'implantation et de récolte des fourrages.

Les solutions techniques sont pour la plupart connues des cadres techniques. Il s'agit de mettre ces cadres au plus près des producteurs. Pour cela, les solutions à développer sont de :

- transférer des postes budgétaires de cadres en poste dans des bureaux pour les affecter à des associations d'éleveurs,
- encourager la mise sur pied d'associations représentatives d'éleveurs et de groupements d'éleveurs pouvant telle la Coopsel de Sétif mettre un pied dans la vente du lait,
- d'obliger les laiteries à mettre sur place des

équipes d'appui technique en s'appuyant sur des expériences telles celles du projet Alban,

- de financer des postes budgétaires des associations d'éleveurs et de groupements d'éleveurs en prélevant une taxe sur l'activité des laiteries.

Le secteur agricole et de la transformation est riche de potentialités humaines. Au MADR d'être le catalyseur afin de réunir le diagnostic le plus pertinent au sein de la filière et de dégager des actions permettant aux éleveurs d'être les propres agents de leur développement au lieu d'en faire d'éternels assistés.

LES ELEVEURS AU PIED DU MUR

De leur côté si les associations d'éleveurs ont fait preuve de beaucoup de maturité, il est de leur devoir de pousser leur adhérents à former des groupes de producteurs afin d'obtenir un minimum d'aide financière et de postes budgétaires publics. Car, au final, c'est aux éleveurs organisés en réelles coopératives de services de se doter des moyens de produire plus de fourrages, d'avoir les moyens de transport de ces fourrages mais également de progressivement intervenir dans la transformation du lait afin de garantir leurs marges. A ce titre, l'expérience de la Coopsel de Sétif mérite toute leur attention.

A eux de se dire que les ministres de l'agriculture passent (parfois très vite) et qu'eux seuls restent sur le terrain et que le salut ne viendra que de leurs propres initiatives.

DES PISTES A CREUSER POUR LE MADR

Le choix de développer l'élevage laitier en Algérie permet de réduire les importations de lait en poudre, crée de l'emploi rural et constitue une source d'amendements organiques irremplaçables. Les difficultés actuelles proviennent de la nouveauté de cette activité pour certains éleveurs et chômeurs sans terre reconvertis dans l'élevage ainsi que d'une faiblesse actuelle de la production de fourrages.

Si la situation est préoccupante, elle n'est pas sans issue ; à conditions qu'une politique juste et volontariste soit mise en œuvre.

La réussite des politiques de développement économique nécessitent une innovation technique, managériale et juridique. En Algérie, trop souvent ces politiques sont restées dans les sentiers battus. Sans tomber dans le libéralisme on peut se demander s'il ne faut pas un Emmanuel Macron pour notre agriculture ? Il s'agit ici moins d'investissements nouveaux que de rédéploiement et de valorisation de moyens existants. En effet, certaines positions acquises gênent le développement de l'élevage : main-mise des meuniers sur le son, tarifs vétérinaires, marges des laiteries.

Pour le MADR comme pour tout ministère les moyens sont limités de même que le pouvoir d'action. Aussi s'agit-il de savoir sur « quels boutons appuyer » afin d'arriver au maximum d'efficacité.

Ces pistes de recherche sont également des idées à développer, en les adaptant, pour des laiteries, des éleveurs ou investisseurs.

Il s'agit avant tout de trouver rapidement des solutions à la situation intenable des éleveurs laitiers. Pour cela les points de blocage doivent être identifiés sachant que des résultats peuvent être obtenus à court, moyen ou long terme. C'est aux cadres de la filière lait de les identifier et de les classer. Pour notre part, en tant qu'observateur, nous soulevons les points que nous avons identifiés. Cette liste n'est donc pas exhaustive.

A-Diminuer les dépenses des éleveurs (hors poste alimentation)

-poste frais vétérinaires :

Constat : Il existe des maladies liées à l'hygiène (mammite, tiques, boiteries...) et à une mauvaise conduite d'élevage (non tarissement de vaches gestantes d'où des cas de fièvre vitulaire). Les vétérinaires ont des prix de prestations élevés.

---autoriser les techniciens vétérinaires à réaliser certains actes simples (souvent fait par les vétérinaires à des prix exorbitants) tels les vaccinations, les inséminations artificielles ainsi qu'une liste d'actes à définir au niveau des concernés.

-poste frais reproduction

Constat : intervalle vêlage, coût taureau, détection chaleur,

---voir avec le Ceniaag les améliorations possibles : démocratiser l'usage des paillettes

---de nouveaux droits pour les techniciens ?

A'-Renforcer le niveau technique des éleveurs.

Constat : le niveau technique des éleveurs est bas. Des pertes considérables ont lieu à cause d'une ignorance de principes basiques d'élevage.

-décider d'un diplôme de base OBLIGATOIRE pour tout éleveur (connaissances minimales sur l'alimentation, l'hygiène, les soins la conservation du lait, les

groupements de producteurs),

-utiliser TOUS les moyens disponibles (chambres d'agriculture, laiteries, DSA, université,...) afin de faire passer ces stages de formation de quelques jours permettant la délivrance d'une carte d'éleveur.

-l'université a un grand rôle à jouer dans ces formations que beaucoup d'enseignants d'agronomie et de biologie pourraient dispenser.

B-utiliser les organismes économiques publics

La puissance publique possède une force d'intervention économique avec des offices tels l'ONAB ou PMAT. Autant l'utiliser. Cela n'empêche pas également des partenariats avec le secteur privé.

-Avec par exemple l'ONAB pour développer de :

---nouveaux produits de consommation: laits végétaux (lait de soja, d'avoine, de riz ou d'amande).

---nouveaux aliments du bétail : aliment engraissement pour veau enrichi en urée

---blocs multi-nutritionnels

-Avec PMAT et privé (concessionnaires)

---importation, montage ou fabrication de semoirs pour Semis Direct (rappel, cette technique permet une implantation rapide des fourrages pour un coût réduit).

C-redéploiement des moyens humains du MADR

Constat : il est plus facile de gérer des postes budgétaires que la spéculation sur les issues de meuneries tel le son.

---pour 2 départ à la retraite, affecter un poste budgétaire à une association ou groupement d'éleveurs (pour des périodes renouvelables de deux ans).

---trouver les moyens pour des fonctionnaires en CDD (jeunes)

D-utilisation des moyens du MADR

Constat : problème de vulgarisation de techniques nouvelles voir (avec INVA)

---spot TV sur l'hygiène de la traite, désinfection du trayon

---spot semis direct de l'orge, technique de l'enrubannage, utilisation de nouveaux fourrages tel le colza fourrager,

---spot semis direct de l'avoine

---spot utilisation urée chez ovins (réduire pression sur orge pour VL)

---revoir totalement les sites internet des instituts techniques du MADR (plus de vulgarisation)

---spot groupement de producteurs (coopsel Sétif) avantages : protection des marges, exonération sur les bénéfices.

Constat : manque de semences d'avoine, manque structurel de fourrages

---avec ITGC élaboration d'un plan d'action pour

produire plus de semences d'avoine, pour vulgariser l'emploi du semis-direct sans labour pour implanter des fourrages (vesce-avoine mais également sur-semis des jachères pâturées).

---étudier l'expérience de laiterie Soummam dans la région de Constantine concernant la récolte de fourrages par enrubannage.

E-utilisation de la puissance publique

Constat : recherche-développement peu développée

---contrat de recherche avec les universités : lait végétaux, enrichissement du son en urée

---utilisation des amphithéâtres et des enseignants pour une formation de base obligatoire pour tout éleveur (quelques jours).

F-Législation

Constat : La plupart des emplois des cadres et techniciens en agriculture sont fonctionarisés. Il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur les agents de l'Etat. Cependant, en agriculture, il s'agit de travailler avec et pour les agriculteurs. En effet, les situations changent avec les régions, les cultures et le type d'exploitations. Aussi afin de répondre à ces différentes situations la solution est que l'employeur du personnel d'encadrement soit les agriculteurs eux-mêmes à travers leurs groupements de producteurs.

---autoriser les groupements de producteurs à ouvrir des points de vente au détail de lait, étudier les moyens pour leur faciliter l'abattage et la vente au détail de viande de veaux.

---autoriser les actes d'Insémination Artificielle par les techniciens d'élevage et les techniciens vétérinaires.

---autoriser l'affectation à des groupements de producteurs des compensations publiques reçues par la meunerie pour écraser au niveau de petits moulins du grain et vendre de la farine et de la semoule. Actuellement les meuneries ont le monopole. Buts : Réduire le monopole de la meunerie sur le son et la spéculation qui s'en suit. Améliorer les marges des céréaliers. Il est regrettable que la plus value de la transformation des céréales produite par des agriculteurs soit captée hors du secteur agricole.

---prévoir le prélèvement d'un pourcentage minime sur les subventions allouées aux laiteries pour la création de postes budgétaires destinés à l'appui technique aux éleveurs. Il ne s'agit pas là de créer à nouveau des postes de fonctionnaires. Bien au contraire, il s'agit de créer un service d'appui tel qu'il existe à l'étranger avec les EDE (Etablissement Départemental de l'Elevage, contrôle laitier, ...). Le recrutement devant être effectué par des élus paysans pour des contrats bi-annuels renouvelables.

---prélever un pourcentage sur les ventes d'intrants agricoles afin de financer partiellement les instituts

techniques du MADR. En contrepartie, admettre dans les conseils d'administration des représentants des firmes d'agro-fourriture.

G-partenariats avec autres ministères

-MERS :

---recherche : la recherche agronomique et agro-alimentaire doit être, en partie, orientée vers les problèmes de l'heure (production de fourrages, valorisation des aliments pour bétail et des sous-produits, développement de nouveaux aliments). A ce propos la recherche agronomique locale a permis de préciser les moyens d'enrichir la paille et l'orge avec de l'urée. Il serait intéressant de vulgariser ces résultats mais de voir comment valoriser le son (peut-on l'enrichir partiellement avec de l'urée?).

---formation : les amphithéâtres de l'université doivent également recevoir les agriculteurs pour des formations de base, des remises à niveau. Il en est de même pour le personnel d'encadrement du MADR.

-MDN :

---matériel agricole (recherche-développement avec les ateliers de mécanique de l'armée telle la Base logistique de Blida). Il nous semble que la production locale de semoirs pour semis direct et de tout matériel concourant à la production de fourrage est à envisager. Cette coopération pourrait permettre la mise au point de prototypes que des entreprises locales pourraient ensuite fabriquer en série.

---poursuite de l'interdiction du pâturage des moutons le long des frontières afin de lutter contre la contrebande.

H-Partenariat avec le secteur privé national ou étranger

-Avec laiteries :

---étude et élargissement des expériences des laiteries Soummam (enrubannage à Constantine), appui technique aux éleveurs par Danone.

---développement des groupes d'appui techniques (Gaspels),

---étude sur la faisabilité de la production de laits végétaux, desserts (type « Danette » au lait de soja, yaourt au lait de soja).

-Avec les chambres d'Agriculture et coopératives étrangères

---recruter des chefs d'étables étrangers pour des séjours de quelques mois pour des actions de vulgarisation.

---développer des actions d'appui technique tel le projet Alban.

-Avec les ex-pays de l'Est.

---les importations de jeunes bovins depuis ces pays coûtent beaucoup moins cher que ceux provenant de France ou d'Espagne.

